



UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST-AFRICAINE

QUESTIONS PRINCIPALES

6 mars 2015

Approuvé par
**le Département
Afrique**

Préparé par : Karim Barhoumi, Larry Cui, Christian Josz, John Hooley, Alexei Kireyev, Monique Newiak (tous AFR), Rachid Awad (MCM) et William Gbohoui. Avec des contributions de : Stefan Klos (AFR), Filiz Unsal, Era Dabla-Norris (tous SPR) et Eva Van Leemput, et le concours d'Edison Narvaez et de Sandrine Ourigou (AFR).

TABLE DES MATIÈRES

ÉVALUATION DE LA STABILITÉ EXTÉRIEURE	5
A. Évolution du secteur extérieur	5
B. Évaluation du taux de change	9
C. Adéquation des réserves	12
D. Compétitivité hors prix	14
Références	17

ENCADRÉ

1. Scénarios de croissance et d'assainissement budgétaire **_Error! Bookmark not defined.**

GRAPHIQUES

1. Évolution récente	7
2. Évolution probable	8
3. Évaluation du taux de change	12
4. Couverture des réserves	13
5. Avoirs extérieurs nets des banques commerciales	13
6. Adéquation des réserves	14
7. <i>Doing Business</i>	16

ÉVOLUTION DES LIQUIDITÉS DES BANQUES CENTRALES : SIGNE AVANT- COUREUR DE RISQUES MACROFINANCIERS PLUS VASTES DANS L'UEMOA? _____ 18

A. Introduction	18
B. Causes possibles	20
C. Risques	21
D. Options de politique générale	23

GRAPHIQUES

1. UEMOA : évolution des bilans des banques commerciales	19
2. Déséquilibres budgétaires et extérieurs	21
3. Taux d'intérêt	21
4. Activité du marché interbancaire par échéances	22

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS DANS L'UEMOA _____ 25

A. Analyse comparative de l'accès aux services financiers	25
B. Explication des retards en matière de crédit au secteur privé	32
C. Détermination des obstacles les plus contraignants à l'inclusion financière des entreprises	36
Références	41

GRAPHIQUES

1. Accès aux services financiers	27
2. Caractéristiques démographiques de l'accès aux services financiers	28
3. Modes de dépôt et de paiement	29
4. Utilisations des prêts	30
5. Entreprises	31
6. Facteurs de retard financier	32
7. Ratio au secteur privé	34
8. Baisse des coûts de participation	38
9. Baisse des coûts d'intermédiation	39
9. Diminution des exigences en matière de garanties	40
Références	41

TABLEAU

1. Déterminants des retards de l'amélioration de l'accès aux services financiers, 2004–2013	36
2. <i>Target Moments</i>	36

PAIEMENTS MOBILES DANS L'UEMOA	42
A. Introduction	42
B. Obstacles éventuels aux paiements mobiles dans l'UEMOA	46
C. Surveillance des paiements mobiles	50
D. Principales conclusions	51
Références	52

ENCADRÉ

1. Enseignements de l'expérience de M-PESA au Kenya	57
---	----

GRAPHIQUES

1. Le marché des paiements mobiles dans l'UEMOA	43
2. Fournisseurs de paiements mobiles dans l'UEMOA	43
3. Banque mobile par groupes démographiques, 2011	45
4. Enseignements de l'expérience de M-PESA au Kenya (à partir de FMI, 2012)	46
5. Coûts des transactions pour quelques fournisseurs de services	48
6. Services mobiles fournis dans l'UEMOA, au Kenya et en Tanzanie	49
Références	52

CROISSANCE, TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET DIVERSIFICATION DANS L'UEMOA

A. Croissance, volatilité et productivité	53
B. Évolution récente de la structure de la production et des exportations	57
C. Promouvoir la croissance par le biais des transformations structurelles et de la diversification	61
D. Évolution démographique et emploi	66
Références	69

ENCADRÉ

1. Diversification et qualité des exportations	57
2. Réformes propices à une transformation structurelle	63
3. La contribution de l'agriculture à la transformation structurelle	64
4. Le dividende démographique	67

GRAPHIQUES

1. Croissance et volatilité	54
2. Productivité	56
3. Diversification de la production	58
4. Diversification des produits et des partenaires d'exportation	59
5. Qualité des exportations	60

6. Gains résultants de la transformation structurelle, de la diversification et de l'amélioration de la qualité _____	62
7. Situation démographique _____	68

IMPACT DES TARIFS EXTÉRIEURS COMMUNS DE LA CEDEAO SUR LE COMMERCE ET LES RECETTES DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA _____	70
A. Introduction _____	70
B. Faits stylisés relatifs au commerce et aux droits de douane au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO _____	71
C. Effets des modifications de la structure des droits de douane sur l'équilibre partiel _____	73
Références _____	79

ENCADRÉS

1. Hypothèses et cadre analytique _____	75
2. Impact sur les recettes au Bénin _____	78

GRAPHIQUES

1. Faits stylisés : échanges au sein de la CEDEAO _____	72
2. Conséquences de la modification tarifaire pour les échanges et les recettes _____	76

TABLEAUX

1. Structure du TEC de la CEDEAO et de l'UEMOA _____	71
2. Élasticités-prix des importations – Pays individuels _____	73
3. Élasticités-prix des importations – UEMOA _____	73

ÉVALUATION DE LA STABILITÉ EXTÉRIEURE¹

Le déficit extérieur courant a diminué en 2014. Le coefficient de couverture des réserves internationales brutes a légèrement augmenté, mais le déficit extérieur courant a été en partie financé par une baisse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales. Avec l'amélioration des perspectives d'évolution des prix du pétrole et à condition que les programmes d'assainissement des finances publiques soient mis en œuvre, le déficit courant devrait continuer de diminuer progressivement et être compensé par des entrées de fonds suffisantes à moyen terme. Plusieurs indicateurs font apparaître que le taux de change réel est globalement conforme aux fondamentaux. La couverture assurée par les réserves internationales devrait être renforcée pour offrir une protection plus solide contre les risques immédiats. Des progrès seront essentiels au niveau de la compétitivité structurelle et de l'efficacité de l'investissement pour que les vastes programmes d'investissement programmés se traduisent par une amélioration de la croissance et des exportations ainsi que par un accroissement des entrées de fonds privés dans la région.

A. Évolution du secteur extérieur

1. L'intensification des efforts d'investissement a eu pour effet de creuser le déficit courant au cours des dernières années, les entrées de capitaux n'ayant pas pu tenir le rythme (graphique 1). Après avoir augmenté de 4 % du PIB et atteint 11,6 % du PIB en 2013, le déficit commercial devrait rester supérieur à 10 % du PIB en 2014. Cette évolution tient en grande partie à l'accroissement des importations de biens d'équipement effectuées pour apporter les améliorations nécessaires aux infrastructures (Côte d'Ivoire) ainsi qu'aux investissements réalisés dans les industries extractives (Niger et Bénin). Le déficit courant est passé de 8,1 % du PIB en 2013 à 7,3 % en 2014, sous l'effet surtout de l'amélioration des termes de l'échange. Les entrées de capitaux et autres flux financiers entrants enregistrés dans la région ont aussi augmenté, l'IDE et les prêts assortis de conditions libérales restant des sources stables de financement et deux pays de l'UEMOA ayant fait appel avec succès aux marchés financiers internationaux en 2014. Le coefficient de couverture par les réserves internationales brutes a augmenté légèrement, passant de 4,5 à 4,6 mois d'importations extrarégionales, mais le déficit extérieur courant a été financé en partie par une baisse des avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

2. Le déficit courant devrait diminuer progressivement et être entièrement financé à moyen terme, mais avec certains risques baissiers (graphique 2). Sous l'effet de l'assainissement des budgets des administrations publiques et d'une redéfinition de leurs priorités, et à la faveur d'une évolution bénéfique des prix du pétrole, le déficit courant devrait régresser malgré les gros projets d'investissement envisagés à moyen terme dans plusieurs pays. Des niveaux suffisants d'entrées de fonds sont attendus pour assurer l'équilibre de la balance des paiements. Des risques

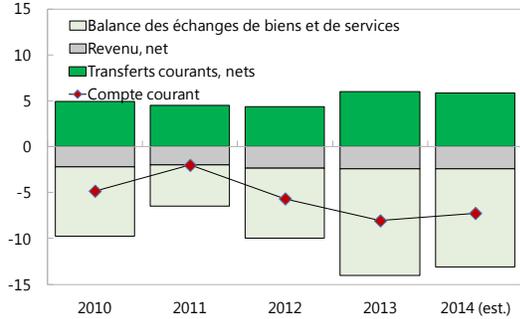
¹ Rédigé par Monique Newiak.

baissiers pèsent toutefois sur les perspectives d'évolution. À court terme, l'épidémie d'Ébola pourrait affecter les échanges et le tourisme, si l'on ne réussissait pas à l'endiguer rapidement, et elle pourrait avoir de graves conséquences, si elle se répandait dans la région. Une baisse de la demande et des prix des produits de base non pétroliers, et de l'or en particulier, provoquée par un ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents, pourrait avoir un impact négatif sur les balances commerciales de plusieurs pays membres. Le durcissement des conditions du financement externe dû à la normalisation de la politique monétaire des pays avancés pourrait affecter les projets de recours aux marchés internationaux de certains pays. À moyen terme, les efforts d'assainissement budgétaire devront être poursuivis et une rupture devra survenir dans la tendance longue d'une croissance économique relativement faible pour que la viabilité externe soit préservée (encadré 1). Les investissements devront être très efficaces et le climat des affaires être amélioré pour provoquer cette rupture, stimuler les exportations et attirer des capitaux privés.

Graphique 1. UEMOA : évolution récente

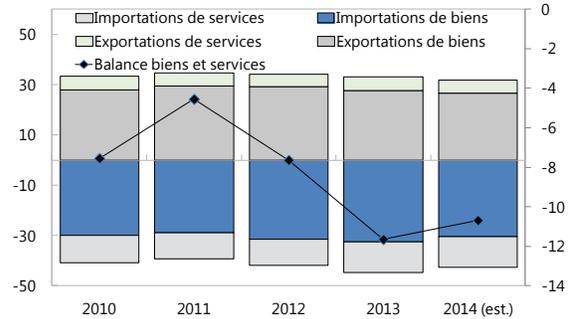
Le déficit courant s'est creusé récemment sous l'effet de l'élargissement du déficit de la balance commerciale, ...

Solde courant
(en pourcentage du PIB)



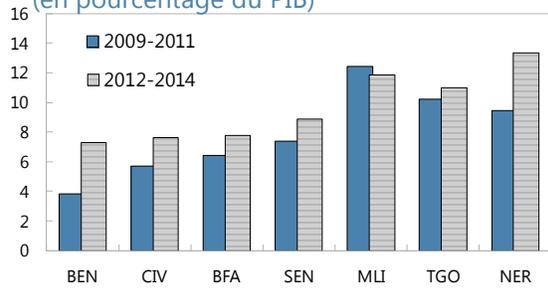
... provoqué par un accroissement des importations, ...

Balance commerciale
(en pourcentage du PIB)



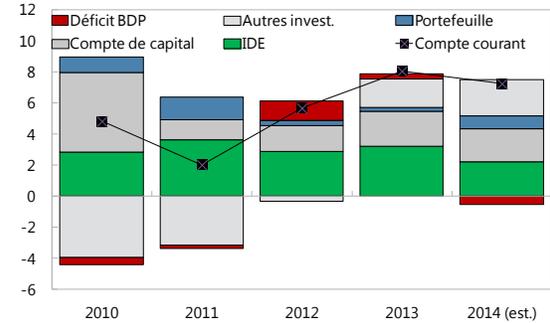
...dû lui-même en grande partie à une augmentation des importations de biens d'équipement dans la plupart des pays.

Importations de biens d'équipement
(en pourcentage du PIB)



Le compte financier et le compte de capital ont aussi augmenté, mais plus lentement.

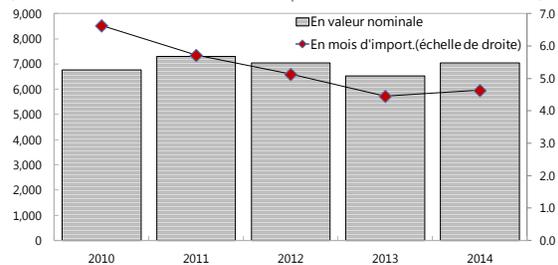
Sources de financement
(en pourcentage du PIB)



De ce fait, la couverture assurée par les RIB a diminué.

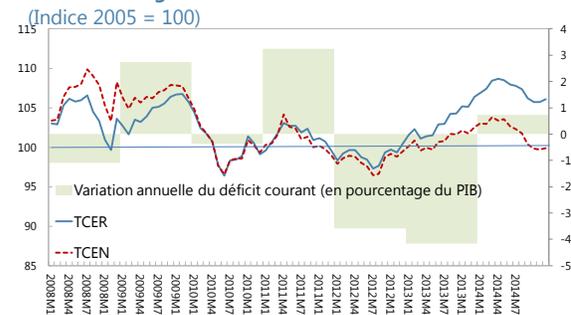
Réserves internationales brutes

(en milliards de FCFA et mois d'importations de l'année suivante)



Le taux de change réel a été relativement stable.

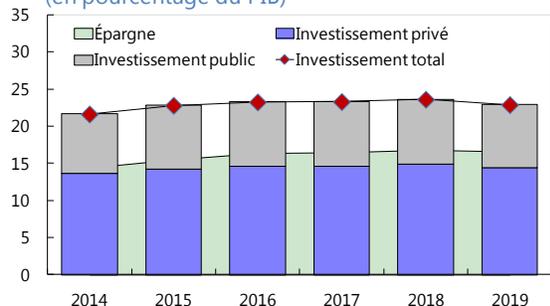
Taux de change effectifs réels et nominaux



Graphique 2. UEMOA : évolution probable

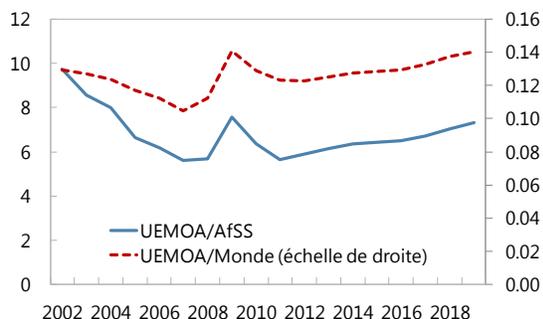
L'investissement devrait rester élevé à moyen terme, mais être de plus en plus financé par l'épargne intérieure ...

Épargne et investissements nationaux (en pourcentage du PIB)



La contribution des exportations de la zone UEMOA aux exportations mondiales et de l'Afrique subsaharienne devrait augmenter progressivement, ...

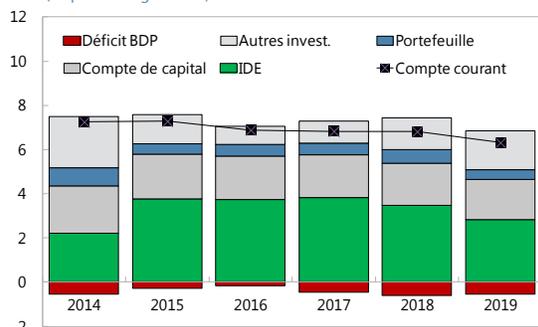
Exportations de biens et de services (en pourcentage des exportations mondiales et d'AFSS)



Source: Perspectives de l'économie mondiale

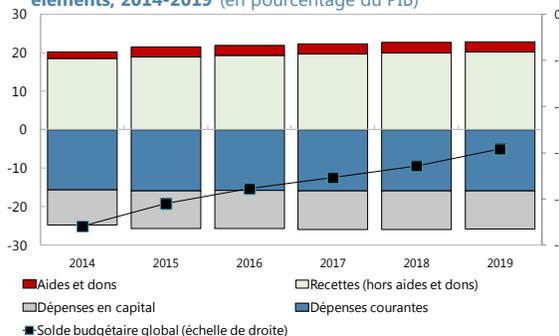
Le compte financier et le compte de capital devraient financer dans l'ensemble le déficit courant ...

Sources de financement (en pourcentage du PIB)



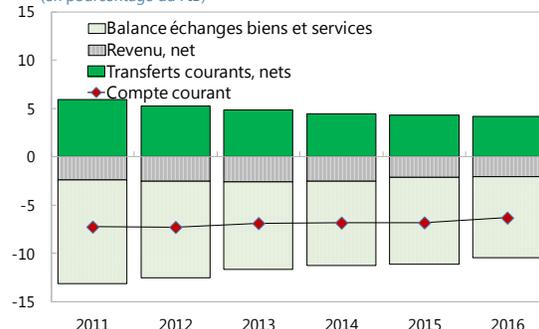
...conformément aux programmes d'assainissement des finances publiques.

Solde budgétaire global (base des paiements) et ses éléments, 2014-2019 (en pourcentage du PIB)



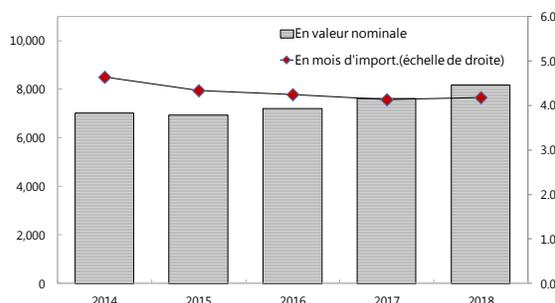
... et le solde courant s'améliorer continuellement.

Solde courant (en pourcentage du PIB)



...en renforçant les RIB avec l'appui de la balance des paiements.

Réserves internationales brutes (en milliards de FCFA et mois d'importations de l'année suivante)



Encadré 1. UEMOA : scénarios de croissance et d'assainissement budgétaire

La viabilité externe s'affaiblirait en l'absence de mesures d'assainissement budgétaire ou si la croissance retombait à sa moyenne historique.

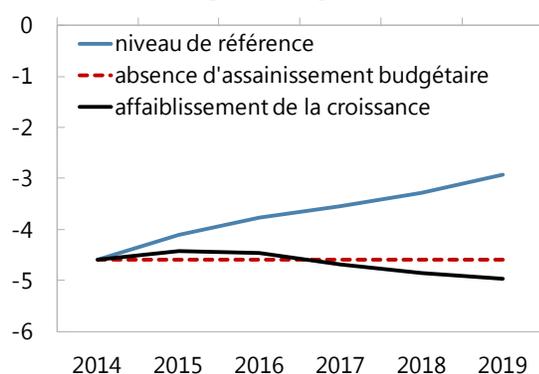
Scénario de l'absence d'assainissement budgétaire

- *Hypothèse retenue.* Le déficit budgétaire global reste au niveau projeté pour 2014, en pourcentage du PIB.
- *Résultats.* Le solde courant se dégrade par rapport au niveau de référence, les importations augmentant sous l'effet du tour plus expansionniste donné à la politique budgétaire. Les RIB couvrent, en conséquence, 2 mois d'importations de l'année suivante, ce qui est très inférieur aux niveaux optimaux prévus par les indicateurs traditionnels (5 à 12 mois d'importations, graphique 6). La surévaluation du taux de change effectif réel (TCER) augmente (de 14,2 % suivant l'approche de la viabilité externe, graphique 3).

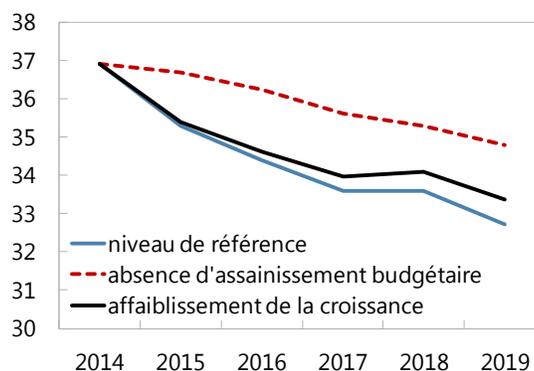
Scénario du retour de la croissance à sa moyenne historique

- *Hypothèse retenue.* Le taux de croissance pour les années 2015-19 est fixé à sa moyenne historique (4,4 % sur la période 2004-13, en excluant la Côte d'Ivoire du fait de la crise prolongée que ce pays a connue pendant cette période).
- *Résultats.* Le déficit budgétaire s'aggrave par rapport au niveau de référence, les dépenses restant stables en termes nominaux alors que des rentrées fiscales diminuent sous l'effet de l'affaiblissement de la croissance. Le solde courant se dégrade aussi du fait que seules les importations du secteur privé réagissent au ralentissement de la croissance. Les RIB ne couvrent plus, en conséquence, qu'environ trois mois et demi d'importations extrarégionales. La surévaluation du TCER augmente légèrement (de 10,7 % suivant l'approche de la viabilité externe, graphique 3).

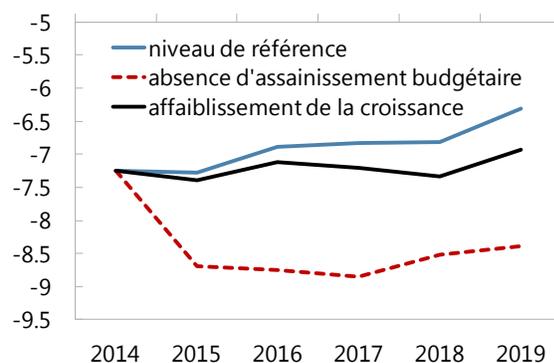
Solde budgétaire global/PIB



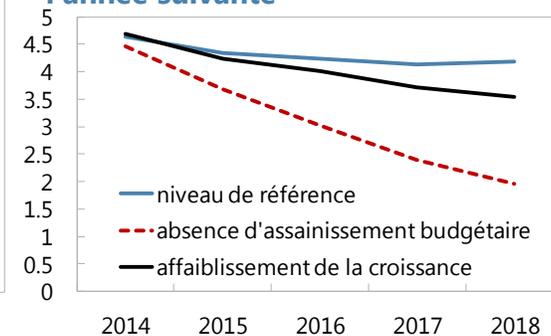
Importations extrarégionales/PIB



Compte courant, dons compris/PIB



RIB/Mois d'importations de l'année suivante



B. Évaluation du taux de change

Il semble, sur la base des résultats qualitativement comparables donnés par quatre méthodes d'évaluation, que le TCER correspond, dans l'ensemble, aux fondamentaux (graphique 3).

3. Pour évaluer la position du compte courant de l'ensemble de la zone UEMOA, il est procédé ici à une nouvelle estimation de la régression «EBA-lite»² incluant les agrégats de cette zone (graphique 3, panneaux 1 et 2). Les estimations obtenues par cette régression sont très proches de celles initialement établies par Chen (2014). Les valeurs ajustées qui résultent de cet exercice reflètent bien la dynamique du déficit courant, mais sous-estiment systématiquement son ampleur, ce qui donne à penser que les pays partageant plusieurs caractéristiques (démographie, institutions, volume des transferts privés et publics et orientation budgétaire, notamment) ont, en moyenne, enregistré de plus faibles déficits courants au fil des ans.

4. En suivant l'approche «EBA-lite» (évaluation simplifiée des soldes extérieurs), on peut décomposer comme suit la position du compte courant de la zone UEMOA en 2013 :

$$CC \text{ effectif} = \text{Écart } CC + \underbrace{(CC \text{ ajusté} - \text{Écart de politique})}_{\text{Norme } CC}$$

où *Écart CC* est le désalignement du compte courant, *CC ajusté* est la valeur prédite par la régression ci-dessus et *Écart de politique* correspond au rapport entre les politiques effectivement suivies par les pays et, non seulement les politiques qui seraient optimales pour eux, mais aussi le désalignement moyen des politiques dans le reste du monde.

5. Le résultat obtenu avec cette approche semble indiquer que le TCER pour la zone UEMOA correspond, dans l'ensemble, aux fondamentaux. Induit principalement par l'orientation relative de la politique budgétaire, l'écart de l'action publique menée par la zone UEMOA est positif, ce qui ramène la norme du compte courant à – 5,1 % du PIB. Cette norme est encore abaissée de 0,6 % du PIB en raison d'investissements exceptionnels effectués au Bénin. L'écart du compte courant de – 2,4 % du PIB implique alors que le TCER est surévalué de 5,7 % ce qui permet de dire que celui-ci correspond en gros aux fondamentaux.

6. Une évaluation s'appuyant sur les méthodes CEGR (Groupe consultatif du FMI sur les taux de change) confirme dans l'ensemble ces résultats. Les trois méthodes CEGR suggèrent que le désalignement du taux de change réel se situe dans une fourchette de surévaluation de 1 % à 9,8 %, offrant ainsi une fourchette autour de l'estimation fournie par l'approche « EBA-lite ». La

² Évaluation du solde extérieur des pays à faible revenu et des pays émergents.

méthode CGER de l'équilibre macroéconomique considérant les fondamentaux dans une perspective à moyen terme, elle fait apparaître, comme on peut s'y attendre, un écart du compte courant moindre que celui suggéré par l'approche « EBA-lite », qui repose sur les fondamentaux à court terme. Le ratio compte courant/PIB qui stabilise la position extérieure nette (PEN) plus ou moins au niveau médian observé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, s'établit à $-3,9\%$ du PIB, ce qui implique un désalignement du TCER d'environ $9,8\%$. Enfin, la méthode du taux de change réel d'équilibre laisse supposer une surévaluation du TCER de $8,9\%$, presque totalement due à des écarts de productivité par rapport au reste du monde. La mise en œuvre de réformes permettant d'améliorer l'efficacité favorisera donc considérablement la stabilité extérieure (voir aussi la note sur la transformation structurelle).

Graphique 3. UEMOA : évaluation du taux de change

Les régressions «EBA-lite» incluant les agrégats de la zone UEMOA donnent des résultats qualitativement comparables à ceux obtenus par l'exercice initial, ...

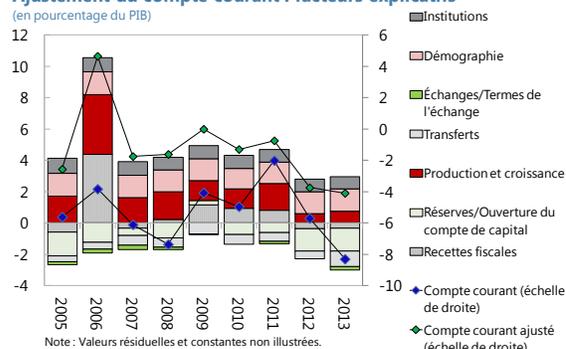
... les valeurs ajustées tirées de la régression reflètent bien la dynamique du compte courant, mais moins bien l'ampleur du déficit.

Coefficients "EBA-lite" (Régressions sur données de panel avec agrégats de la zone UEMOA)

	***		-0.427	***
Solde budgétaire désaisonnalisé - instrumenté	0.531 (0.000)	Croissance PIB prévue dans 5 ans	(0.001)	***
(Variation des réserves)/PIB* contrôles K - instrumenté	0.584 *** (0.000)	Environnement institutionnel/politique plus sûr (indice)	-0.0289 (0.242)	
Ratio crédit privé/PIB diminué de sa moyenne	-0.045 *** (0.000)	Variable indic.=1si pays centre fin.	0.0435 *** (0.000)	***
Décalage temporel d'un an de la PEN	0.0077 *** (0.000)	Aide/PIB	-0.283 *** (0.000)	***
Décalage temporel d'un an de la production par travailleur par rapport aux 3 premières économies	-0.055 ** (0.019)	Envois de fonds/PIB	-0.0672 (0.128)	
Décalage temporel d'un an de la	0.135 *** (0.000)	Déficit de production	-0.147 *** (0.005)	***
Balance commerciale pétrole et gaz naturel*caractère temporaire ressources	0.194 *** (0.000)	Écart termes échange prod. base*Ouverture commerciale	0.0898 (0.184)	
Ratio de dépendance économique	-0.182 *** (0.000)	Constante	-0.0410 *** (0.000)	***
Vitesse de vieillissement (modif. proj. ratio dépendance éco. personnes âgées)	0.107 ** (0.035)			
Observations	2074	R ²		0.405

valeurs de p entre parenthèses; * p<0.10, ** p<0.05, *** p<0.01*

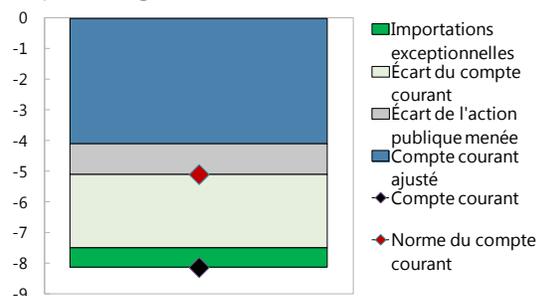
Ajustement du compte courant : facteurs explicatifs



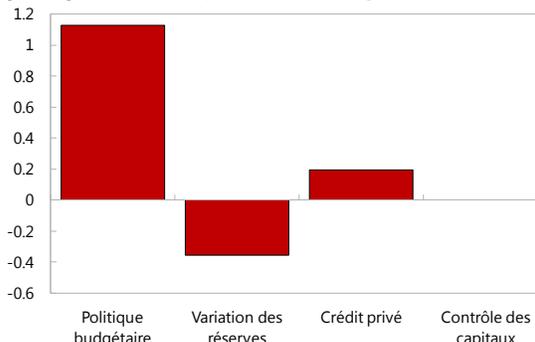
Le désalignement du compte courant est réduit par l'écart de l'action publique menée, ...

... tenant principalement à l'orientation de la politique budgétaire.

Contributions des facteurs structurels et de l'action publique au désalignement du compte courant, 2013 (en pourcentage du PIB)



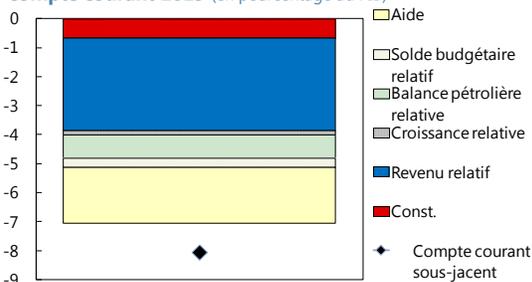
Facteurs contribuant à l'écart de l'action publique menée (en points de pourcentage)



La méthode CEGR axée sur le moyen terme confirme qualitativement les résultats de l'évaluation « EBA-lite ».

Il semble, à la lumière des différentes approches suivies, que le TCER de la zone UEMOA est dans l'ensemble conforme aux fondamentaux.

Méthode de l'équilibre macroéconomique-Norme de compte courant 2019 (en pourcentage du PIB)



Résumé : évaluation du taux de change effectif réel

	Compte courant/PIB		TCER ¹
	Norme	Valeur sous-jacente ²	
EBA-lite			
Équilibre macroéconomique	-5.7	-8.1	5.7
CGER			
Équilibre macroéconomique	-7.6	-8.1	1.0
Taux de change réel d'équilibre	8.9
Viabilité extérieure	-3.9	-8.1	9.8

¹ Les valeurs positives indiquent une surévaluation.

² À court terme, dons compris; à moyen terme, hors dons.

C. Adéquation des réserves

7. La couverture assurée par les réserves internationales brutes a légèrement augmenté en dans la zone UEMOA en 2014 tandis que les avoirs extérieurs nets des banques ont diminué.

Le coefficient de couverture par les réserves internationales brutes a considérablement baissé depuis 2010, année où il s'établissait à 6,6 mois d'importations, mais il légèrement progressé en 2014 par rapport à 2013 (passant de 4,5 à 4,6 mois d'importations). Les réserves brutes couvrent environ 40 % de la masse monétaire au sens large et à peu près 80 % des engagements

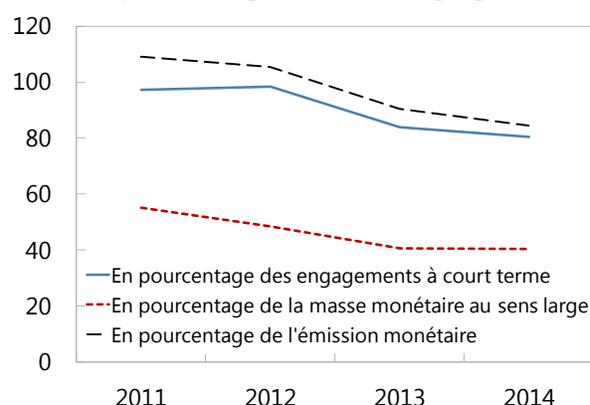
à court terme. Le coefficient de couverture de la masse monétaire au sens étroit par les réserves internationales brutes est en diminution, mais il reste nettement supérieur au plancher (84 %, contre un plancher de 20 % de la masse monétaire au sens étroit) qui fait office de signal d'alerte dans le cadre de l'accord monétaire de la zone avec la France (graphique 4). La position de change nette des banques s'est aussi dégradée et est devenue négative (graphique 5).

8. D'après un indicateur de l'adéquation des réserves, il faudrait que la couverture

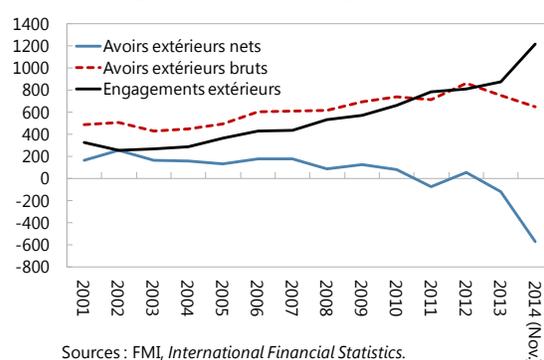
assurée par les réserves de la région soit renforcée pour amortir les chocs extérieurs typiques (graphique 6). Reprenant l'approche suivie par Dabla-Norris *et al.* (2011), nous estimons ici le niveau « optimal » des réserves en maximalisant leurs avantages nets. Ceux-ci dépendent du coût attendu d'une crise compte tenu du stock de réserves, d'un vecteur des variables fondamentales (régime de change, solde budgétaire, institutions), de l'exposition aux chocs (termes de l'échange, demande extérieure, IDE, aide) et du coût de la détention des réserves (écart de taux d'intérêt avec le reste du monde). Nous obtenons ainsi, pour la région, un niveau de réserves couvrant environ 5 à 12 mois d'importations selon le coût d'opportunité de ces réserves, ce qui implique que la couverture actuellement assurée par les réserves est inférieure aux niveaux « optimaux », même si cet indicateur n'est pas entièrement applicable dans le cas de l'UEMOA compte tenu de l'engagement de la France de garantir la convertibilité du franc CFA. Sur la base des projections macroéconomiques actuelles, et dans l'hypothèse de l'absence de changement notable dans les notations CPIA³, la couverture que

Graphique 4. UEMOA : Couverture des réserves

(en pourcentage des autres agrégats)



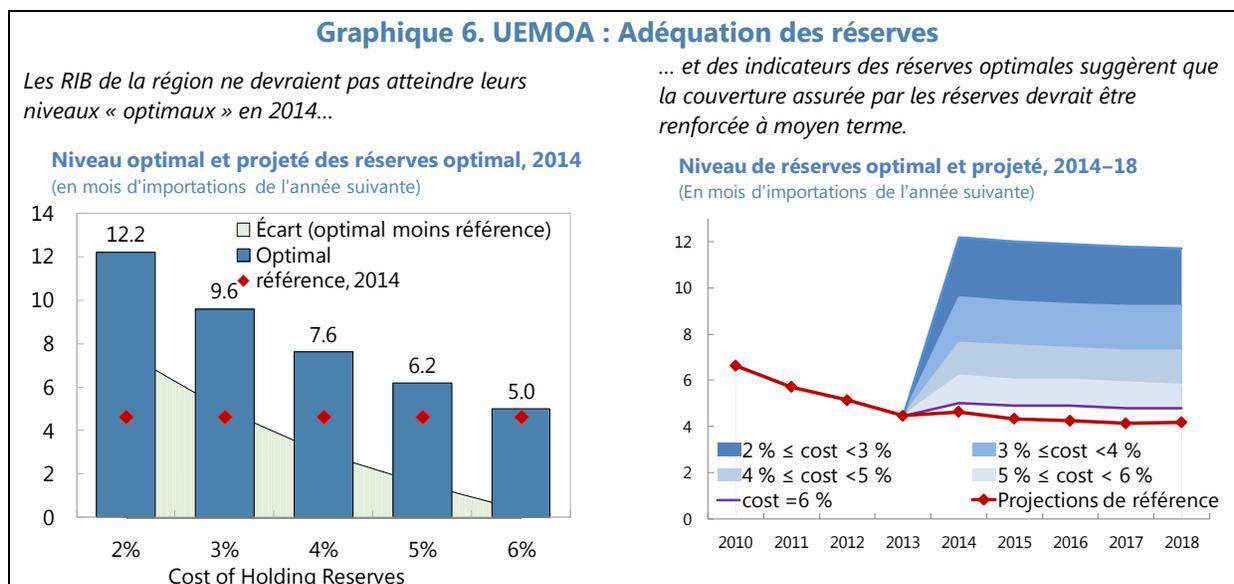
Graphique 5. UEMOA : Avoirs extérieurs nets des banques commerciales, 2011-14 (En milliards de FCFA)



Sources : FMI, *International Financial Statistics*.

³ Évaluation des politiques et des institutions des pays.

les réserves devraient assurer, d'après les projections, pourrait rester inférieure à ces niveaux, même à moyen terme.



D. Compétitivité hors prix

9. Le climat des affaires reste difficile même s'il s'est dans l'ensemble amélioré

(graphique 7)⁴. La zone UEMOA obtient une meilleure place dans le classement *Doing Business* que dans l'évaluation de 2014, la moitié des pays qui la composent progressant d'au moins 10 places. Tous les pays de la zone restent toutefois à la traîne des groupes de pays africains et asiatiques de référence⁵. Le raccordement au réseau électrique et la qualité de la fourniture d'électricité, le transfert de propriété, l'exécution des contrats, la protection des investisseurs et l'accès aux services financiers (voir aussi les notes sur l'inclusion financière et les paiements mobiles) semblent poser des problèmes particuliers aux entreprises et aux investisseurs privés. Les faiblesses relatives varient entre les pays de la zone UEMOA et les sous-aspects considérés. Par exemple, le coût du transfert de propriété et le temps que celui-ci nécessite varient sensiblement entre les pays membres et la question de la responsabilité des dirigeants détermine en grande partie le classement négatif pour l'aspect « protection des investisseurs minoritaires ».

⁴ Ces indicateurs sont à interpréter avec prudence en raison du faible nombre de répondants, de la couverture géographique limitée et des hypothèses normalisées concernant les contraintes pour les entreprises et la disponibilité de l'information.

⁵ Pays asiatiques de référence : Bangladesh, Cambodge, Inde, Laos, Népal et Vietnam. Pays africains de référence : Ghana, Kenya, Lesotho, Ouganda, Rwanda, Tanzanie et Zambie. Voir l'annexe II, pour la méthode de sélection.

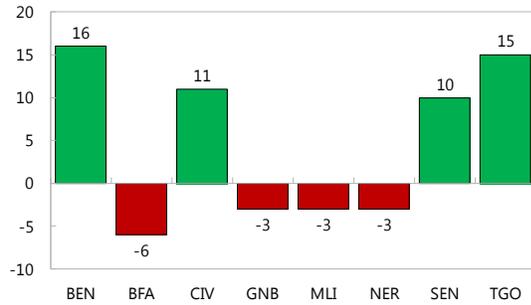
10. On peut imaginer comment le classement de l'ensemble de la région s'améliorerait si tous les pays de l'UEOMA rattrapaient les niveaux de référence dans un domaine, toutes choses égales par ailleurs. Cet exercice spéculatif vise à mettre en lumière les domaines dans lesquels les efforts de réforme pourraient produire des effets particulièrement sensibles au niveau du classement des pays. Pour cela, nous remplaçons les valeurs de chaque sous-catégorie du classement *Doing Business* par les meilleures moyennes obtenues par les pays d'Afrique subsaharienne utilisés comme référence pour chaque membre de l'UEMOA qui accuse un retard. Il ressort des résultats obtenus que c'est la simplification de l'imposition et du transfert de propriété qui aurait le plus fort impact sur le classement moyen de la région (gain de sept places dans le classement *en moyenne* par pays). Ce sont, en revanche, des améliorations dans le raccordement au réseau électrique, une réduction des obstacles aux échanges transfrontaliers et une simplification des procédures fiscales qui permettraient à chaque pays de grimper le plus dans le classement (progression pouvant atteindre 15 places pour un pays considéré isolément).

Graphique 7. UEMOA : Doing Business

De nombreux pays de l'UEMOA ont beaucoup progressé dans le classement Doing Business l'année dernière...

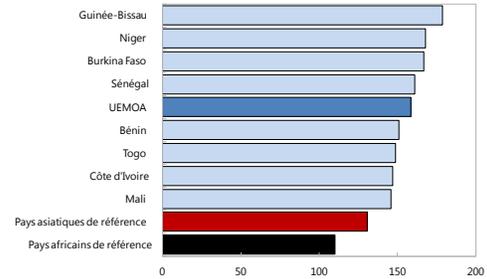
... mais le climat des affaires reste difficile...

Progression dans le classement Doing Business
(en nombre de places)



Source : Banque mondiale, Doing Business 2015.

Facilité de faire des affaires 2015
(position parmi 189 pays)

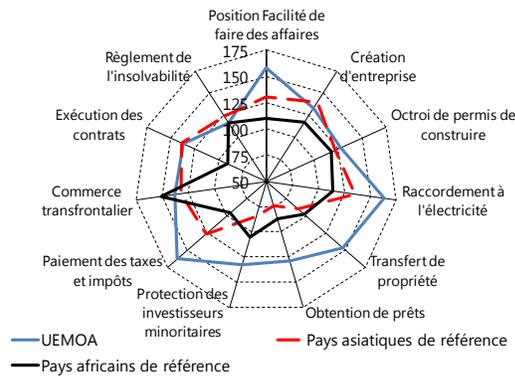


Source : Banque mondiale, Doing Business 2015

...les pays de l'UEMOA obtenant de moins bons résultats que les pays de référence pour presque tous les aspects du climat des affaires.

Les types de contraintes varient entre les pays membres...

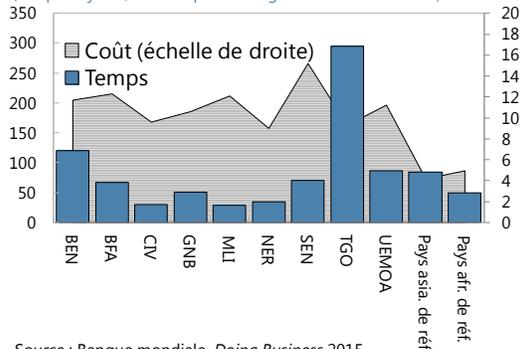
Facilité de faire des affaires 2015
(position parmi 189 pays)



Source: Banque mondiale, Doing Business 2015

Transfert de propriété

(temps en jours, coût en pourcentage de la valeur du bien)

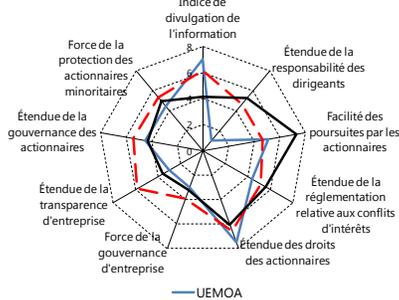


Source : Banque mondiale, Doing Business 2015

... et les aspects considérés dans le cadre de l'évaluation.

Les écarts les plus importants par rapport aux performances des autres pays sont enregistrés pour le commerce transfrontalier, le paiement des taxes et impôts et le raccordement au réseau électrique.

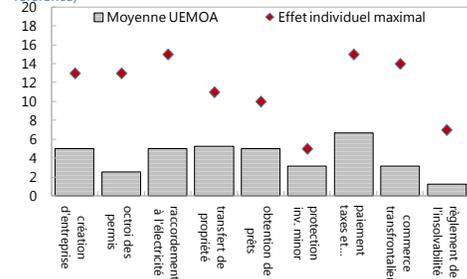
Protection des investisseurs minoritaires
(indice, indice plus élevé = meilleure protection)



Source : Banque mondiale, Doing Business 2015

Effets de réformes sur le classement Doing Business

(nombre de places gagnées si la situation s'améliore dans un domaine particulier par rapport aux pays d'Afrique subsaharienne pris comme référence)



Références

Chen, Ruo (2014): « EBA-lite ».

Dabla-Norris, Kim et Shorono (2011): « Optimal Precautionary Reserves for Low-Income Countries: A Cost-Benefit Analysis », WP/11/249.

ÉVOLUTION DES LIQUIDITÉS DES BANQUES CENTRALES : SIGNE AVANT-COUREUR DE RISQUES MACROFINANCIERS PLUS VASTES DANS L'UEMOA¹?

Depuis 2011, la position de liquidité du système bancaire commercial vis-à-vis de la BCEAO est passée d'un excédent structurel de liquidités à un déficit. Cela s'explique par la forte augmentation des emprunts de banques commerciales auprès de la banque centrale, qui ont servi à financer les achats de titres d'État. Fondamentalement, il est probable que cette évolution découle à la fois de l'accentuation des déséquilibres budgétaire et extérieur et des activités de portage de certaines banques. Cette situation pose à son tour des risques pour la stabilité budgétaire et financière, le développement du secteur financier et l'efficacité de la politique monétaire. Bien que la mise en œuvre efficace de l'assainissement budgétaire prévu est la mesure la plus indiquée, les autorités de l'UEMOA devraient néanmoins surveiller de près l'évolution de la liquidité et se demander s'il ne serait pas indiqué d'agir par anticipation afin d'éviter que ces risques ne se matérialisent.

A. Introduction

1. Depuis 2011, les banques commerciales intensifient fortement leur recours aux liquidités de la BCEAO et leur excédent de liquidité structurel a cédé la place à un déficit. Entre fin 2011 et novembre 2014, l'encours total des crédits consentis par la BCEAO aux banques commerciales est passé de 630 milliards FCFA à 1.980 milliards FCFA. Durant cette même période, les réserves propres de ces banques à la BCEAO sont descendues de 890 milliards FCFA à 500 milliards FCFA, d'où une baisse du ratio de couverture (réserves propres/réserves obligatoires) de 0,8 à -0,7. C'est ainsi que le solde de liquidité du système bancaire à l'égard de la banque centrale, qui était excédentaire, est devenu déficitaire².

2. Les achats de titres d'État sont la principale contrepartie de l'augmentation des emprunts auprès de la BCEAO. Entre 2011 et 2014, les banques commerciales ont accru leurs avoirs en titres d'État, qui sont passés de 17,7 % à 22,0 % du total des actifs, soit un ordre de grandeur comparable à l'augmentation des emprunts auprès de la BCEAO (de 4,3 % à 9,0 % du total des actifs). Au cours de la même période, le niveau des réserves excédentaires des banques est resté à peu près constant, ce qui indiquerait que les banques ont accru leurs emprunts auprès de la banque centrale non pas à des fins de gestion de liquidité, mais pour financer l'augmentation des prêts à l'État. Les données recueillies auprès de chaque banque mettent également en évidence une

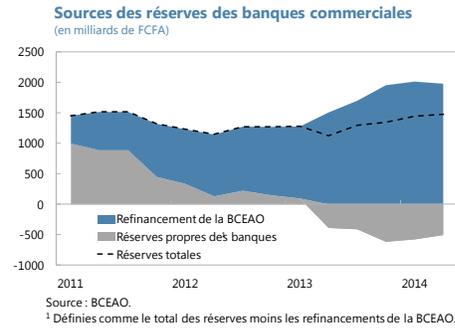
¹ Préparé par John Hooley.

² Note : un déficit de liquidité du secteur bancaire n'est pas, en soi, une chose non souhaitable, car il peut donner à la BCEAO une plus grande influence sur la transmission de la politique monétaire.

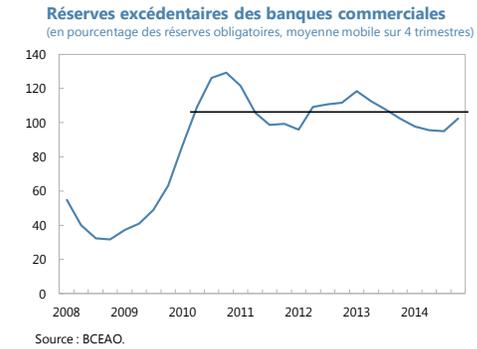
corrélation entre augmentation des emprunts auprès de la BCEAO et accroissement des avoirs en titres d'État.

Graphique 1. UEMOA : évolution des bilans des banques commerciales

En recourant davantage à la liquidité de la banque centrale tout en puisant dans leurs réserves propres, les banques commerciales sont passées d'un excédent à un déficit de liquidité.

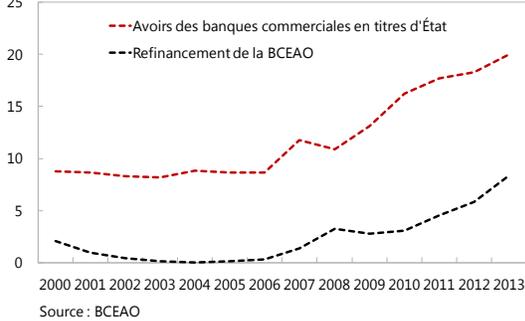


Le recours accru aux emprunts auprès de la banque centrale ne semble pas avoir été motivé par le souhait des banques d'accroître leurs liquidités.



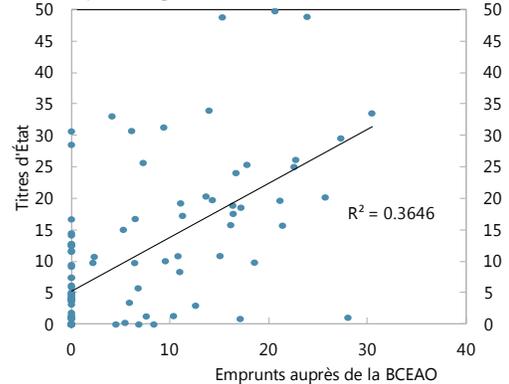
Il semblerait que les banques se soient servies des fonds de la BCEAO pour investir en titres d'État. Cela apparaît clairement aussi bien au fil du temps ...

Refinancement de la BCEAO et avoirs des banques commerciales en titres d'État
(pourcentage des avoirs des banques commerciales)



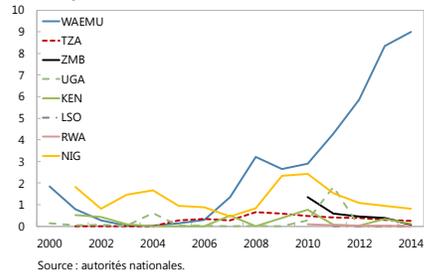
... que dans les observations transversales des différentes banques.

Avoirs en titres d'État et emprunts auprès de la BCEAO (2014 T2)
(en pourcentage du total des avoirs)



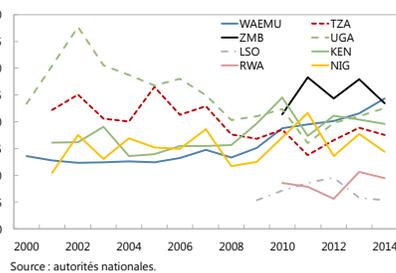
Le niveau de liquidité fourni par la banque centrale est inhabituellement élevé dans l'UEMOA par comparaison aux autres pays d'Afrique ...

Engagements des banques commerciales envers la banque centrale (Pourcentage des actifs des banques commerciales)



... tandis que le niveau des titres d'État détenus par les banques commerciales dans l'UEMOA est comparable à celui d'autres pays, même si sa forte augmentation récente ne l'est pas.

Créances des banques commerciales sur l'État (Pourcentage des actifs des banques commerciales)



3. À l'heure actuelle, environ la moitié du système bancaire fait appel aux guichets de liquidités de la BCEAO. Il ressort des données recueillies auprès de chaque établissement bancaire que 46 banques sur un total de 106 établissements ayant fourni des données pour les tests de résistance à la fin du deuxième trimestre 2014 avaient des emprunts auprès de la BCEAO. Les plus gros utilisateurs des liquidités de la BCEAO se trouvaient au Bénin, suivi du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso.

4. Les comparaisons internationales révèlent que le niveau de liquidité fournie par la banque centrale aux banques commerciales est exceptionnellement élevé dans le cas de l'UEMOA. En effet, les crédits de la BCEAO représentent environ 9 % des actifs des banques commerciales au sein de l'UEMOA, contre moins de 1 % dans les autres pays comparables d'Afrique. Enfin, si le niveau des titres d'État détenus par les banques commerciales de l'UEMOA est davantage comparable à celui des autres pays (environ 20 % des actifs), sa forte augmentation récente ne l'est pas.

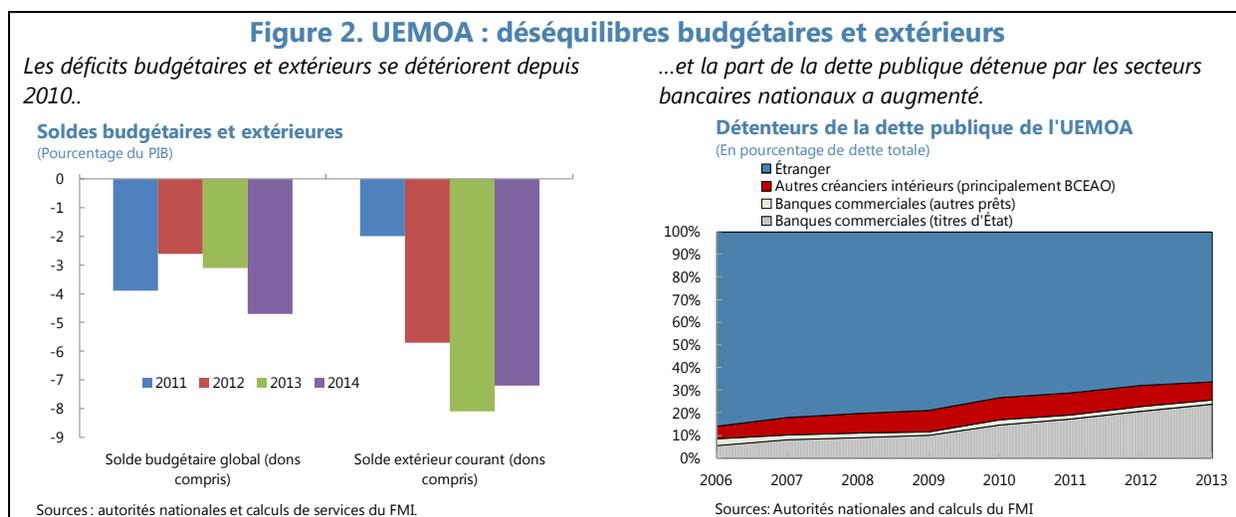
B. Causes possibles

5. Les facteurs qui expliquent cette situation tiennent sans doute bancaire à l'accentuation des déséquilibres budgétaires et extérieurs et aux activités de portage des banques.

Déséquilibres budgétaires

6. En 2014, le déficit budgétaire global de l'UEMOA a atteint le niveau record de 4,7 % du PIB. Pour une large part, ces emprunts supplémentaires ont nécessairement été financés par les banques commerciales nationales compte tenu de l'absence d'investisseurs nationaux non bancaires et des limites que l'UEMOA impose à ses membres en matière d'emprunts extérieurs pour préserver la viabilité de la dette extérieure après l'allègement de dette.

7. En outre, le fait que les banques commerciales ont apparemment financé leurs nouveaux prêts à l'État avec des crédits de la banque centrale semble indiquer que le niveau actuel des emprunts publics est peut-être excessif par rapport à la capacité du marché régional. L'accentuation des contraintes de financement apparaît aussi dans les données relatives aux adjudications de bons du Trésor de l'UEMOA, qui ont été sous-souscrites en 2014.



Déséquilibres extérieurs

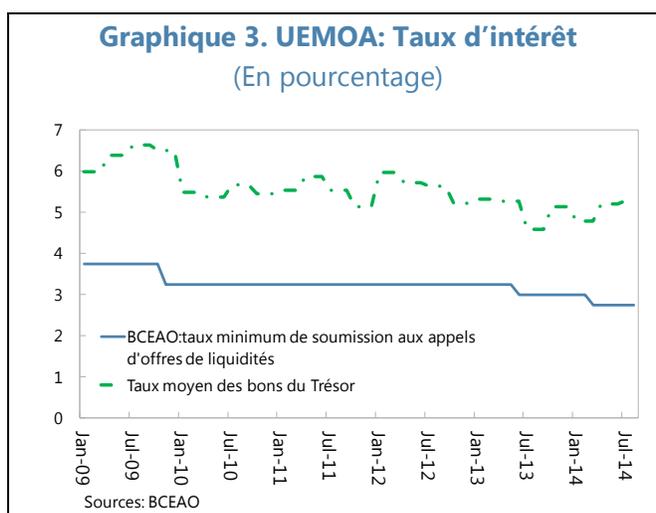
8. Le creusement des déficits budgétaires a aussi coïncidé avec le creusement des déficits extérieurs. Le déficit extérieur courant de l'UEMOA a été de 7,2 % du PIB en 2014, contre 2 % en 2011. La demande de devises des importateurs ayant augmenté, les réserves de change des banques commerciales ont diminué, ce qui a conduit à une détérioration de leur position de liquidité. La BCEAO a donc été obligée de combler le manque de liquidité afin de respecter son objectif opérationnel qui est de maintenir les taux du marché monétaire à court terme proches des taux directeurs.

Portage dans le secteur bancaire

9. Il ressort des contacts avec le marché que certaines banques profitent sans doute des financements à court terme bon marché de la BCEAO pour acheter des titres d'État à plus long terme et à rendement supérieur. Compte tenu des écarts entre le taux minimum de soumission de la BCEAO (2,50 %) et celui des bons du Trésor (environ 5 %), cette stratégie peut être très rentable pour les banques.

C. Risques

10. Le niveau élevé et croissant des liquidités fournies par la banque centrale aux banques commerciales présente plusieurs risques macrofinanciers, notamment pour la stabilité budgétaire et financière, le développement du secteur financier et l'efficacité de la politique macroéconomique.



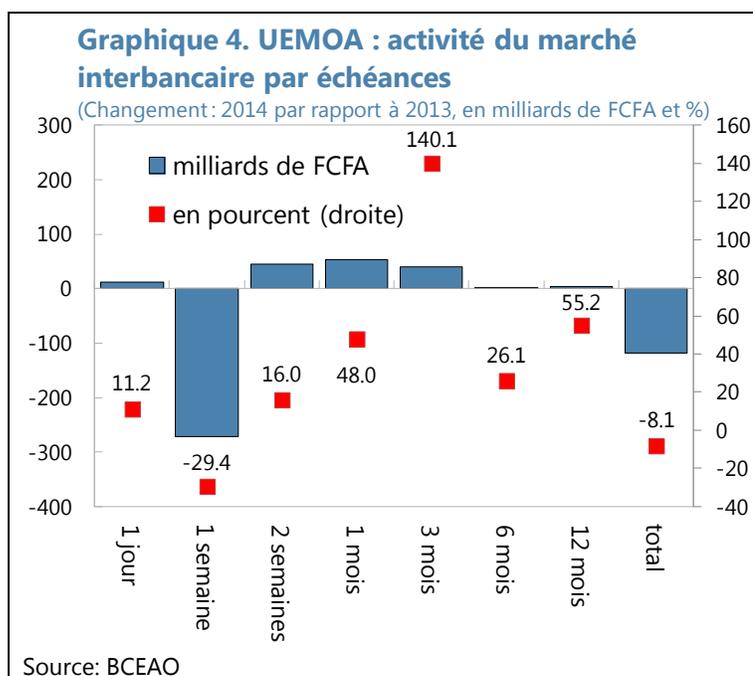
Stabilité budgétaire et financière

11. Les emprunts de l'État qui sont indirectement financés par les crédits à court terme de la BCEAO posent un risque de liquidité pour les États et les banques. En effet, si les États de l'UEMOA deviennent trop tributaires des injections de liquidité de la BCEAO pour financer leurs déficits, un durcissement de la politique monétaire pourrait engendrer un déficit de financement. En même temps, un durcissement monétaire pourrait empêcher les banques de financer leurs avoirs en titres d'État à plus long terme. Si, faute d'un marché secondaire liquide, les banques sont dans l'impossibilité de vendre ces titres, la stabilité financière pourrait être mise à mal.

12. Une forte concentration de titres d'État dans le système bancaire national crée des risques d'interdépendance pernicieuse entre État et banques. En 2013, 26 % de la dette publique était détenue par le secteur bancaire national, contre 17 % en 2010. Une forte concentration de titres d'État dans le système bancaire national engendre une interaction directe entre la stabilité budgétaire et celle du secteur bancaire. Les banques de l'UEMOA sont protégées des risques de marché par la détention de titres d'État jusqu'à l'échéance (et aussi par l'absence d'un marché secondaire qui fonctionne bien). Cependant, la défaillance d'un ou plusieurs membres de l'UEMOA pourrait quand même présenter des risques pour la solvabilité des banques, car celles-ci ne sont pas obligées de détenir des fonds propres en contrepartie des prêts qu'elles accordent aux États. D'un autre côté, les États de l'UEMOA pourraient avoir du mal à financer leurs déficits en cas d'instabilité de leur système bancaire national.

Développement du secteur financier

13. Le développement du marché interbancaire et des autres marchés financiers pourrait être entravé. Le développement du marché interbancaire pourrait être freiné si les banques peuvent emprunter à la banque centrale plus facilement et à un coût moindre qu'auprès des autres banques. De fait, entre 2013 et 2014, l'activité sur le marché interbancaire s'est contractée de 8 %. D'un autre côté, la forte demande de crédit bancaire de la part de l'État risque d'empêcher le développement des marchés de crédit pour les consommateurs et les entreprises. Ce sous-développement nuit à son tour à l'efficacité du



secteur financier (avec des conséquences qui peuvent être néfastes pour la croissance), mais aussi à sa résilience, car les banques sont entièrement tributaires d'un seul le fournisseur de liquidité, la banque centrale.

Efficacité de la politique macroéconomique

14. La politique monétaire risque de ne pas jouer un rôle optimal et le mécanisme de transmission peut être affaibli. Si les risques susmentionnés pour la stabilité budgétaire et financière se matérialisent, le coût d'un durcissement de la politique monétaire sera plus élevé face à une accentuation des tensions inflationnistes. En outre, dans la mesure où le niveau élevé des prêts de la banque centrale aux banques commerciales freine le développement du marché interbancaire, la transmission de la politique monétaire sera affaiblie³.

D. Options de politique générale

15. Une réduction des déficits budgétaires est sans doute le moyen le plus efficace de faire baisser le niveau aujourd'hui élevé de la liquidité fournie aux banques commerciales par la banque centrale. La diminution des déficits budgétaires réduirait vraisemblablement la demande de financement de la banque centrale émanant des banques commerciales pour les financer. Mais elle contribuerait aussi à améliorer le déficit extérieur et, partant, atténuerait les tensions sur la position de liquidité des banques qui résultent des ponctions sur leurs avoirs en devises.

16. Par conséquent, il est crucial que les autorités mettent en œuvre les plans d'assainissement prévus. Selon les projections actuelles des services du FMI, le déficit budgétaire tomberait à 2,8 % du PIB et le déficit extérieur courant (dons compris) à 5,5 % du PIB d'ici 2019. Si l'assainissement prévu n'a pas lieu, la politique monétaire devra être durcie de manière à réduire la demande du secteur privé pour préserver la stabilité extérieure.

17. Cependant, les autorités de l'UEMOA devraient surveiller de près la fourniture de liquidité par la banque centrale aux banques commerciales et, compte tenu des risques susmentionnés, envisager éventuellement de prendre des mesures par anticipation. Ces mesures pourraient concerner à la fois la politique monétaire, la politique prudentielle et la gestion de la dette.

Politique monétaire

18. Les règles régissant les injections de liquidité de la banque centrale pourraient être modifiées de manière à décourager les activités de portage par les banques commerciales. Compte tenu de l'environnement actuel plutôt favorable en matière d'inflation, un relèvement du taux directeur n'est pas indiqué. Cependant, la BCEAO pourrait prendre des mesures plus ciblées

³ Sur les marchés financiers développés, la transmission des taux directeurs par les contreparties directes de la banque centrale à l'ensemble du système financier s'effectue en règle générale par le biais du marché interbancaire. Celui-ci n'étant pas suffisamment développé dans l'UEMOA, ce mécanisme de transmission n'est pas pleinement opérationnel.

pour limiter les apports de liquidités uniquement dans le cas des banques qui sont les plus grosses consommatrices de prêts de la banque centrale. Par exemple, le ratio de refinancement (encours maximum autorisé des refinancements de la BCEAO en proportion du total des actifs, appliqué banque par banque) pourrait être abaissé par rapport au niveau actuel de 35 %.

Politique prudentielle

19. Les distorsions sur le marché qui incitent les banques à investir dans des titres d'État pourraient être atténuées par des changements de la réglementation prudentielle. Par exemple, la pondération, aujourd'hui égale à zéro, des avoirs des banques en titres d'État aux fins du calcul des fonds propres obligatoires pourrait être relevée. L'exonération fiscale dont bénéficient les intérêts perçus sur les avoirs en titres d'État pourrait aussi être supprimée.

20. Les contraintes réglementaires à l'entrée sur le marché d'établissements financiers autres que les banques nationales pourraient être relâchées. Une plus grande présence sur le marché d'établissements financiers non bancaires – à la fois nationaux et étrangers – au sein de l'UEMOA pourrait alléger la charge que fait peser sur le système bancaire national le financement des emprunts de l'État.

Gestion de la dette

21. Une plus grande proportion de la dette publique pourrait prendre la forme d'émissions internationales. La détention d'une plus grande proportion de la dette publique par des étrangers allégerait aussi la charge que fait peser sur le système bancaire national le financement de la dette publique et atténuerait les interactions pernicieuses entre État et banques. Cependant, une augmentation éventuelle de la dette extérieure ne doit pas compromettre la viabilité de la dette.

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS DANS L'UEMOA¹

En matière d'amélioration de l'accès aux services financiers, les pays de l'UEMOA sont en retard par rapport aux pays de référence à plusieurs points de vue : l'accès aux services financiers est faible, particulièrement pour les couches les plus vulnérables de la population, et il semble que le secteur financier ne contribue que modestement à la capacité de la population à faire face aux chocs et au financement des programmes d'investissements des entreprises. Les ratios crédit au secteur privé/PIB paraissent cependant à peu près conformes aux fondamentaux des pays de l'UEMOA. La présente note signale les politiques, telles qu'investissements infrastructurels et sociaux, qui pourraient contribuer à combler ces retards. Du point de vue des entreprises, les mesures visant à réduire les coûts de participation au secteur financier et à abaisser les exigences en matière de garanties, pourraient élargir leur accès aux financements et ainsi doper le PIB.

A. Analyse comparative de l'accès aux services financiers

1. L'accès aux services financiers dans l'UEMOA demeure comparativement limité. Le graphique 1 compare différents indicateurs d'accès aux services financiers au sein de l'UEMOA par rapport à un groupe de pays de référence régionaux et asiatiques en forte croissance². Il ressort de cette comparaison que :

- les pays de l'UEMOA enregistrent en moyenne un retard par rapport aux groupes de référence en matière de fourniture d'infrastructure financière de base, comme par exemple la densité des guichets automatiques de banque (GAB) et le nombre de succursales bancaires.
- Le montant relatif des dépôts et des prêts des banques commerciales est à peu près semblable à celui des groupes africains de référence, mais nettement inférieur à celui des pays asiatiques de référence; le nombre de personnes détenant des dépôts auprès des banques commerciales est relativement faible.
- Les insuffisances dans l'accès aux services financiers ressortent également des enquêtes auprès des entreprises conduites dans chaque pays de l'UEMOA : plus de la moitié des

¹ Préparé par Monique Newiak (AFR) et Rachid Awad (MCM), avec les précieuses contributions de Filiz Unsal, Era Dabla-Norris (tous deux du SPR) et Eva Van Leemput (Université Notre Dame). Les conclusions de cette étude ne doivent pas être considérées comme exprimant l'opinion du FMI. La section C «Détermination des obstacles les plus contraignants à l'inclusion financière des entreprises» fait partie d'un projet d'étude sur la politique macroéconomique des pays à faible revenu, soutenu par le Ministère britannique du développement international (DFID). Les résultats de cette étude ne représentent pas nécessairement les opinions du DFID.

² Les pays africains de référence sont le Ghana, le Kenya, le Lesotho, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie. Les pays asiatiques de référence sont le Bangladesh, le Cambodge, l'Inde, le Laos, le Népal et le Vietnam. L'Afrique subsaharienne est également prise comme comparateur dans de nombreux cas.

entreprises interrogées indiquent que l'accès insuffisant au système financier est un obstacle majeur pour leur activité.

2. Généralement modeste, l'accès aux services financiers semble être le plus faible pour les couches les plus vulnérables de la population (graphique 2). Les jeunes adultes et la population au bas de l'échelle des revenus (les 40 % inférieurs) sont les groupes avec le nombre relatif le plus faible de comptes bancaires (moins de 5 % de la part de la population qu'ils représentent), mais la population qui vit dans les zones rurales, avec un moindre niveau d'instruction et les femmes, détiennent aussi souvent moins de comptes financiers que la moyenne des habitants de l'UEMOA. En général, ces comptes servent le plus souvent aux activités professionnelles ou à toucher des paiements tels que salaires ou envois de fonds.

3. Les principaux modes d'accès aux services financiers et de dépôts sont similaires à ceux des pays de référence, mais plusieurs méthodes de paiement sont moins courantes dans l'UEMOA (graphique 3). Comme dans les pays de référence, les guichets de banque sont le mode principal de dépôt. En revanche, les chèques et les paiements électroniques sont des modes beaucoup moins développés de paiement que dans les groupes comparateurs, et une proportion beaucoup moins importante de la population de l'UEMOA est en possession d'une carte de crédit ou de débit. La note ci-après présente une évaluation comparative séparée concernant l'utilisation des paiements mobiles.

4. L'utilisation des prêts et de l'épargne traduit la faiblesse relative de la protection sociale, et le secteur financier ne contribue que modestement à l'amortissement des chocs (graphique 4). Si la proportion de la population qui souscrit des prêts pour financer des études est comparable à celle des pays de référence, la proportion de personnes endettées pour des raisons de santé ou autres situations exceptionnelles, est relativement élevée au sein de l'UEMOA. Il semble que la population soit relativement moins couverte par l'assurance santé et, à l'exception du Mali, par l'assurance agricole. Moins de personnes épargnent (ou sont en mesure d'épargner) pour faire face à d'éventuelles situations exceptionnelles. Ces indicateurs, qui montrent les faiblesses absolues et relatives de la protection sociale, semblent aussi indiquer que le secteur financier procure une aide insuffisante à la population pour s'assurer contre les chocs ou y faire face.

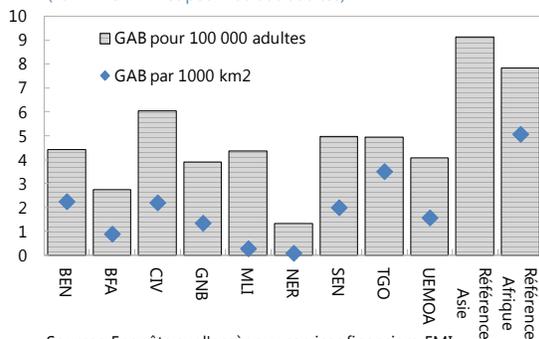
5. La contribution du secteur bancaire aux programmes d'investissement des entreprises paraît aussi limitée (graphique 5). Les enquêtes auprès des entreprises indiquent que la plupart d'entre elles détiennent un compte bancaire, mais que moins de 30 % ont accès à un prêt ou à une ligne de crédit dans la plupart des pays de l'UEMOA. La majorité des prêts sont assortis d'une exigence de garantie. En moyenne, la valeur de cette garantie est supérieure à la valeur du prêt, ce qui s'explique par les difficultés à réaliser les garanties. Les prêts accordés par les banques ne représentent qu'une petite partie du financement des investissements des entreprises. Les ressources propres des entreprises semblent en être la source principale.

Graphique 1. UEMOA : Accès aux services financiers

La pénétration des GAB demeure relativement faible dans l'UEMOA en moyenne, et ...

Nombre de GAB, 2013

(Par millier Km2 et pour 100 000 adultes)

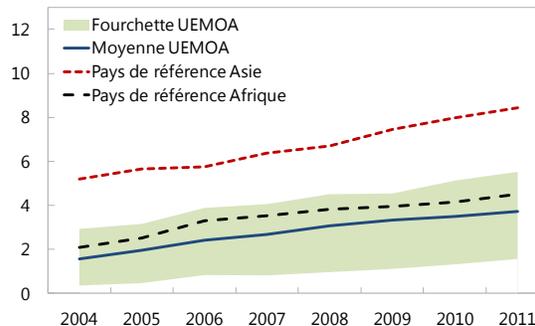


Sources: Enquête sur l'accès aux services financiers, FMI

... le nombre de succursales demeure comparativement limité même dans le pays de l'UEMOA enregistrant la plus forte densité de succursales.

Succursales de banque commerciale

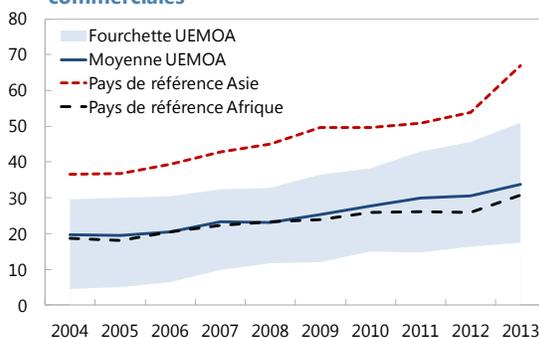
(Pour 100 000 adultes)



Sources: Enquête sur l'accès aux services financiers, FMI

Quoique très en retard sur les pays de référence asiatiques, les ratios de dépôts correspondent à la moyenne des pays de référence d'AfSS ...

Encours des dépôts auprès des banques commerciales

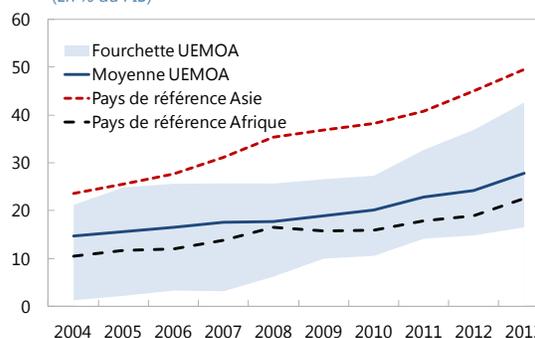


Enquête sur l'accès aux services financiers, FMI

...et les ratios de prêt sont un peu supérieurs à la moyenne des pays de référence d'AfSS.

Encours des prêts des banques commerciales

(En % du PIB)

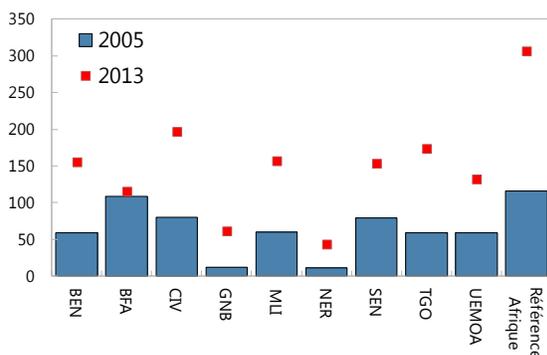


Enquête sur l'accès aux services financiers, FMI

La part de la population détenant des dépôts auprès des banques commerciales a augmenté mais demeure relativement faible.

Dépositaires auprès des banques commerciales

(Par milliers d'adultes)

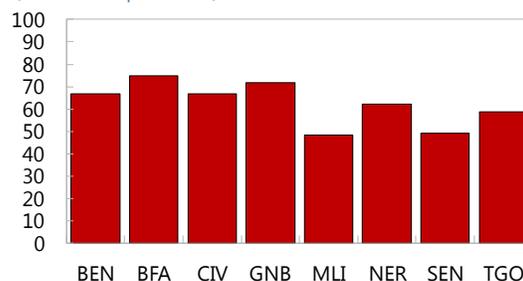


Sources: Enquête sur l'accès aux services financiers, FMI

La plupart des entreprises considère l'accès aux services financiers comme un obstacle majeur.

% des entreprises considérant l'accès aux services financiers comme un obstacle majeur

(En % des répondants)



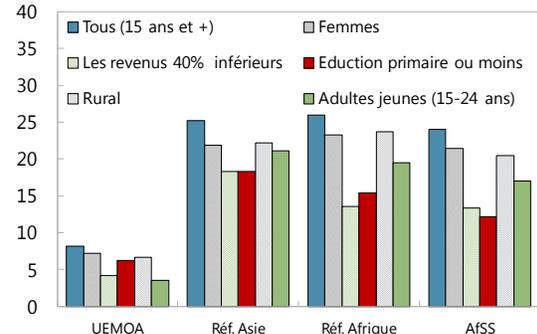
Sources: Banque mondiale, Enquête sur les entreprises

Graphique 2. UEMOA : Caractéristiques démographiques de l'accès aux services financiers

Les retards dans l'accès aux services financiers par rapport aux pays de référence sont les plus importants pour les jeunes adultes et les groupes à faibles revenus.

Compte auprès d'un établissement financier officiel

(En % du groupe respectif)

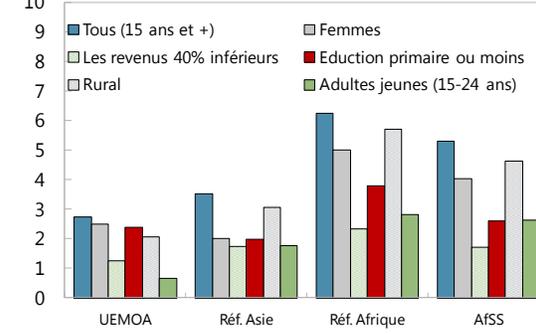


Sources: Findex, 2011.

Les comptes servent principalement aux activités professionnelles.

Compte utilisé pour les activités professionnelles

(En % du groupe respectif)

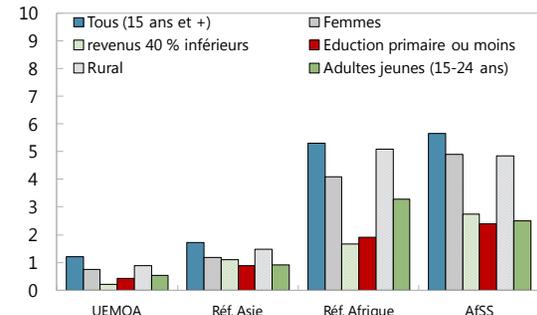


Sources: Findex, 2011.

Les comptes sont également utilisés pour toucher des paiements publics...

Compte utilisé pour paiements publics

(En % du groupe respectif)

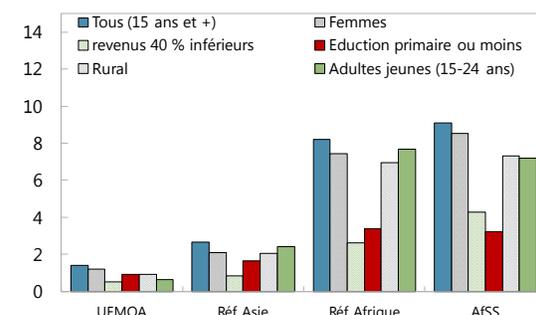


Sources: Findex, 2011.

... et pour toucher des envois de fonds ...

Compte utilisé pour recevoir des envois de fonds

(En % des groupes respectifs)

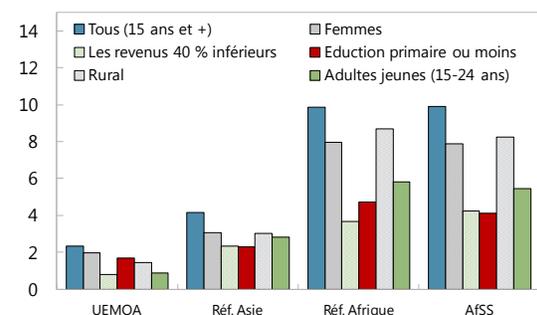


Sources: Findex, 2011.

... salaires, ou...

Compte utilisé pour toucher des salaires

(En % du groupe respectif)

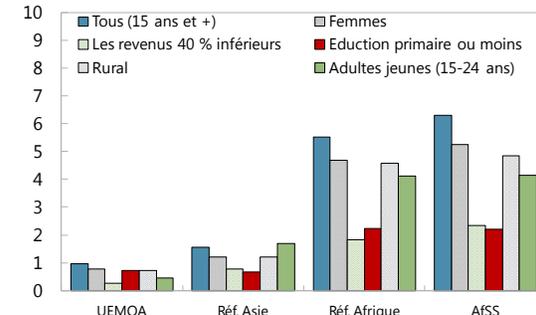


Sources: Findex, 2011.

...pour effectuer des envois, avec un potentiel de croissance.

Compte utilisé pour effectuer des envois de fonds

(En % du respectif)



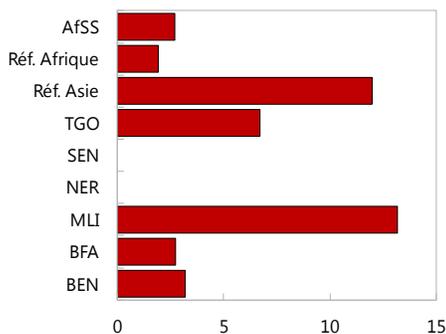
Sources: Findex, 2011.

Graphique 3. UEMOA : Modes de dépôt et de paiement

La fréquence d'utilisation d'un agent bancaire pour effectuer des dépôts est comparable aux autres pays africains ...

Agent bancaire est le principal mode de dépôt

(En % d'un compte, plus de 15 ans)

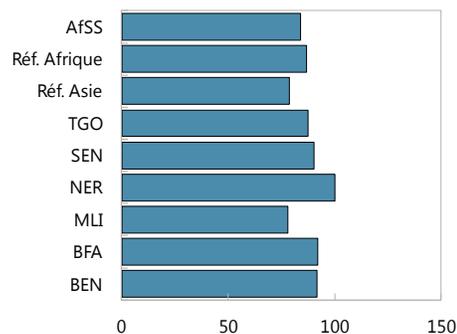


Sources: Findex 2011.

... et l'utilisation d'un guichet de banque domine aussi bien dans l'UEMOA que dans les groupes comparateurs.

Guichet bancaire est le principal mode de dépôt

(En % d'un compte, 15 ans et +)

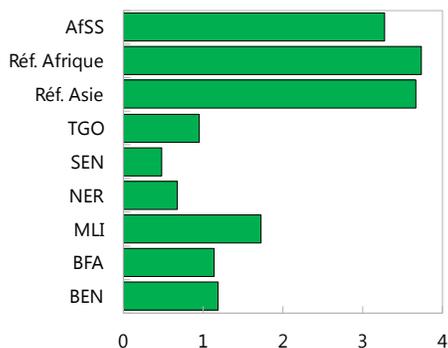


Sources: Findex 2011.

Le Mali est le pays qui se rapproche le plus des groupes de référence quant à l'utilisation des chèques.

Règlements par chèque

(En %, 15 ans et +)

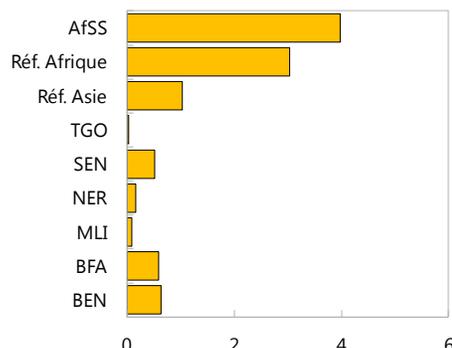


Sources: Findex 2011.

Les paiements électroniques sont rares.

Paiements électroniques

(En %, 15 ans et +)

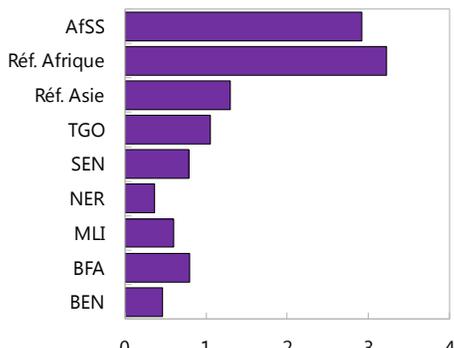


Sources: Findex 2011.

Moins de 1 % de la population a accès à une carte de crédit au sein de l'UEMOA.

Possession d'une carte de crédit

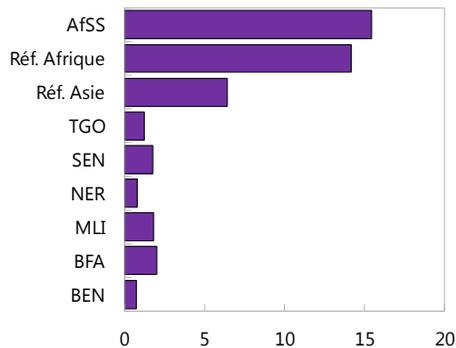
(En %, 15 ans et +)



Sources: Findex 2011.

L'accès aux cartes de débit est un peu supérieur, mais toujours sensiblement inférieur à celui des autres pays.

Possession d'une carte de débit

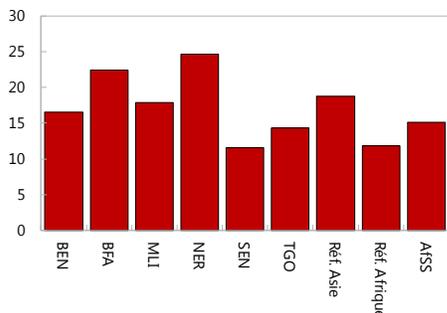


Sources: Findex 2011.

Graphique 4. UEMOA: Utilisations des prêts

La part de la population endettée pour des questions de santé ou autres situations exceptionnelles est comparativement élevée au sein de l'UEMOA...

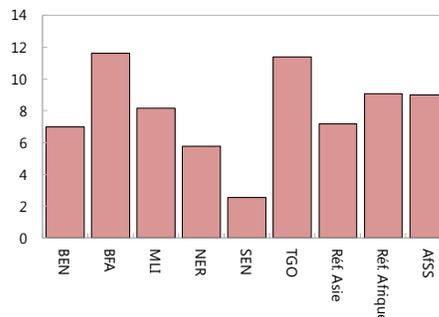
Encours des prêts pour la santé ou autres situations exceptionnelles (En %, 15 ans et +)



Sources : Findex, 2011.

... tandis que les endettements pour des questions d'éducation correspondent aux groupes comparateurs.

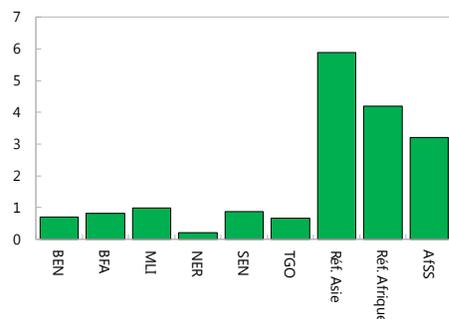
Encours des prêts pour les frais scolaires (En %, 15 ans et +)



Sources : Findex, 2011.

La couverture de l'assurance santé est limitée ...

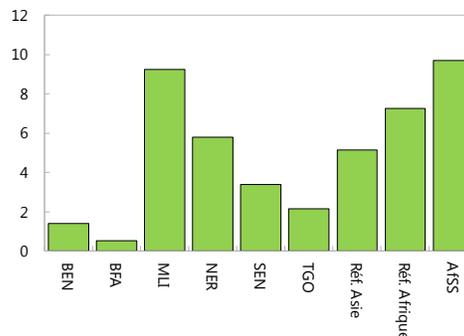
Souscripteurs personnels d'une assurance santé (En %, 15 ans et +)



Sources: Findex, 2011.

... et l'assurance contre les chocs agricoles est moins courante en moyenne que dans les pays de référence.

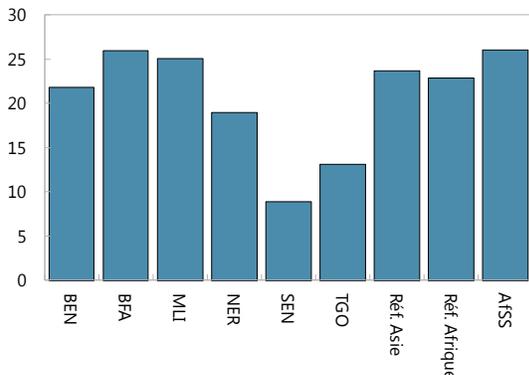
Souscripteurs d'une assurance agricole (En %, 15 ans et +)



Sources : Findex, 2011.

Une grande part de la population épargne pour des dépenses futures, ...

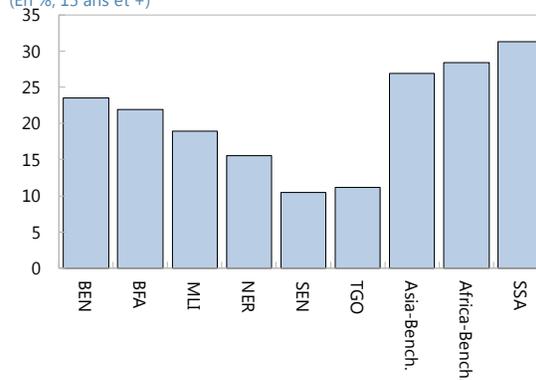
Épargne l'année précédente pour des dépenses d'avenir (En %, 15 ans et +)



Sources: Findex, 2011.

... en particulier en prévision de situations exceptionnelles.

Épargne l'année précédente pour des situations exceptionnelles (En %, 15 ans et +)



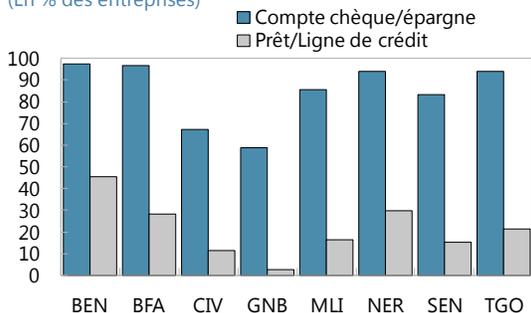
Sources: Findex, 2011.

Graphique 5. UEMOA: Entreprises

Alors que toutes les entreprises ont un compte à la banque, l'accès au crédit est faible, ...

Entreprises avec comptes ou crédit

(En % des entreprises)



Sources : Banque mondiale, Enquêtes auprès des entreprises

... et, dans la plupart des pays de l'UEMOA, presque tous les prêts exigent une garantie.

Prêts exigeant des garanties

(En % des prêts)

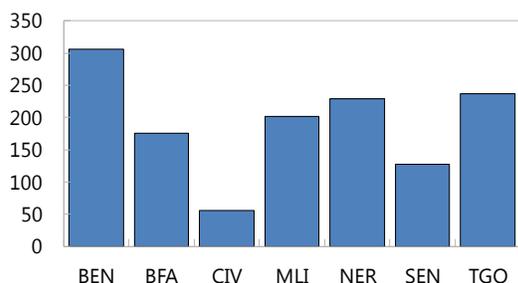


Sources : Banque mondiale, Enquêtes auprès des entreprises

Le montant des garanties dépasse souvent sensiblement le montant du prêt.

Montant des garanties requises

(En % du montant du prêt)

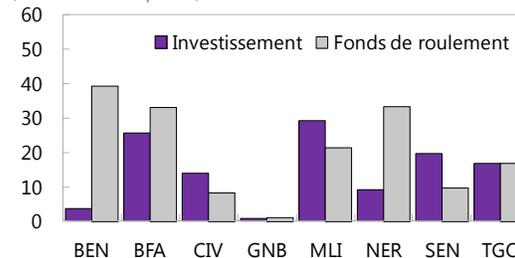


Sources : Banque mondiale, Enquêtes auprès des entreprises

Moins de la moitié des entreprises dépendent des banques pour financer leurs investissements ou bien leurs fonds de roulement.

Entreprises ayant recours aux banques pour financer leurs investissements et fonds de roulement

(En % des entreprises)

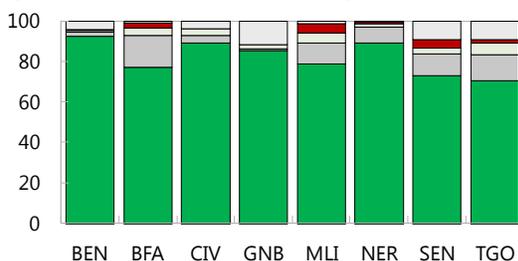


Sources : Banque mondiale, Enquêtes auprès des entreprises

Le financement des investissements est principalement interne, ...

Sources pour financer l'investissement

(En % du montant de l'investissement)

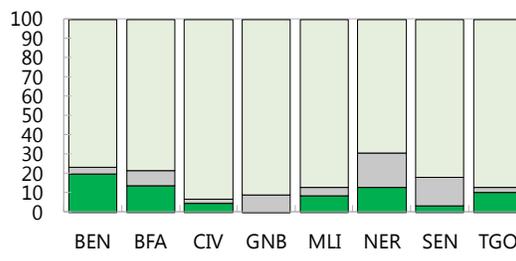


Sources : Banque mondiale, Enquêtes auprès des entreprises

... tandis que le montant des financements apportés par les banques est relativement modeste.

Sources de fonds de roulement

(En % des fonds de roulement)

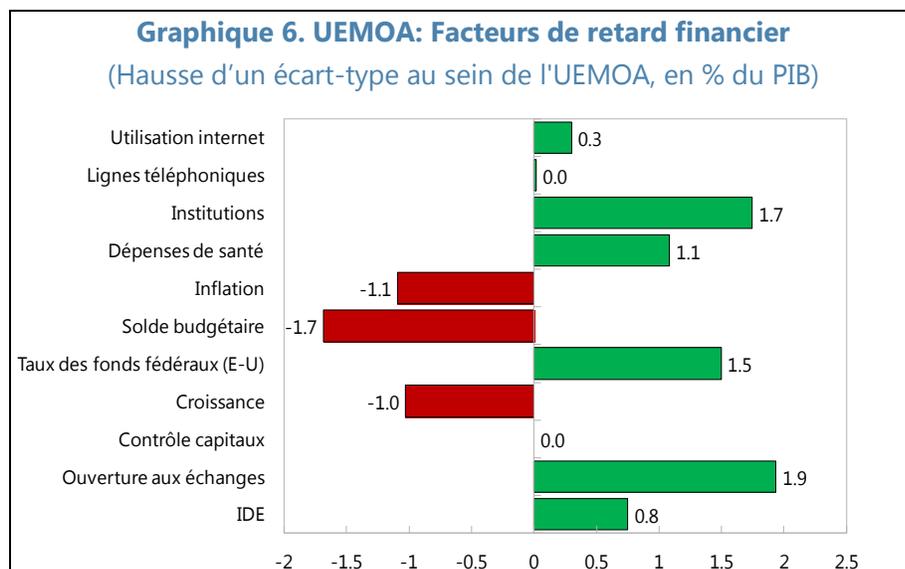


Sources : Banque mondiale, Enquêtes auprès des entreprises

B. Explication des retards en matière de crédit au secteur privé

6. Les ratios crédit au secteur privé/PIB correspondent à peu près à la moyenne des pays de référence, mais il existe des variations d'un pays à l'autre (graphique 7). À partir de la méthodologie d'Al Hussainy (2011) et Barajas *et al.* (2013), la présente note donne une estimation du ratio de référence crédit au secteur privé/PIB fondée sur un certain nombre de facteurs structurels pour un panel de plus de 120 pays émergents et en développement sur la période de 1986 à 2013³. Les valeurs estimées des ces régressions constituent le ratio de référence crédit au secteur privé/PIB. Le ratio crédit effectif/PIB suit généralement l'évolution des données des pays de référence, mais est inférieur à celles-ci dans quatre pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Guinée Bissau), supérieur dans trois pays (Mali, Niger, Togo), et à peu près conforme à la référence au Sénégal.

7. Un certain nombre de mesures pourraient aider les pays à augmenter le crédit au secteur privé par rapport à la référence (graphique 6 du texte, tableau 1). Dans l'étape suivante, une régression de l'écart financier (ratio crédit effectif au secteur privé/PIB moins sa valeur de l'échantillon de référence) par rapport aux variables macroéconomiques, institutionnelles et de politique économique permet d'identifier les facteurs générateurs d'écarts par rapport à la référence sur la période 2004-2013. Le tableau 1 met en exergue les facteurs qui contribuent à augmenter le crédit au secteur privé par rapport à la référence, tandis que le graphique 3 décrit l'évolution du ratio crédit au secteur privé/PIB par rapport à la référence si ces facteurs sous-jacents sont modifiés d'un écart-type⁴. Les facteurs qui entrent dans une relation positive avec le ratio crédit au secteur privé/PIB sont notamment, du point de vue extérieur, le degré



³ Il régresse le ratio crédit au secteur privé/PIB par rapport : i) au log du PIB par habitant et son carré, ii) au log de la population en tant que valeur de substitution de la taille du marché, iii) au log de la densité de population en tant que valeur de remplacement de la facilité de fourniture de services, iv) au log du ratio inactifs/actifs pour tenir compte des évolutions démographiques et du comportement afférent en matière d'épargne, v) à une variable fictive d'exportation pétrolière et à des variables fictives temporelles pour prendre en compte les facteurs mondiaux.

⁴ Écart-type calculé sur les séries temporelles des pays de l'UEMOA de 2004 à 2013.

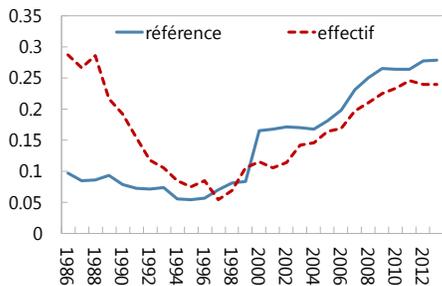
d'ouverture aux échanges commerciaux et les flux d'investissement direct étranger, une baisse de l'inflation et une hausse des dépenses sociales et d'éducation du point de vue de la politique macroéconomique, ainsi que de meilleures infrastructures et institutions (indice de l'ICRG).⁵

⁵ ICRG : Guide international des risques-pays.

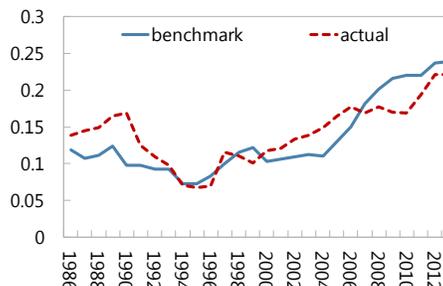
Graphique 7. UEMOA : Ratio au secteur privé

(en pourcentage du PIB)

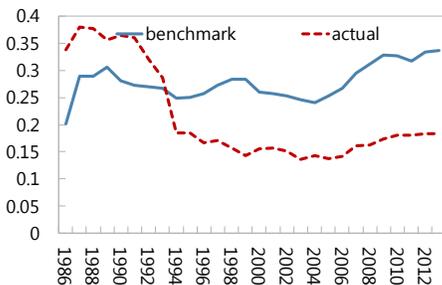
Bénin



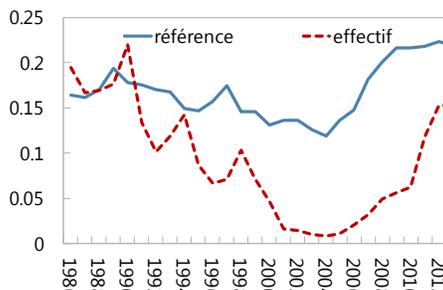
Burkina Faso



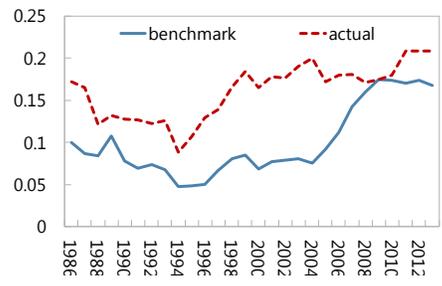
Côte d'Ivoire



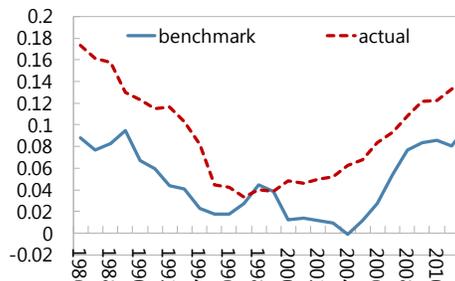
Guinée Bissau



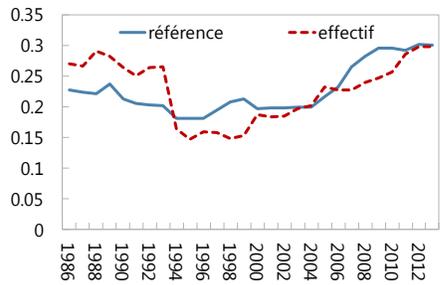
Mali



Niger



Sénégal



Togo

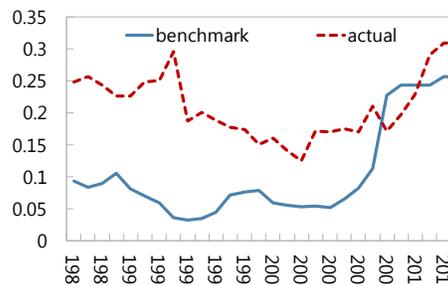


Tableau 1. UEMOA: Déterminants des retards de l'amélioration de l'accès aux services financiers, 2004-2013

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
<u>Environnement économique</u>					
Croissance	-0.004 *** (-3,08)				-0.004 *** (-3,04)
Taux des fonds fédéraux E-U ¹	0.003 (0,69)				0.008 ** (2,17)
<u>Position extérieure</u>					
IDE/PIB		0.002 *** (2,92)			0.002 *** (3,17)
Ouverture aux échanges		0.209 *** (3,49)			0.217 *** (3,40)
Contrôle des mouvements de capitaux		0.076 *** (3,96)			0.115 *** (5,73)
<u>Politiques</u>					
Solde des finances publiques (corrigé des variations cycliques)/PIB			-0.185 ** (-2,16)		-0.247 ** (-2,52)
Inflation			-0.004 *** (-5,50)		-0.003 *** (-4,48)
Régime de change			0.007 (1,15)		
Dépenses de santé/PIB			1.575 *** (3,61)		1.202 *** (2,57)
<u>Institutions et Infrastructures</u>					
Institutions (GIEC)				0.295 *** (4,38)	0.234 *** (3,14)
Lignes téléphoniques				0.000 *** (11,44)	0.000 *** -11.74
Utilisation Internet				0.001 ** (2,01)	0.001 * (1,75)
Profondeur d'information crédit				-0.002 (-0,69)	
Constant	0.019 * (1,76)	-0.119 *** (-5,03)	-0.033 (-1,17)	-0.183 *** (-5,74)	-0.308 *** (-7,38)
Nombre d'observations	1055	1055	1055	1055	1055
Coefficient de détermination	0.01	0.04	0.04	0.09	0.18

¹ Valeur de remplacement pour l'environnement extérieur.

Statistiques t robustes entre parenthèses ; les niveaux de signification sont de 10 % (*), 5 % (**), et 1 % (***) , respectivement.

C. Détermination des obstacles les plus contraignants à l'inclusion financière des entreprises⁶

8. Un modèle d'équilibre général microéconomique contribue à déterminer les obstacles les plus forts à l'amélioration de l'accès des entreprises aux services financiers. La présente section étalonne le modèle d'équilibre général microéconomique de Dabla-Norris *et al.* (2015) pour quantifier les obstacles les plus forts à l'amélioration de l'accès aux services financiers et, en conséquence, la croissance, la productivité et une répartition plus équitable des revenus. Les agents du modèle diffèrent les uns des autres en richesse et en talents. Ils peuvent choisir de devenir entrepreneurs ou de proposer leur travail contre salaire. Ces agents doivent faire face à trois obstacles financiers frictions :

- les coûts de participation ψ qui limitent l'accès au crédit, en particulier pour les entrepreneurs plus petits et plus pauvres
- les coûts d'intermédiation χ dus à l'asymétrie de l'information entre les banques et les emprunteurs entraînant des écarts entre rémunération des dépôts et taux des prêts
- les imperfections dans les possibilités de faire exécuter les contrats qui obligent à constituer des garanties et entraînent donc une baisse des ratios λ d'effet de levier des garanties.

Pour déterminer les valeurs des paramètres ψ , χ et λ , ainsi que d'autres paramètres de quantification, une série d'indicateurs macroéconomiques et financiers sont introduits dans le modèle (tableau 2).

9. Selon les résultats préliminaires, les coûts de participation et les exigences élevées en matière de garanties financières

sont en moyenne les principaux obstacles à l'accès aux prêts dans la zone de l'UEMOA. Les graphiques 7-9 décrivent en termes quantifiés les effets d'un assouplissement de chacune des contraintes financières prise individuellement, sur le nombre d'entreprises ayant accès au crédit, le PIB, la productivité, l'inégalité des revenus, les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines et le ratio de prêts improductifs. Ces résultats semblent indiquer qu'une baisse des coûts de participation et des exigences de garanties pourrait engendrer des hausses importantes du PIB, mais que cette baisse a des effets différenciés sur d'autres variables, et notamment :

Tableau 2. UEMOA: Target Moments

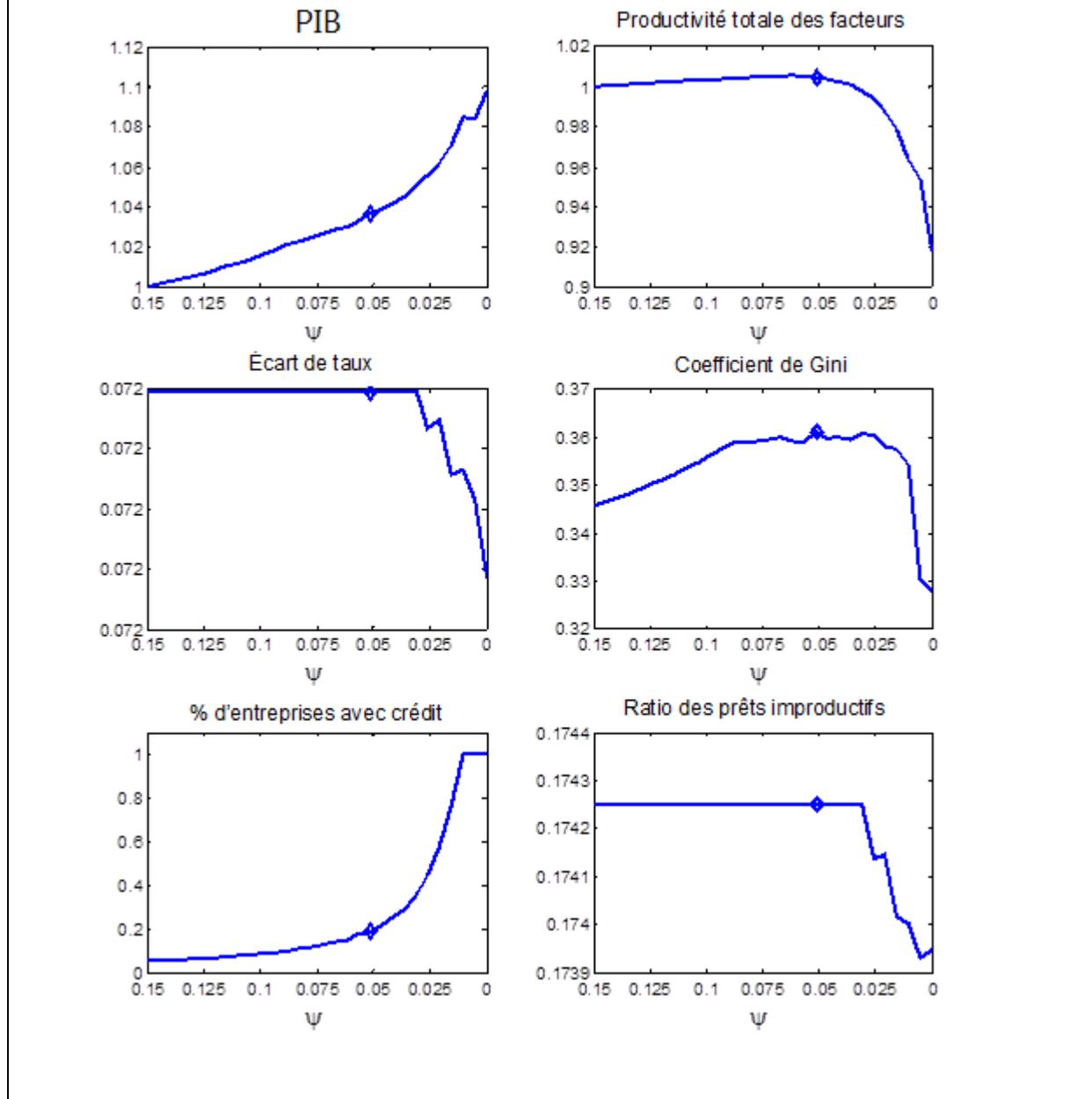
Epargne (en % du PIB)	14.5
Garanties (en % du montant du prêt)	170
Entreprises bénéficiant d'un crédit (en % des e)	20
Prêts improductifs (en % des prêts)	17
Ecart de taux	7.4

⁶ Nous remercions Eva Van Leemput de nous avoir fourni les mesures de calibrage.

- *L'augmentation de l'accès aux services financiers* (graphique 8) : la baisse des coûts de participation tels les coûts de transaction, des obstacles institutionnels et bureaucratiques, pourrait accroître nettement la proportion d'entreprises bénéficiant d'un crédit. Un accès accru au crédit entraînant une hausse des investissements permet une nette progression du PIB. Par rapport à la situation actuelle au sein de l'UEMOA, la diminution des coûts de participation pourrait aussi réduire l'inégalité des revenus telle que mesurée par le coefficient de Gini, car les entrepreneurs précédemment confrontés à des obstacles (les entrepreneurs moins riches) bénéficient de manière disproportionnée de la diminution des coûts de participation lorsqu'ils entrent sur le marché. Pour la même raison, il est possible que la productivité globale diminue.
- *La baisse des contraintes en matière de garanties* (graphique 10). Les mesures de politique économique susceptibles d'alléger les exigences en matière de garanties, comme l'enregistrement des garanties, pourraient aussi déboucher sur d'importantes progressions du PIB et augmenter la productivité par des gains d'efficacité. Cet effet est différent de celui des mesures décrites plus haut qui améliorent l'accès aux services financiers : il bénéficie de manière disproportionnée aux entrepreneurs plus talentueux. Si l'allègement des contraintes en matière de garanties financières permet à toutes les entreprises d'emprunter davantage, les entreprises moins talentueuses ne font pas croître leurs activités autant que les autres car elles atteignent plus rapidement leur taille maximale. Un tel allègement peut donc entraîner une augmentation des inégalités de revenus.

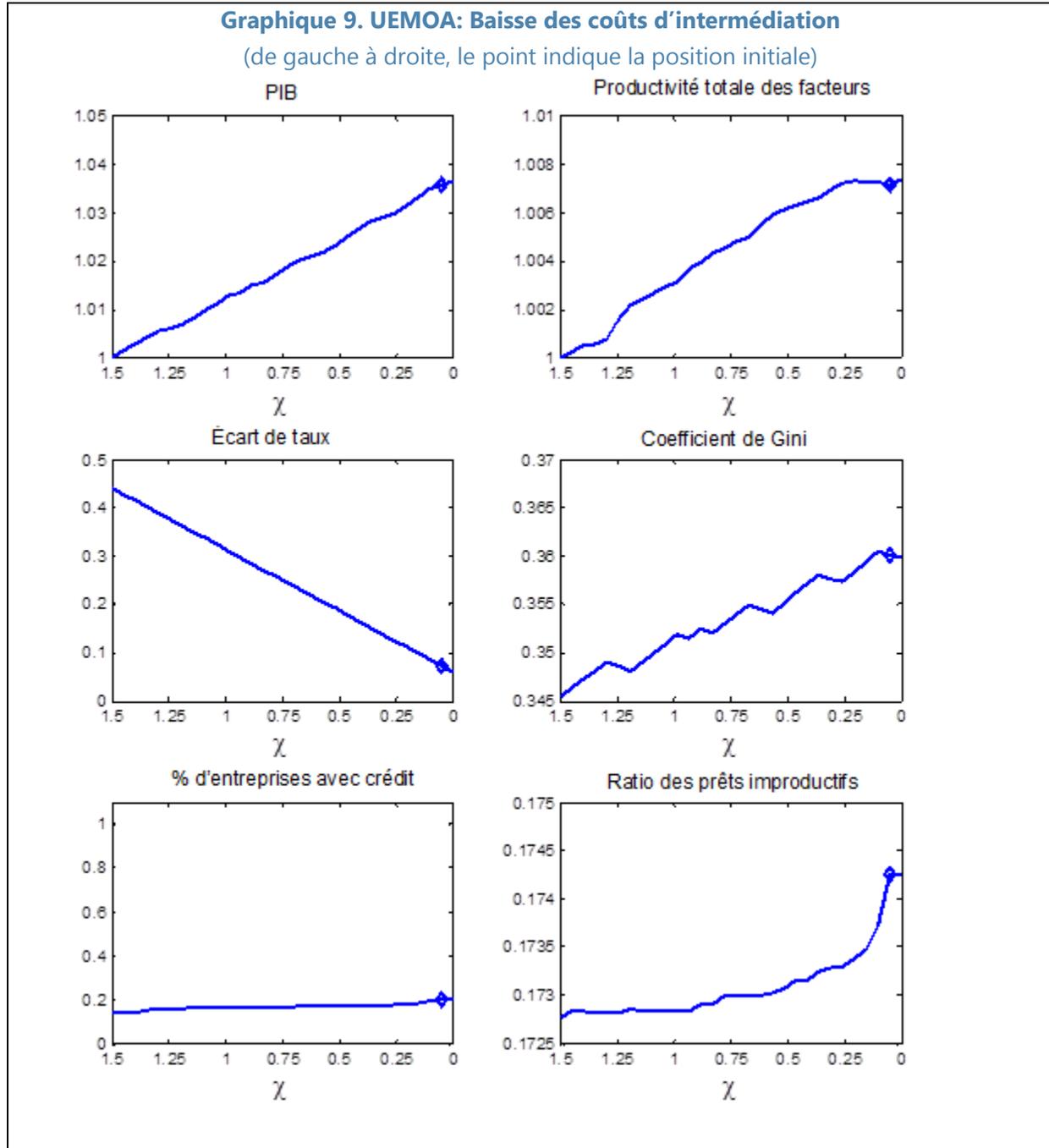
Graphique 8. UEMOA: Baisse des coûts de participation

(De gauche à droite, le point indique la position initiale)

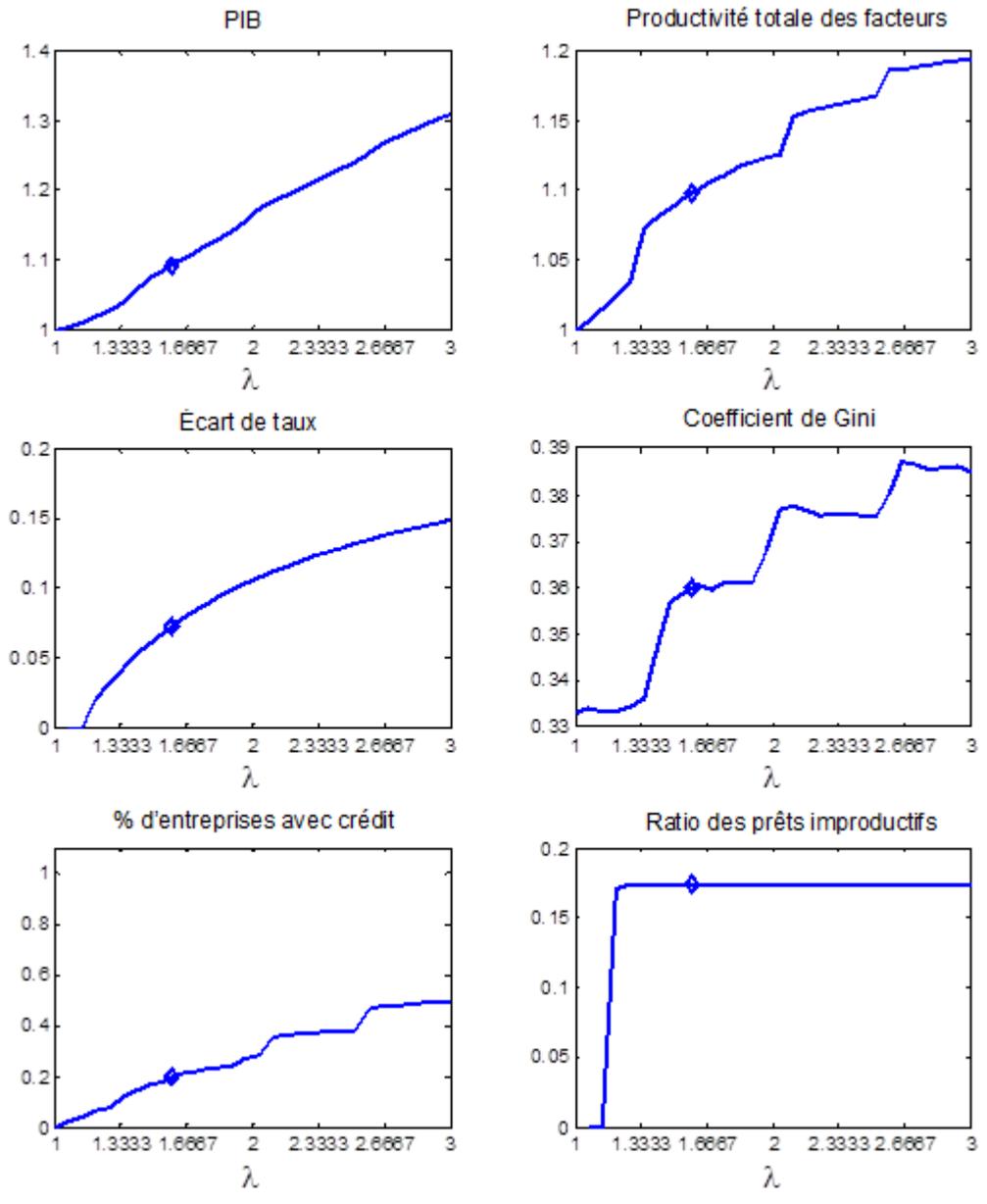


Graphique 9. UEMOA: Baisse des coûts d'intermédiation

(de gauche à droite, le point indique la position initiale)



Graphique 10. UEMOA: Diminution des exigences en matière de garanties
 (de gauche à droite, le point indique la position initiale)



Références

- Ed Al Hussainy, Andrea Coppola, Erik Feyen, Alain Ize, Katie Kibbuka, and Haocong Ren (2011): A Ready-to-Use Tool to Benchmark Financial Sectors Across Countries and Over Time," FinStats 2011 (Washington: World Bank).
- Dabla-Norris, Era, Yan Ji, Robert Townsend, and Filiz Unsal (2015), "Identifying Constraints to Financial Inclusion and Their Impact on GDP and Inequality," NBER Working Paper, No. 20821
- Barajas, Adolfo, Thorsten Beck, Era Dabla-Norris, and Seyed Reza Yousefi (2013), "Too Cold, Too Hot, or Just Right? Assessing Financial Sector Development Across the Globe," IMF Working Paper WP/13/81

PAIEMENTS MOBILES DANS L'UEMOA¹

Étant donné la pénétration relativement élevée de la téléphonie mobile et la grande taille du marché des paiements transfrontières dans l'UEMOA, l'expansion des services de paiement mobile offre une occasion importante d'accroître l'inclusion financière dans la région. La présente note compare tout d'abord l'UEMOA à des pays tels que le Kenya et la Tanzanie pour ce qui est du développement des paiements mobiles. Elle examine les coûts de transaction, les questions d'interopérabilité des réseaux, ainsi que les éventuels obstacles juridiques et réglementaires au développement du marché dans l'UEMOA. Un aperçu des questions relatives à la surveillance des paiements mobiles présente les piliers principaux qui sont nécessaires pour préserver la stabilité : conditions minimales d'entrée sur le marché, contrôle de l'intégrité financière, garantie des fonds et stabilité des paiements.

A. Introduction

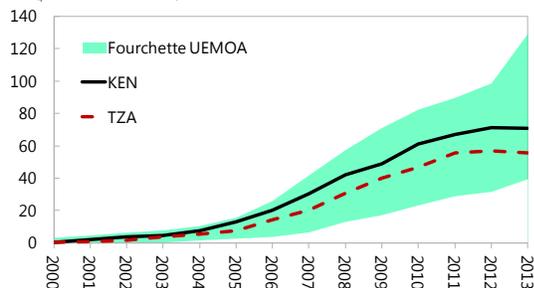
1. L'infrastructure financière conventionnelle reste limitée, mais la pénétration de la téléphonie mobile est élevée : les paiements mobiles pourraient donc accroître l'inclusion financière dans l'UEMOA (graphique 1). L'accès aux services financiers reste faible dans l'UEMOA. Seulement environ 13 % de la population ont des dépôts auprès d'une banque commerciale, moins d'un tiers des entreprises ont accès au crédit, et des méthodes de paiement telles que les chèques, les cartes de crédit et de débit, ainsi que les paiements électroniques en général, sont bien moins développés que dans les pays de référence (note précédente). Cependant, si les contacts directs avec l'infrastructure financière restent faibles, en particulier pour les couches les plus vulnérables des populations, la pénétration de la téléphonie mobile a été rapide ces 10 dernières années dans l'UEMOA. Dans certains pays de la région, elle dépasse même celle observée dans des pays à la pointe des paiements mobiles, tels que le Kenya et la Tanzanie. Le développement des services financiers mobiles pourrait donc contribuer à accroître l'inclusion financière.

¹Préparé par Rachid Awad et Monique Newiak.

Graphique 1. UEMOA: Le marché des paiements mobiles dans l'UEMOA

La pénétration de la téléphonie mobile a augmenté nettement dans l'UEMOA...

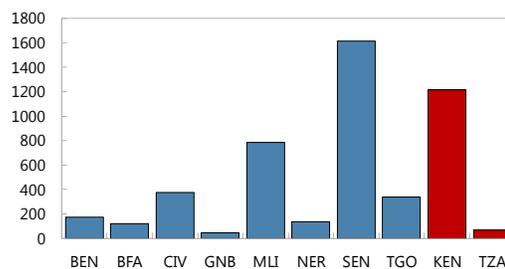
Abonnements de téléphonie mobile
(pour 100 habitants)



Sources: Indicateurs de développement dans le monde, 2014.

... et le marché des paiements transfrontières est de grande taille.

Envois de fonds reçus, 2012 ou dernières données
(millions de dollars)



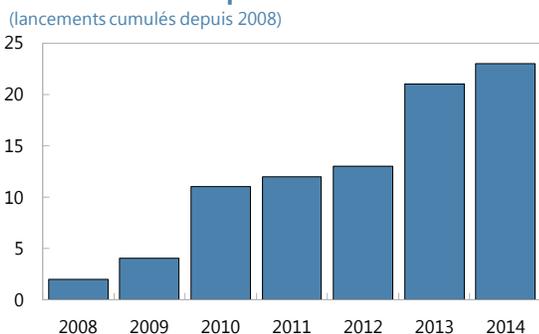
Sources: Indicateurs de développement dans le monde.

2. Le marché des paiements mobiles dans l'UEMOA semble de grande taille, en particulier pour les paiements transfrontières, et attire de plus en plus les opérateurs ces dernières années (page 1, graphique 2, page 2). Outre le fait qu'une grande partie de la population n'a pas accès aux services bancaires, le volume élevé des envois de fonds dans la région porte à croire qu'il existe un marché considérable pour les paiements mobiles transfrontières. Les fournisseurs semblent avoir répondu à la demande élevée dans la région, car le nombre d'opérateurs de paiement mobile a plus que doublé depuis 2010, la plupart d'entre eux se trouvant en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Graphique 2. UEMOA : Fournisseurs de paiements mobiles dans l'UEMOA

Le nombre d'opérateurs de paiement mobile a augmenté ces dernières années...

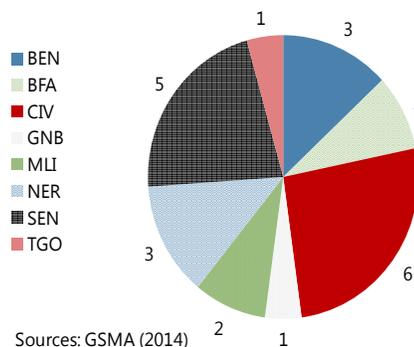
Nombre de fournisseurs ayant lancé des services mobiles depuis 2008
(lancements cumulés depuis 2008)



Sources: GSMA (2014)

... la plupart des opérateurs se trouvant au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Nombre de fournisseurs par pays de l'UEMOA, 2014
(dernières informations disponibles en décembre 2014)



Sources: GSMA (2014)

3. La BCEAO a pris une série de mesures pour promouvoir le secteur des paiements mobiles au cours des dix dernières années. Afin d'encourager l'utilisation d'instruments de paiement autres que les espèces, la BCEAO a promulgué en 2006 une loi sur la monnaie électronique qui oblige les établissements financiers à mettre pleinement à profit la monnaie électronique. En 2012, pour débloquer le marché de la monnaie mobile, elle a engagé un vaste processus d'évaluation i) en visitant d'autres pays où les services de paiement mobile ont plus de succès, tels que le Kenya et les Philippines, pour tirer les enseignements de leur expérience, ii) en accueillant une conférence de consultation régionale pour examiner comment développer davantage la monnaie mobile au sein de l'UEMOA, par exemple en simplifiant le processus d'agrément, en évitant des relèvements des exigences de fonds propres, en simplifiant le processus d'ouverture de compte et en mettant en place des programmes d'éducation financière pour le grand public, et iii) en entreprenant une étude afin de mieux comprendre comment les citoyens utilisent les services financiers formels, semi-formels et informels.

4. Le volume des paiements mobiles a récemment enregistré une croissance mais il reste en dessous des pays de référence, en particulier dans les couches de population les plus vulnérables. Les paiements mobiles ont connu une expansion rapide durant ces dernières années : entre décembre 2013 et septembre 2014, le nombre de comptes a augmenté de 35 % à 17 millions. Durant la même période, le nombre de transactions a progressé de plus de 40 % à près de 179 millions et à un volume de transactions de 2.445 milliards FCFA (environ 5 % du PIB de 2014). Cependant, l'usage de canaux informels pour les transferts monétaires en espèces reste prédominant et la fourniture de services financiers mobiles est bien moins importante que dans les pays de référence, tels que la Tanzanie et le Kenya. Selon les indicateurs les plus récents, les groupes les plus vulnérables de la population, tels que les 40 % les plus pauvres de la population, les populations rurales ou les femmes, accèdent moins aux paiements mobiles (graphique 3).

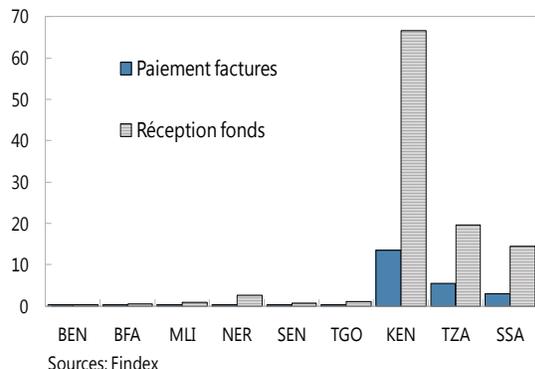
La présente note. Tout d'abord, la note recense les obstacles éventuels aux paiements mobiles dans la région. Elle met ensuite en exergue les piliers essentiels qui permettront de préserver la stabilité dans le secteur des paiements mobiles.

Graphique 3. UEMOA : Banque mobile par groupes démographiques, 2011

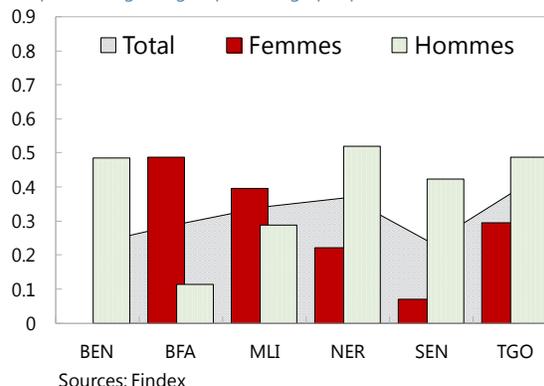
Les paiements mobiles sont moins communs dans l'UEMOA que dans d'autres parties de l'Afrique subsaharienne.

Les services mobiles sont utilisés plus souvent par les hommes que par les femmes.

Utilisation du portable pour payer/recevoir des fonds, 2011
(pourcentage de la population de plus de 15 ans)



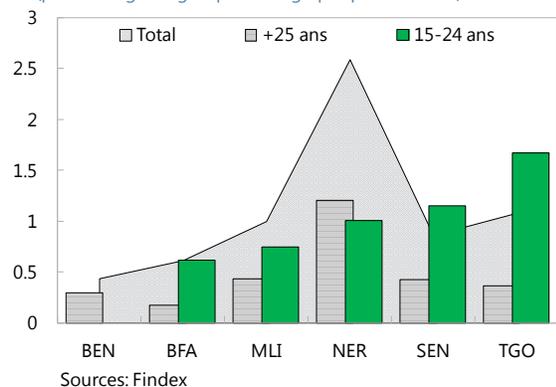
Utilisation du portable pour payer, 2011
(pourcentage du groupe démographique concerné)



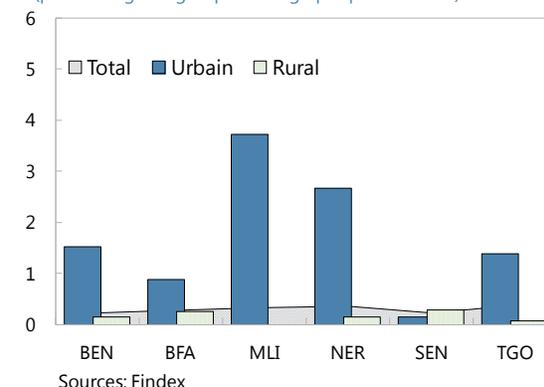
L'usage parmi les différents groupes d'âges varie selon la région.

Les paiements mobiles sont peu utilisés dans les zones rurales,...

Utilisation du portable pour recevoir de fonds, 2011
(pourcentage du groupe démographique concerné)



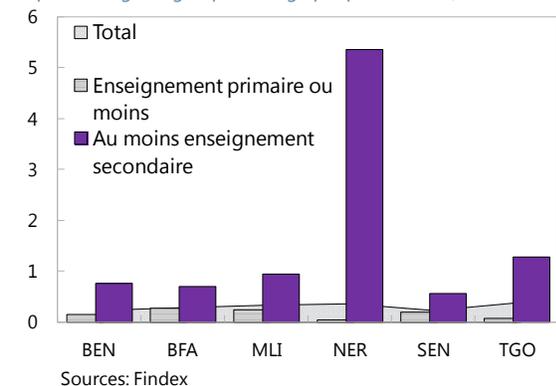
Utilisation du portable pour payer, 2011
(pourcentage du groupe démographique concerné)



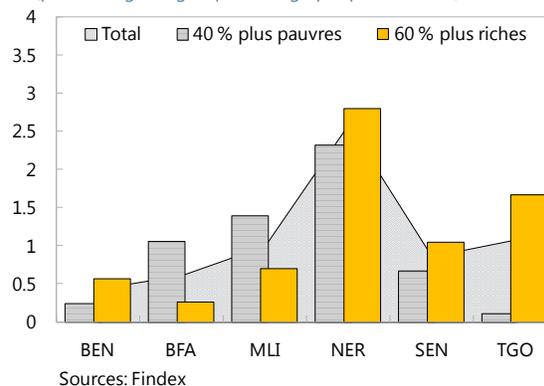
... dans les groupes de la population moins éduqués, ...

... et dans les couches les plus pauvres de la population.

Utilisation du portable pour payer, 2011
pourcentage du groupe démographique concerné)



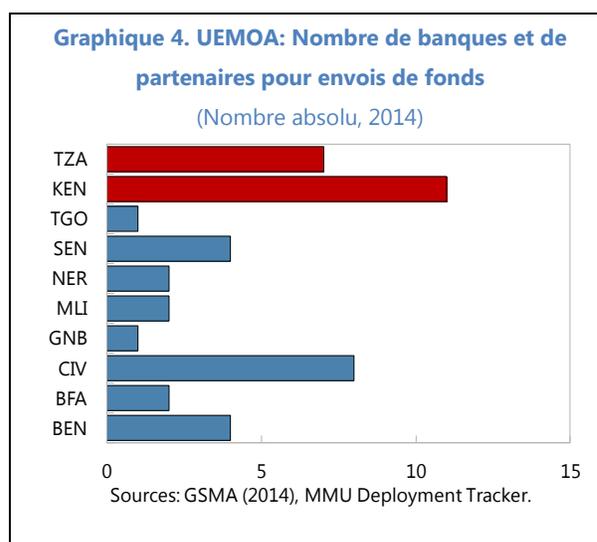
Utilisation du portable pour recevoir de fonds, 2011
(pourcentage du groupe démographique concerné)



B. Obstacles éventuels aux paiements mobiles dans l'UEMOA

6. Les facteurs ci-après pourraient freiner le développement du secteur des paiements mobiles dans l'UEMOA :

- *Coût* (graphique 5). Le coût relativement élevé de l'utilisation des services de paiement électronique, en particulier pour les transactions de faible montant, semble rendre les services de paiement mobile peu attrayants pour la population qui se situe au niveau le plus bas de la distribution des revenus. En particulier, la plage 4 souligne que le coût d'un transfert au sein du réseau, pour quelques opérateurs dans l'UEMOA, est particulièrement élevé par rapport au montant de la transaction lorsque ce montant est faible (jusqu'à 10 dollars américains). Cela s'explique peut-être par les frais élevés qui sont supportés par les fournisseurs de services de paiement mobile qui investissent dans les réseaux et les points d'accès.
- *Intermédiation* (graphique 4). Le cadre réglementaire en vigueur pour la fourniture de services de paiement dans l'UEMOA exige une intermédiation par les banques. En conséquence, les possibilités d'innovation sont peut-être limitées et il est difficile pour de nouveaux acteurs de concurrencer les banques. Cela contribue peut-être aussi à l'augmentation des coûts des services de paiement mobile en raison des frais liés à l'intermédiation bancaire. Par contre, le Kenya et d'autres pays qui ont enregistré une croissance rapide de l'utilisation des services de paiement mobile ont adopté des modèles non bancaires. En outre, ces pays ont collaboré avec un groupe en moyenne plus large de banques et de partenaires pour les envois de fonds.
- *Nombre de services et interopérabilité* (graphique 6). La plupart des opérateurs dans l'UEMOA offrent des services de base pour les transferts et les paiements de factures. Cependant, les autres services, tels qu'envois de fonds internationaux, liens avec les autres produits bancaires, micro-assurance mobile et décaissements et remboursements de prêts, restent moins développés que dans les pays de référence. Si le potentiel pour les transactions transfrontières est élevé, il n'est pas exploré par la plupart des fournisseurs. Ces services exigeraient une interopérabilité entre les différents réseaux de services, un élément qui semble encore relativement absent dans l'UEMOA, entre autres à cause de contraintes réglementaires. Par exemple, les fournisseurs de systèmes de paiement sont agréés sur une base nationale, et il leur est donc difficile de se développer dans d'autres pays de l'UEMOA. Des services plus nouveaux,



tels que les décaissements de prêts mobiles et la micro-assurance, ne sont pas encore développés dans l'UEMOA.

Encadré 1. UEMOA : enseignements de l'expérience de M-PESA au Kenya (à partir de FMI, 2012)

La rapide expansion de M-Pesa après son lancement en 2007 au Kenya a permis de réduire le coût des transactions et facilité les transactions entre personnes. Elle a également contribué à une utilisation accrue des intermédiaires financiers. S'inspirant de FMI (2012), cet encadré résume les principaux facteurs qui expliquent la réussite de M-Pesa ainsi que les questions liées à la gestion des risques.

Principaux facteurs de la réussite de M-Pesa : L'expansion rapide de la téléphonie mobile a certes contribué à la réussite du développement du secteur, mais les facteurs structurels ci-dessous ont vraisemblablement joué :

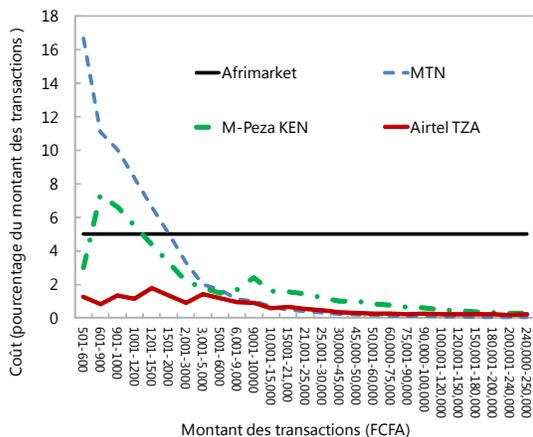
- *Utilisation souple et peu onéreuse de la technologie.* L'omniprésence de Safaricom a permis d'établir un important réseau de revendeurs de temps de connexion, devenus agents de M-Pesa. Les agents sont structurés en groupes à partir de leur localisation, avec ou sans «agrégateur» centralisé, tel qu'une banque.
- *Environnement macroéconomique.* Le niveau exceptionnel de réserves excédentaires détenues par les banques commerciales auprès de la banque centrale les a poussé à rechercher d'autres activités.
- *Infrastructure bancaire.* La disponibilité accrue d'agences bancaires a favorisé les transferts mobiles.
- *Politiques gouvernementales.* La Banque centrale du Kenya a autorisé Safaricom à faire fonctionner M-Pesa à titre de système de paiement parallèle, la seule obligation étant que les fonds des clients soient déposés dans un établissement financier réglementé. Les dépôts et les intérêts de Safaricom sont placés sur un compte de fiducie à but non lucratif. La Banque centrale du Kenya a également imposé des limites aux montants des transactions, conformément aux critères de lutte contre le blanchiment des capitaux.

Gestion des risques. Parmi les conseils fournis par le FMI au regard de la prévention des risques pour M-Pesa et parmi les mesures prises, on citera :

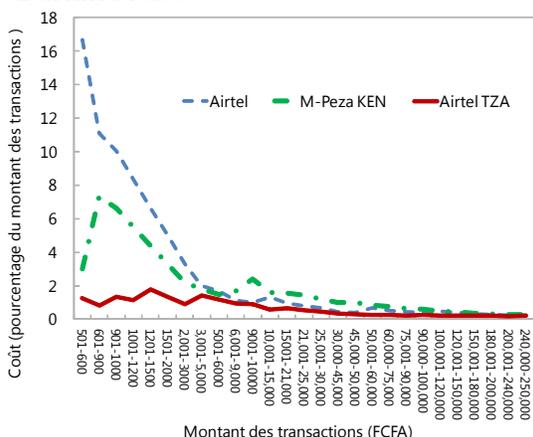
- *Formalisation des activités de M-Pesa dans la loi sur les systèmes de paiement nationaux* pour donner une assise juridique plus solide aux opérations de M-Pesa et garantir la protection des consommateurs, même sans rattachement à un compte de dépôt.
- *Couverture des risques opérationnels* par des réglementations régissant en détail les capacités technologiques et les procédures de contrôles nécessaires sur le plan de la sécurité.
- *Inclusion explicite des risques de crédit et de liquidité et des risques opérationnels liés aux transferts de M-Pesa pour les transferts aux établissements de micro finance et clauses de protection des consommateurs.*
- *Suivi rapproché des risques liés aux paiements mobiles transfrontaliers.*

Graphique 5. UEMOA: Coût des transactions pour quelques fournisseurs de services
 (Transfert au sein du réseau, coût calculé sur les montants de la borne supérieure de la grille des transactions)

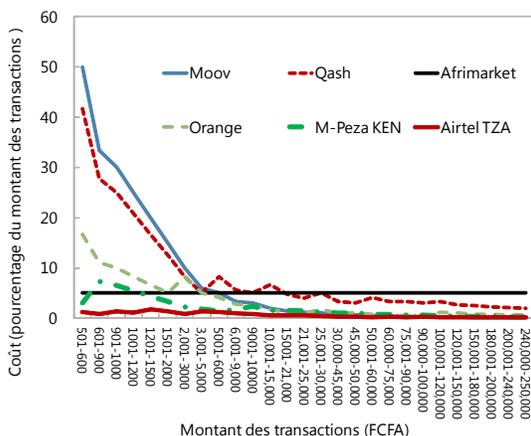
Bénin



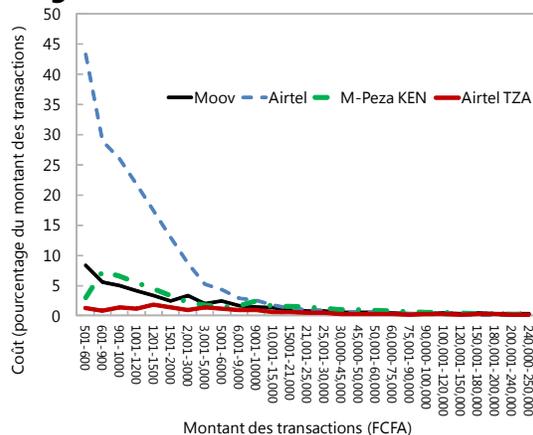
Burkina Faso



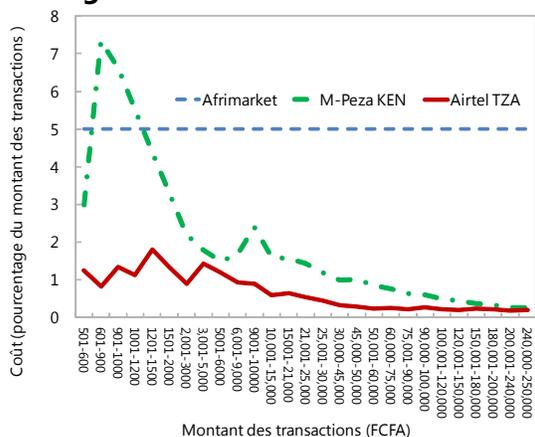
Côte d'Ivoire



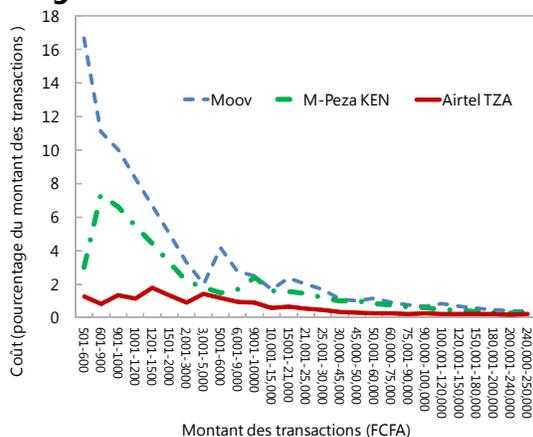
Niger



Sénégal



Togo



Source : sites Web des entreprises.

Graphique 6. UEMOA : Services mobiles fournis dans l'UEMOA, au Kenya et en Tanzanie

		Transferts P2P (nationaux)	Paiement factures	Autres paiements de gros	Achat crédit téléphone	Paiement commerçants	Envois internationaux	Rattachement autres produits bancaires	Micro-assurance mobile	Décaissement et remboursement de prêts
BEN	Afrimarket					x	x			
	Flooz	x	x		x	x		x		
	MTN Mobile Money	x	x	x	x	x	x			
BFA	Airtel Money	x	x	x	x					
	Inovapay	x	x	x	x	x	x		x	
CIV	Afrimarket Cote d'Ivoire					x	x			
	Celpaid Cote d'Ivoire	x	x	x	x					
	Flooz	x		x	x	x				
	MTN Mobile Money	x	x	x	x	x	x			
	Orange Money	x	x	x	x	x		x		
	Qash Mobile Banking	x	x		x		x			
GNB	MTN Mobile Money	x	x		x	x				
MLI	MobiCash									
	Orange Money	x	x		x	x	x			
NER	Airtel Money	x	x	x	x	x				
	Flous	x	x		x	x		x		
	Orange Money	x	x		x	x				
SEN	Afrimarket Senegal					x	x			
	Orange Money	x	x	x	x	x				
	Tigo Cash	x			x					
	W@ri	x			x					
	Yoban'tel	x	x	x			x			
TGO	Flooz	x	x		x	x				
KEN	Agrilife		x	x						
	Airtel Money	x	x	x	x	x		x		x
	M-PESA	x	x	x	x	x	x	x		x
	Orange Money	x	x	x	x			x		
	Tangaza Pesa Mobile Money Transfer	x	x	x	x					x
	Yucash	x	x		x					
TZA	Airtel Money	x	x	x	x					
	ezyPesa	x			x	x				
	Tgo Pesa	x	x	x	x		x			
	Vodacom M-pesa	x	x	x	x	x	x		x	

Source: GSMA (2014), MMU Deployment Tracker.

C. Surveillance des paiements mobiles

7. Les services de paiement mobile favorisent l'inclusion financière, mais ils comportent un certain nombre de risques qui peuvent être atténués par un dispositif de surveillance présentant les caractéristiques ci-après :

- *Conditions d'entrée minimales dans le secteur.* Des conditions d'entrée, telles que les exigences de fonds propres pour les fournisseurs de services mobiles non bancaires, contribueront à réduire le risque de défaillance car les opérateurs devront démontrer qu'ils ont la capacité financière de fournir des services de paiement mobile. Cette protection est d'autant plus importante que les services de paiement mobile sont destinés principalement aux couches les plus vulnérables de la population.
- *Contrôles de l'intégrité financière.* Il se peut que les paiements mobiles accroissent la complexité des paiements et entraînent des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (LBC/FT). Ces services devraient donc être soumis à une surveillance adéquate fondée sur les risques de la Commission bancaire de l'UEMOA pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Leurs fournisseurs devraient prendre des mesures LBC/FT efficaces à titre préventif et signaler toute opération suspecte aux services de renseignements financiers.
- *Garantie des fonds.* Étant donné que les services de paiement mobile sont destinés principalement à la population se situant au niveau le plus bas de la distribution des revenus, ils doivent inclure une garantie ou une assurance qui couvre les fonds en cas de défaillance du fournisseur du service. Cette garantie peut prendre la forme d'une couverture par des compagnies d'assurances ou ces services peuvent être inclus dans les dispositifs d'assurance des dépôts qui existent dans certains pays.
- *Résilience opérationnelle.* Les services de paiement mobile peuvent comporter des risques opérationnels considérables, surtout lorsque les infrastructures sont médiocres ou limitées. La viabilité et l'efficacité des plans de continuité des opérations de leurs fournisseurs doivent donc être régulièrement testées.
- *Stabilité du système de paiement.* Il se peut que le nombre élevé de transactions faisant l'objet de paiements mobiles crée un risque de règlement qui peut conduire à des risques de liquidité et de crédit, qui peuvent à leur tour compromettre la stabilité financière. Les services de paiement mobile, surtout ceux fournis par des établissements non bancaires, doivent donc être régis par un système de compensation et de règlement très robuste qui s'appuie sur le système utilisé pour les transactions bancaires.

D. Principales conclusions

8. Moyennant la mise en place d'un dispositif de surveillance solide, il convient d'encourager le développement des services de paiement mobile dans l'UEMOA. Les services de paiement mobile se développent dans l'UEMOA, mais il est possible de les développer davantage. Il convient d'en réduire le coût, surtout pour les transactions de faible montant. Des mesures qui favorisent une plus grande interopérabilité entre les réseaux pourraient ouvrir davantage le marché des paiements transfrontières. Pour préserver la stabilité, le développement des services de paiement mobile doit aller de pair avec un renforcement du dispositif de surveillance.

Références

African Development Bank Group, 2013, "Financial Inclusion and Integration through Mobile Payments and Transfer".

Musuku, T.B., M. C. Malaguti, A. McEwan Mason, and C. Pereira, 2011, "Lowering the Cost of Payments and Money Transfers in UEMOA," Africa trade policy notes (23), Washington, DC: World Bank.

Groupe Speciale Mobile Association, 2014, "State of the Industry 2013: Mobile Financial Services for the Unbanked," GSM Association.

IMF, 2012, "Enhancing Financial Sector Surveillance in Low Income Countries (LICs) – Case Studies," Supplement to IMF Policy Paper, Washington, DC.

Khiaonarong, Tanai, 2014, "Oversight Issues in Mobile Payments," IMF Working Paper WP/14/123.

CROISSANCE, TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET DIVERSIFICATION DANS L'UEMOA¹

La croissance a été décevante et extrêmement volatile dans l'UEMOA par comparaison à un groupe de pays de référence. Les pays de la région restent extrêmement vulnérables à des chocs exogènes, notamment des épisodes de sécheresse. Cette note examine la contribution que pourrait avoir la lenteur des processus de transformation structurelle et de diversification à l'insuffisance relative des résultats: la majorité de la population de la région est employée dans des activités agricoles ayant une faible productivité, et le secteur secondaire est sous-développé. Une transformation structurelle et une diversification plus poussées de la production et des exportations pourraient procurer d'importants dividendes de croissance, mais il sera difficile d'y parvenir dans le contexte de l'augmentation rapide de la population active indiquée par les projections pour les prochaines décennies et dont une grande partie devra être absorbée par le secteur agricole. L'action publique pourrait viser à atténuer les obstacles à la transformation structurelle dans des domaines essentiels comme l'éducation et le climat de l'activité économique, et à formuler une stratégie claire pour faire face aux défis posés par une forte croissance démographique.

A. Croissance, volatilité et productivité

1. La croissance au sein de l'UEMOA a été relativement faible et extrêmement volatile pendant les 25 dernières années (graphique 1). Si le niveau de leur revenu par habitant était, au départ, plus faible, les pays de l'UEMOA – en moyenne et individuellement – ont connu une croissance plus lente que le reste de l'Afrique subsaharienne au cours des 25 dernières années. Le taux de croissance moyen du PIB réel par habitant étant de seulement 0,5 % sur les 25 dernières années, l'UEMOA affiche de moins bons résultats que des ensembles de pays pairs d'Afrique subsaharienne et d'Asie, qui avaient des revenus par habitant similaires à ceux des pays de l'Union en 1990, mais qui sont maintenant environ deux fois plus riches sur la base des données en PPP². L'insuffisance des résultats est encore plus prononcée depuis le début du siècle; bien que la croissance au sein de l'UEMOA ait été plus faible en termes absolus dans les années 90, les années 2000 semblent, en fait, être une décennie perdue. Durant cette période, la croissance a démarré dans de nombreux pays à faible revenu, mais elle ne s'est que faiblement accélérée dans l'UEMOA. Elle y est restée également relativement plus volatile que dans les pays pairs, bien qu'elle se soit ralentie au cours des dernières années.

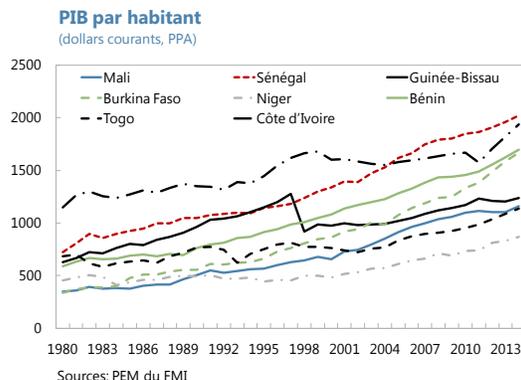
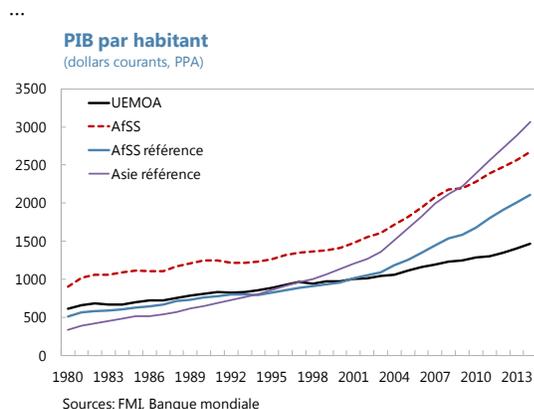
¹ Préparé par John Hooley et Monique Newiak.

² L'UEMOA avait un revenu par habitant de 805 dollars en PPP en 1990, et de 1 401 dollars en 2013. Un groupe de pays pairs d'Afrique subsaharienne, composé du Lesotho, du Kenya, du Rwanda, du Ghana, de la Tanzanie, de la Zambie et de l'Ouganda affichait un revenu par habitant moyen de 765 dollars en 1990 et de 2 003 dollars en 2013. Un groupe de pays pairs d'Asie composé de l'Inde, du Lao, du Bangladesh, du Vietnam et du Cambodge avait, quant à lui, un revenu moyen par habitant de 649 dollars en 1990 et de 2 887 dollars en 2013.

Graphique 1. UEMOA: Croissance et volatilité

La croissance de la production par habitant dans l'UEMOA a été relativement faible au cours des 20 dernières années

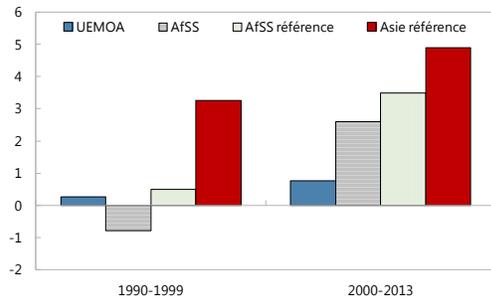
... en moyenne et dans chaque pays membre.



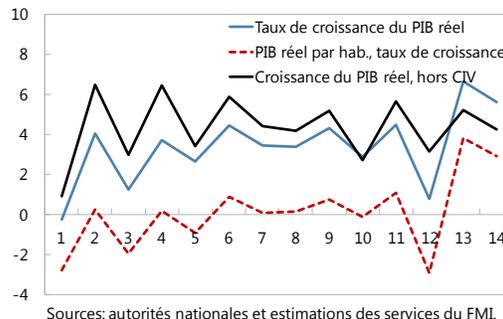
La croissance a été particulièrement lente dans les années 2000 par rapport aux pays pairs – signe d'une « décennie perdue »?

La croissance a également été volatile...

Croissance du PIB réel par habitant 1990-2013
(en pourcentage)



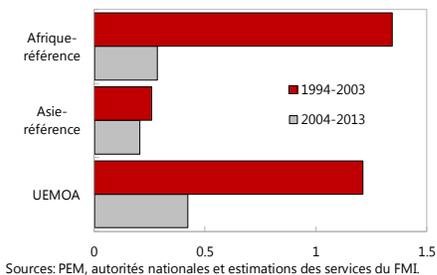
Croissance du PIB réel, 2000-2013
(Variation annuelle en pourcentage)



... et ce davantage que dans les pays pairs.

La volatilité de la croissance du PIB est bien moins importante à l'échelle globale qu'au niveau des différents secteurs, car les services ont un effet contracyclique par rapport à l'agriculture et à l'industrie.

Volatilité relative, 1994-2013
(Ratio écart-type/taux de croissance moyen par période)



Matrice corrél. croisées (1970-2012)				
	PIB	Agricul.	Secondai.	Tertiaire
PIB	1	0.23	0.34	0.71
Agriculture	0.23	1	0.38	-0.30
Secondaire	0.34	0.38	1	-0.22
Tertiaire	0.71	-0.30	-0.22	1

Écart-type (1970-2012)				
	PIB	Agriculture	Secondai.	Tertiaire
	2.72	5.86	4.36	4.51

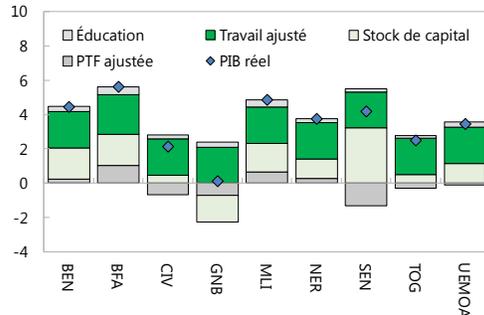
Sources: Comptes nationaux de l'ONU

2. La lenteur de la croissance semble tenir à la faiblesse relative de l'accumulation de capital humain et de la productivité totale des facteurs (graphique 2). L'analyse montre, lorsque l'on décompose la croissance au cours des deux dernières décennies, que cette dernière peut être imputée pour les deux tiers à l'accumulation de main-d'œuvre et pour près d'un tiers à l'accumulation de capital. En revanche, sa faiblesse semble avoir essentiellement tenu au capital humain et à la productivité qui sont les facteurs pour lesquels l'UEMOA affiche le plus de retard par rapport aux autres pays. Les taux d'éducation de base de l'UEMOA sont nettement inférieurs à ceux des pays de référence d'Asie subsaharienne et d'Asie, et sont répartis de manière beaucoup plus inégale entre les groupes de population. L'efficacité des investissements publics reste relativement faible, et les importants obstacles rencontrés dans le cadre de l'activité économique entravent les opérations d'un secteur privé productif (voir également la note sur l'évaluation de la stabilité extérieure). Ces «déficits» des facteurs indiquent que les politiques publiques devraient viser l'accès à l'éducation et la qualité de cette dernière, les réformes de gestion des finances publiques (GFP), et les principaux domaines du cadre de l'activité économique, comme le respect des contrats et une alimentation en électricité efficace.

Graphique 2. UEMOA: Productivité

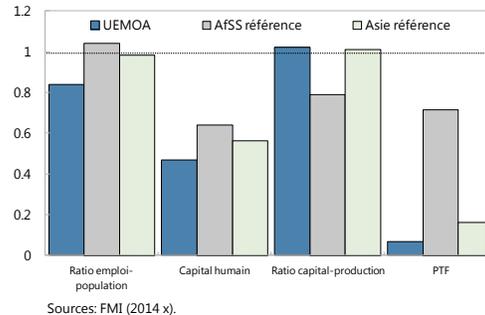
La croissance a été essentiellement tirée par l'accumulation de main-d'œuvre et de capital au cours des 10 dernières années ...

Contribution moyenne au taux de croissance annuel
(en points de pourcentage, 1995-2012)



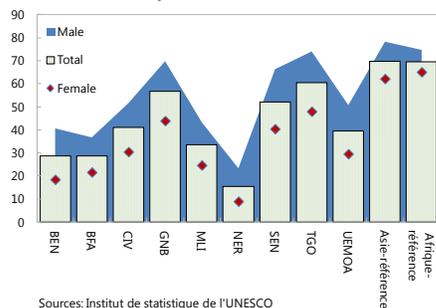
... tandis que les niveaux des autres intrants factoriels sont relativement faibles. Les politiques devraient viser à ...

Intrants factoriels
(par rapport aux niveaux des États-Unis)



... améliorer le capital humain en accroissant la quantité, la qualité et l'égalité des services d'éducation ...

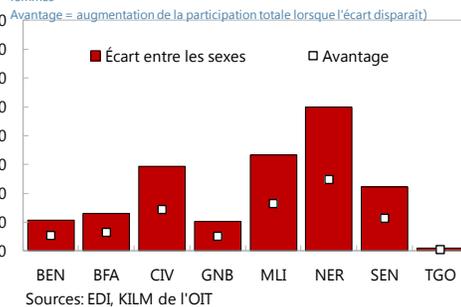
Taux d'alphabétisation des adultes, 2012 ou dernière année disponible



... renforcer la population active, par exemple en accroissant la participation des femmes à la main-d'œuvre...

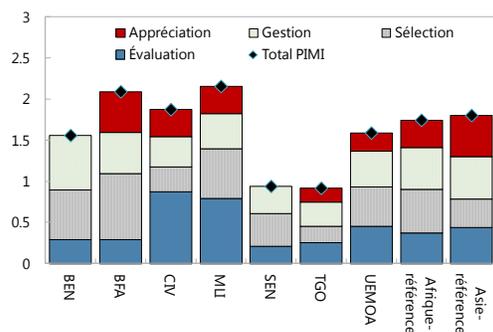
Gains résultant de l'égalité entre les sexes

(Écart entre les sexes = participation à la vie active des hommes moins celle des femmes)



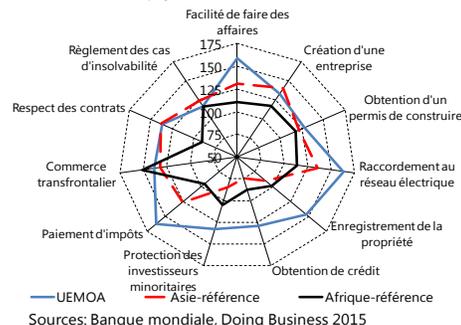
...augmenter les gains de productivité totale des facteurs en accroissant l'efficacité des investissements publics ...

Efficacité des investissements publics (score PIMI)
(Selon Dabla-Norris et al., 2011)



... Et améliorer le cadre de l'activité économique.³

Facilité de faire des affaires 2015
(Classement sur 189 pays)



³ Les indicateurs Doing Business sont à interpréter avec prudence en raison du nombre limité de répondants, de la couverture géographique restreinte et des hypothèses normalisées concernant les contraintes pour les entreprises et la disponibilité de l'information.

B. Évolution récente de la structure de la production et des exportations

Production

3. Il n'existe guère d'indication que l'UEMOA a connu des transformations structurelles au cours des ans (graphique 3). La composition sectorielle de la production est restée remarquablement stable, et cette dernière reste peu diversifiée. Le secteur des services contribue pour plus de 50 % à l'activité économique, contre près environ 30 % pour l'agriculture et moins de 20 % pour le secteur industriel, et ces proportions n'ont pratiquement pas changé depuis 1970 qui est la première année pour laquelle on dispose de données. Le degré de diversification – basée sur un indice de Theil (encadré 1) – est également faible et stagne, tandis que, dans les pays de référence qui affichent une croissance plus rapide, la production s'est très fortement diversifiée au cours des années.

4. L'UEMOA connaît un phénomène de désindustrialisation modérée, tandis que le secteur industriel se développe rapidement dans les pays de référence. La contribution du secteur manufacturier à la production est tombée de 14 % à 10 % dans l'UEMOA tandis qu'elle est passée de 10 % à 16 % dans le groupe des pays pairs d'Asie entre 1990 et 2012. En revanche, la part du secteur agricole a diminué au cours des années dans les pays à faible revenu tandis qu'elle est restée élevée dans l'UEMOA.

Encadré 1. UEMOA : diversification et qualité des exportations (FMI 2014a et Henn *et al.*, 2013)

La diversification des produits d'exportation est indiquée par l'indice de Theil qui peut être décomposé en deux sous indices : un sous-indice «intergroupe» est un sous-indice «intragroupe» :

$$\begin{aligned} \text{Indice de Theil} &= \frac{1}{N} \sum_i^N \frac{\text{Valeur exportation}_i}{\text{Valeur moyenne exp.}} \cdot \ln \frac{\text{Valeur exportation}_i}{\text{Valeur moyenne exp.}} \\ &= \text{Theil}_{\text{intergroupe}} + \text{Theil}_{\text{intragroupe}} \end{aligned}$$

relation dans laquelle i est l'indice dénotant le produit et N le nombre total de produits. L'indice «intergroupe» de Theil prend en compte la *marge extensive* de la diversification, c'est-à-dire le nombre de produits, tandis que l'indice «intragroupe» de Theil prend en compte la *marge intensive* (la part des produits).

Diversification des partenaires d'exportation. L'indice de Theil peut également être établi pour les différents partenaires d'exportation. Dans ce cas, les indices i et N représentent, respectivement, les partenaires d'exportation et le nombre de partenaires d'exportation dans la relation précédente.

La qualité des exportations est mesurée par la valeur unitaire des exportations ajustée au titre des différences des coûts de production, de la distance relative par rapport au partenaire commercial et au niveau de développement du pays, sur la base de la relation suivante :

$$\text{Prix échanges}_{mxt} = \alpha_0 + \alpha_1' \ln \text{qualité non observable}_{mxt} + \alpha_2' \ln \text{Revenu p. h}_{mxt} + \alpha_3' \ln \text{Distance}_{mxt} + \text{Erreur}_{mxt}$$

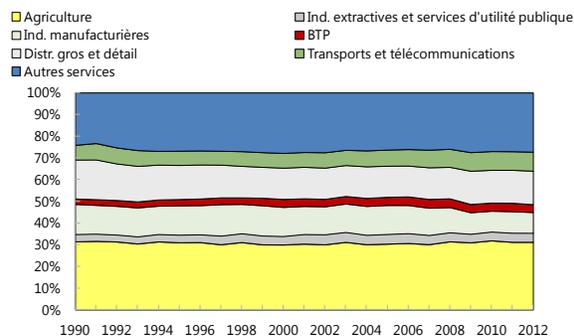
dans laquelle les indices m , x , et t dénotent respectivement l'importateur, l'exportateur et la période.

Graphique 3. UEMOA: Diversification de la production

La structure de la production est restée remarquablement stable dans le temps...

Structure de la production

(en pourcentage de la production totale)



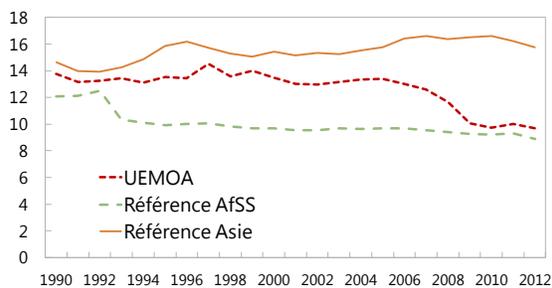
Source: Comptes nationaux, ONU

Le secteur manufacturier s'est légèrement contracté dans l'UEMOA, mais s'est développé dans les pays de référence

...

Part de la production manufacturière

(en pourcentage du PIB)

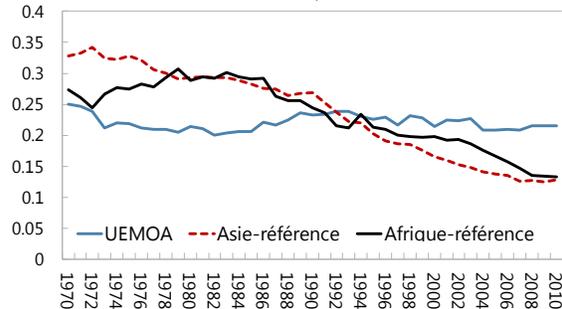


Source: Comptes nationaux, ONU

... par comparaison à celle des pays pairs, dont la production s'est nettement plus diversifiée.

Diversification de la production

(Indice de Theil; Valeurs inférieures= plus diversifié)

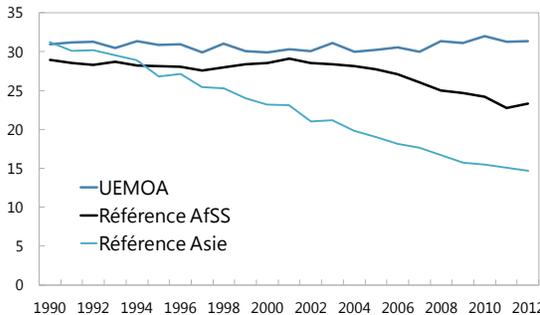


Source: FMI (2014a).

... dont le secteur agricole a diminué, alors qu'il est resté tout aussi important qu'auparavant dans l'UEMOA.

Parts de la production agricole

(en pourcentage du PIB)



Source: Comptes nationaux, ONU

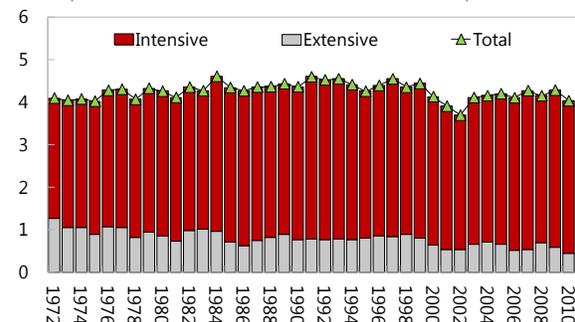
Exportations

5. Les exportations ne se sont, dans l'ensemble, pas diversifiées (graphique 4). Malgré quelques variations entre les pays de l'UEMOA, les exportations ne se sont, en moyenne, pas diversifiées. Par contre, l'on constate une diversification relativement importante après 1990 dans les pays de référence africains qui ont rattrapé les pays de référence asiatiques, dont les niveaux de diversification étaient, au départ, déjà relativement élevés. Le nombre de partenaires d'exportation a dans l'ensemble augmenté, mais les principaux partenaires d'exportation continuent d'occuper une place prépondérante (voir également la note sur l'application du tarif extérieur commun de la CEDEAO).

Graphique 4. UEMOA: Diversification des produits et des partenaires d'exportation

Les progrès réalisés en matière de diversification des produits d'exportation sont dans l'ensemble minimes ...

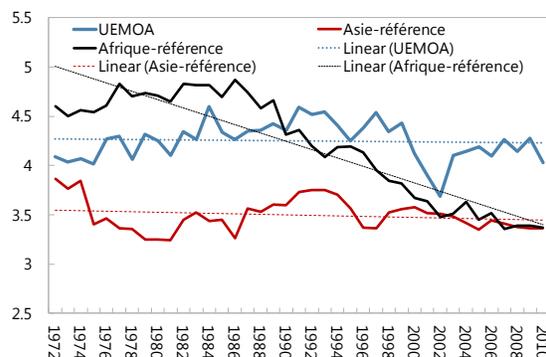
UEMOA: Diversification des produits d'exportation
(Décomposition de l'indice de Theil, valeurs inférieures = plus diversifié)



... par rapport à ceux des pays de référence.

Diversification des produits d'exportation

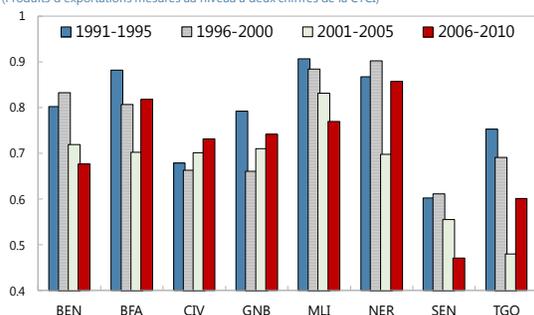
(Décomposition de l'indice de Theil, valeurs inférieures = plus diversifié)



Les exportations concernent généralement quelques produits importants dans la majorité des pays.

Part des trois principaux produits d'exportation dans le total des exportations, 1991-2010

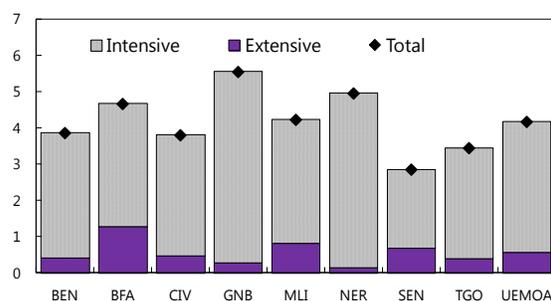
(Produits d'exportations mesurés au niveau à deux chiffres de la CTCl)



Le Sénégal et le Togo semblent avoir les économies les plus diversifiées de la région.

Diversification des produits d'exportation, 2006-2010

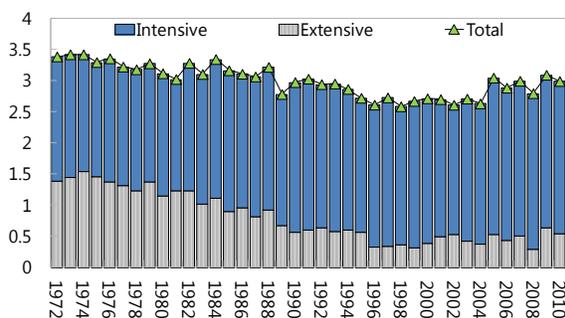
(Décomposition de l'indice de Theil, valeurs inférieures = plus diversifié)



Le nombre de partenaires d'exportation augmente dans l'UEMOA, mais la concentration des partenaires reste forte...

UEMOA: Diversification des partenaires d'exportation

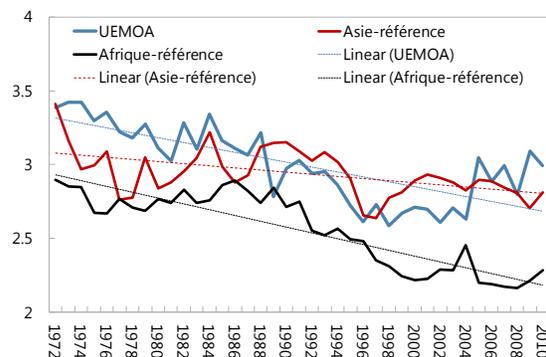
(Décomposition de l'indice de Theil, valeurs inférieures=plus diversifié)



... et la diversification globale reste faible par rapport aux pays africains de référence.

Diversification des partenaires d'exportation

(Décomposition de l'indice de Theil, valeurs inférieures=plus diversifié)



Source : FMI (2014a).

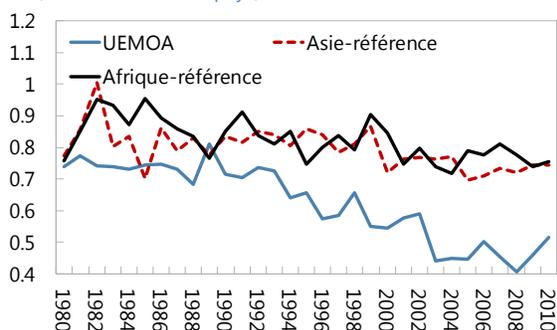
6. La qualité relative des exportations diminue dans certains secteurs et stagne dans d'autres (graphique 5). Bien qu'elle ne soit guère différente de ce qu'elle est dans les pays de référence, la qualité moyenne des exportations de produits agricoles et manufacturés stagne. La qualité relative des exportations de produits de base diminue progressivement depuis les années 90, et elle semble être maintenant bien inférieure à celle des pays de référence. Le dernier diagramme du graphique 6 indique la qualité des exportations pour chacun des cinq principaux secteurs (niveau à deux chiffres de la CTCI) dans chaque pays de l'UEMOA. Il montre que, si certains pays sont parvenus à produire un produit de haute qualité dans au moins l'un de leurs principaux secteurs d'exportation, les exportations restent concentrées dans les secteurs de relativement faible qualité dans de nombreux pays.

Graphique 5. UEMOA: Qualité des exportations

La qualité des exportations de produits de base a relativement diminué au cours des 20 dernières années.

Qualité des produits de base

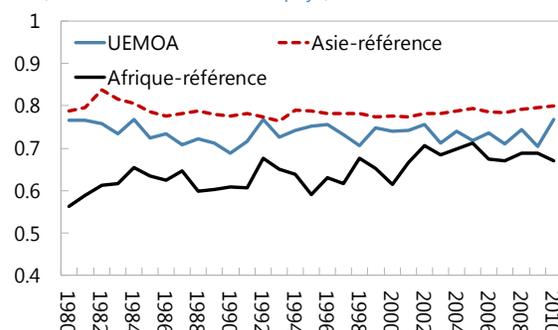
(1 = 90^e de tous les pays)



La qualité des produits manufacturés est satisfaisante sur la base des normes de l'Afrique subsaharienne, mais moins satisfaisante par rapport à d'autres références.

Qualité des produits manufacturés

(1 = 90^e centile de tous les pays)



Dans certains pays de l'UEMOA, les principales industries d'exportation sont celles dont les produits sont de relativement moins bonne qualité.

Qualité des exportations des cinq principaux secteurs d'exportation

(1=90^e centile de qualité de tous les pays; la taille des bulles est proportionnelle à la part des produits)



Source : FMI (2014a).

C. Promouvoir la croissance par le biais des transformations structurelles et de la diversification

7. La transformation structurelle et la diversification de la production offrent la possibilité de promouvoir la croissance et de réduire la volatilité au sein de l’UEMOA. En réaffectant des ressources de secteurs à faible productivité, comme l’agriculture, vers des secteurs ayant une plus forte productivité, comme les industries manufacturières, la transformation structurelle « intersectorielle » peut promouvoir la productivité globale. Il est également possible de procéder à des transformations structurelles « intrasectorielles » en tirant des gains de productivité, par exemple, de l’amélioration de la qualité des produits et services existants, du ciblage de la production sur des activités ayant une valeur ajoutée relativement élevée ou de la diversification de la production au profit de nouveaux produits ayant une forte valeur ajoutée. La diversification de la production peut non seulement procurer des avantages en accroissant les rendements, mais aussi réduire la volatilité de la croissance, puisque les nouveaux produits et services seront probablement exposés à des chocs différents au niveau de la demande et de l’offre que les produits et services existants.

8. Les avantages pourraient être importants, selon les estimations (graphique 6)⁴. Une réaffectation d’un point de pourcentage de la main-d’œuvre du secteur agricole au secteur manufacturier (en maintenant les niveaux de productivité sectoriels constants) pourrait entraîner une augmentation de la production de 1,1 %, en raison de l’important écart entre les niveaux de productivité de la main-d’œuvre entre les deux secteurs. De même, une augmentation de la productivité agricole de 1 % (si l’on maintient l’allocation des ressources constantes) entraînerait un accroissement de la production globale de 0,3 %, en raison de la concentration de main-d’œuvre dans ce secteur. Accroître le degré de diversification de la production pour le porter au niveau observé dans les pays de référence pourrait se traduire par un accroissement de la croissance moyenne de 0,6 % à 0,9 %. Selon le FMI (2014a), une plus grande diversification des exportations produirait des résultats similaires. Un accroissement d’un écart-type de la diversification des exportations des pays à faible revenu entraînerait une augmentation du taux de croissance de l’ordre de 0,8 point de pourcentage, ce qui se traduirait par un gain de croissance potentielle d’un demi-point de pourcentage si le degré de diversification des exportations était porté au niveau observé dans les pays de référence d’Asie ou d’Afrique subsaharienne. Cette diversification aurait également pour effet de nettement réduire la volatilité de la croissance de la production.

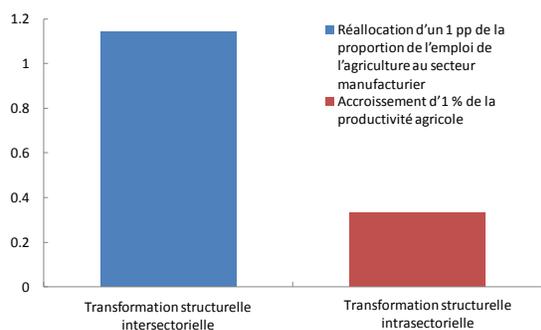
⁴ L’ampleur de ces gains de croissance potentielle varie d’un pays membre à un autre en fonction de leur structure, de leur niveau de productivité et de leur degré de diversification initiaux.

Graphique 6. UEMOA: Gains résultants de la transformation structurelle, de la diversification et de l'amélioration de la qualité

Une transformation structurelle même relativement modeste dans la région pourrait stimuler la croissance dans une mesure importante.

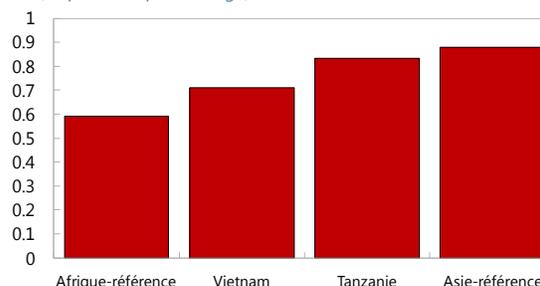
Diversifier la production de la région dans une mesure comparable aux pays de référence pourrait fortement stimuler la croissance ...

Gains de production potentiels de la transformation structurelle (en pourcentage du PIB réel)



Sources: Comptes nationaux de l'ONU, WDI et estimations des services du FMI

Effets sur la croissance potentielle d'un accroissement de la diversification dans l'UEMOA jusqu'aux niveaux de référence (en points de pourcentage)

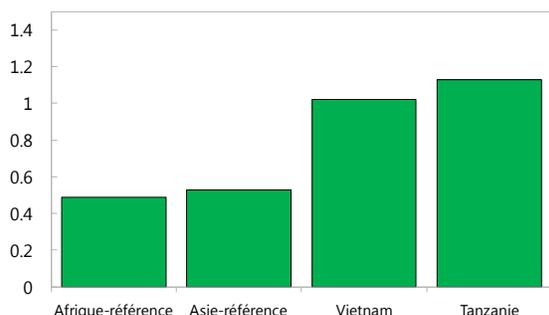


... de même qu'une plus grande diversification des exportations.

La volatilité pourrait diminuer d'autant.

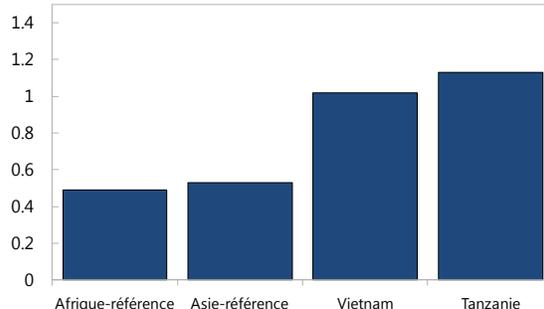
Effets sur la croissance d'une diversification accrue dans l'UEMOA

(Augmentation du taux de croissance annuel, moyenne 2001-2010)



Baisse de la volatilité due à une diversification accrue dans l'UEMOA

(Baisse de la volatilité moyenne sur cinq ans, points de pourcentage)

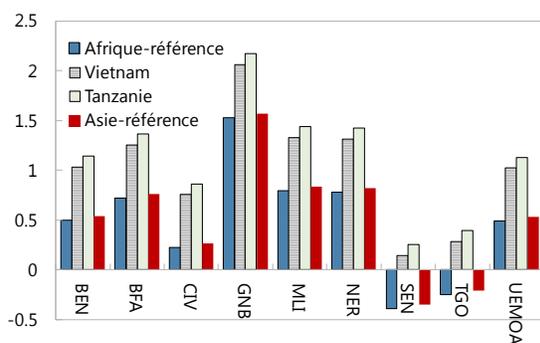


Les effets d'une plus grande diversification sur la croissance potentielle varient selon les pays de l'UEMOA.

Porter la qualité des produits manufacturiers au niveau de référence pourrait également stimuler la croissance.

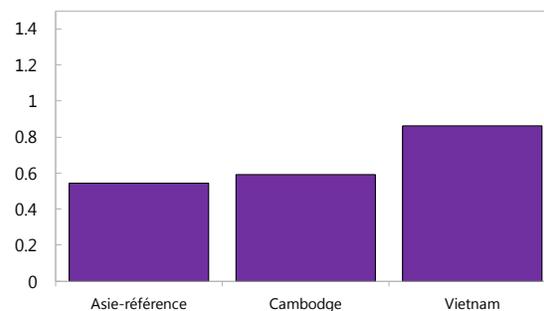
Effets sur la croissance d'une diversification accrue entre les pays de l'UEMOA

Augmentation du taux de croissance annuel, moyenne 2001-2010



Effets sur la croissance d'une hausse de la production manufacturière aux niveaux de référence

(Augmentation du taux de croissance annuel, moyenne 2001-2010)



Sources : FMI (2014a) et calculs des auteurs.

9. Les mesures prises pour promouvoir les transformations structurelles et la diversification devraient viser à remédier aux faiblesses du marché qui font obstacle à l'adoption de nouvelles lignes d'activité économique (FMI, 2014a). L'UEMOA est confrontée à de nombreuses faiblesses du marché, qui concernent la fourniture d'infrastructures, l'accumulation de capital humain, la fourniture de financements, l'établissement de réseaux commerciaux et le fonctionnement des marchés des facteurs, le cadre réglementaire et institutionnel et la création et la gestion d'idées. Les comparaisons internationales et différentes études de cas montrent que l'adoption de mesures axées sur ces domaines peut favoriser les processus de transformation structurelle et de diversification, tandis que les résultats sont moins nets en ce qui concerne les résultats que peuvent produire des mesures plus ciblées visant le secteur industriel (encadré 2). Cela dit, dans l'UEMOA, le secteur agricole mérite une attention particulière parce qu'il est possible de fortement améliorer la productivité et la qualité des produits et parce que ce secteur emploie une grande partie de la population (encadré 3).

Encadré 2. UEMOA : réformes propices à une transformation structurelle (fondé sur FMI 2014a)

Bien qu'il n'existe pas de réforme miracle source de transformation structurelle, les études de cas et les comparaisons internationales font ressortir les effets positifs des politiques générales décrites ci-après (FMI 2014a, FMI 2013). Plusieurs d'entre elles peuvent être appliquées aussi bien au niveau national qu'au niveau régional.

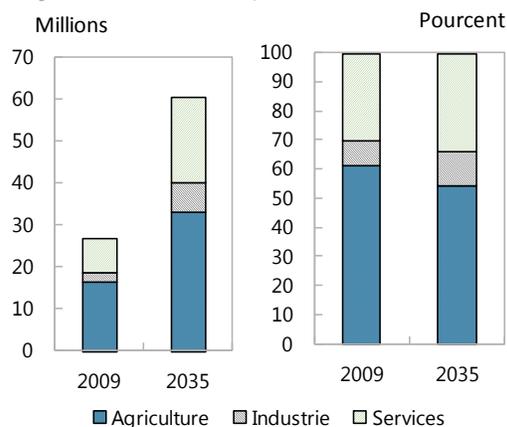
- *Stabilité macroéconomique.* Au Vietnam, au Rwanda, en Malaisie et en Tanzanie, les bons résultats obtenus dans le domaine de la diversification ont coïncidé avec la poursuite de politiques macroéconomiques plus résolues et une plus grande stabilité.
- *Entrée sur le marché.* L'abaissement des obstacles à l'entrée sur le marché peut inciter les entrepreneurs à élargir la portée de leurs activités. Le Vietnam est revenu sur sa politique de collectivisation, et un secteur agricole plus diversifié s'est constitué. Au Rwanda, un important programme de cession d'entreprises d'État a stimulé l'activité du secteur privé et, en Tanzanie, le démantèlement du système de distribution de l'État a aussi eu un impact positif sur le secteur privé. La libéralisation du marché de l'électricité est également associée à un plus haut degré de transformation structurelle.
- *Éducation.* Il existe un lien entre le niveau d'éducation et la diversification et la qualité des exportations. Au Vietnam, le nombre d'années d'instruction a augmenté d'environ 50 % en seulement 20 ans. Au Rwanda, tous les élèves peuvent poursuivre leurs études jusqu'à la fin de la neuvième année.
- *Institutions et cadre de l'activité économique.* Henn *et al.* (2013) montre qu'une augmentation d'un écart-type de la qualité des institutions est associée à un accroissement de 0,3 de la qualité. Au Bangladesh, l'élimination des obstacles bureaucratiques est associée à la réalisation d'importants investissements dans les zones franches pour l'industrie d'exportation.
- *Politiques industrielles.* La fourniture d'un appui à des industries particulières a produit des résultats mitigés. En Malaisie et au Bangladesh, le ciblage d'industries déterminées a donné de bons résultats, mais les secteurs ciblés ont pris une importance considérable, ce qui s'est traduit par une diminution de la diversification des exportations. Dans les économies dominées par les ressources naturelles, toutefois, ce type de ciblage peut favoriser le processus de diversification.

Encadré 3. UEMOA : la contribution de l'agriculture à la transformation structurelle

Le secteur agricole est à l'origine d'une part importante de la production, de l'emploi et du commerce extérieur dans l'UEMOA, et il est probable que cette situation persistera à moyen terme, même si le secteur manufacturier se développe. Une transformation structurelle du secteur agricole par le biais d'accroissements de la productivité des activités existantes et de l'amélioration des résultats extérieurs du secteur devrait donc constituer des objectifs fondamentaux d'une politique de stimulation de la croissance.

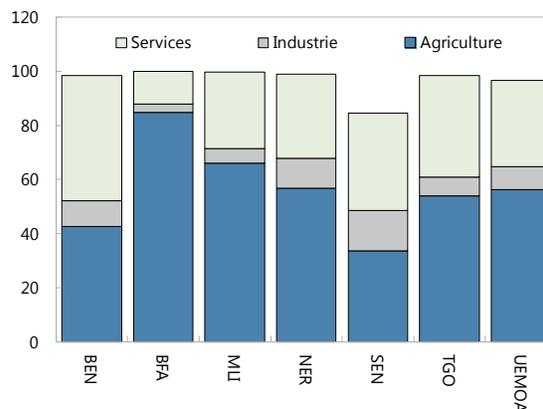
L'agriculture est le plus gros employeur dans l'UEMOA, de sorte qu'une croissance solidaire dépend de ses perspectives. L'agriculture emploie actuellement environ 60 % de la population active de l'UEMOA, et restera probablement le principal employeur à moyen terme. Sur la base de la méthodologie présentée dans Fox et Thomas (2014), le nombre de travailleurs employés dans l'agriculture pourrait doubler au cours des 20 prochaines années, tandis que leur part dans l'emploi total ne serait ramenée que d'environ 60 % à 50 %.

Projections de l'emploi par secteur



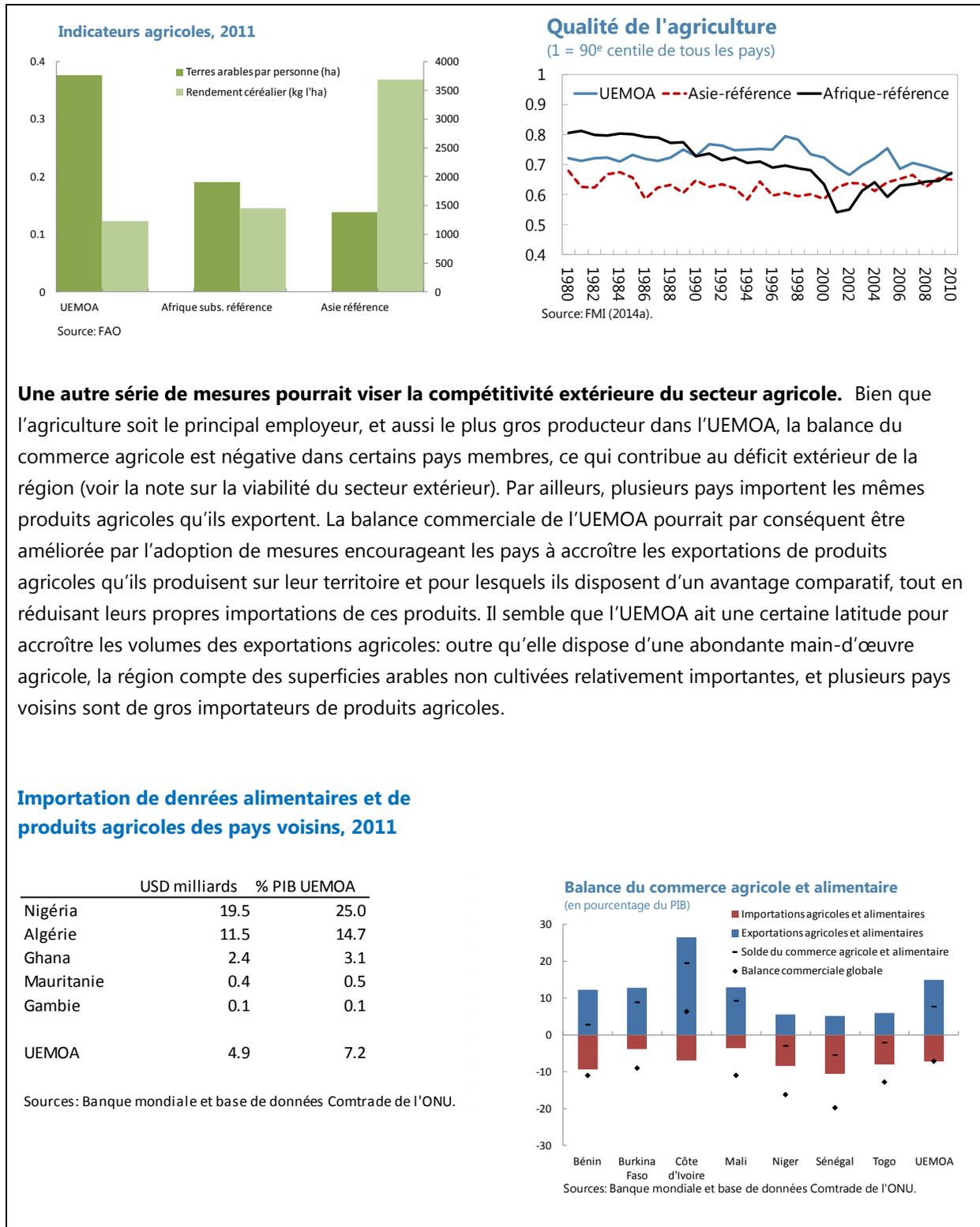
Note: basé sur le modèle de Fox et Thomas (2013). Les projections ne comprennent ni la Côte d'Ivoire ni la Guinée-Bissau faute de données sur l'emploi par secteur

Emploi par secteur, 2011 ou dernière année disponible (en pourcentage de l'emploi total)



Sources: WDI 2014, KILM de l'OIT

Les mesures visant à améliorer la productivité dans l'agriculture pourraient être celles qui recueillent le plus d'adhésion à moyen terme. Il est probable que l'offre de main-d'œuvre agricole restera soutenue, ce qui indique que d'importantes transformations structurelles «intersectorielles» (par le biais de la réaffectation d'une forte proportion de la part de la population active du secteur agricole au secteur manufacturier) ne risquent guère de se matérialiser à moyen terme. Il vaudrait mieux que les mesures visent à obtenir des gains de productivité dans le secteur agricole. Les données montrent que la productivité agricole est relativement faible dans l'UEMOA, de sorte qu'il existe de fortes possibilités de l'améliorer. Par exemple, les rendements des céréales restent inférieurs à ceux observés dans les pays de référence, tandis que la qualité relative des exportations agricoles évolue à la baisse.



D. Évolution démographique et emploi

10. Il faudra plusieurs années pour procéder à des transformations structurelles et améliorer la diversification dans un contexte caractérisé par une évolution démographique source de difficultés (graphique 7). Les taux de fécondité observés dans l'UEMOA continuent d'être parmi les plus élevés au monde, malgré la rapide baisse de la mortalité infantile et juvénile. La population de l'UEMOA est donc jeune; en 2010, pratiquement la moitié des habitants de l'Union était âgés de moins de 15 ans. Les effectifs de population pourraient doubler au cours des 20 prochaines années pour passer d'environ 100 à 200 millions de personnes, ce qui se traduirait par une augmentation annuelle nette de la population active de l'ordre de 1,3 million de personnes.

11. Une population jeune offre à l'UEMOA la possibilité de bénéficier d'un dividende de «croissance» qui pourrait être considérable (FMI, 2015). Selon les projections démographiques de l'ONU, l'UEMOA va connaître une transition démographique au cours des prochaines décennies, caractérisée par une baisse des taux de mortalité infantile et de fécondité, qui aura pour effet d'accroître la proportion de la population en âge de travailler par rapport à la population globale (encadré 4). Si les taux de fécondité observés dans l'UEMOA diminuent par rapport à leur niveau actuel, qui est de 5,7 enfants par femme, pour tomber à 3,8 (scénario le plus optimiste de l'ONU), la part de la population en âge de travailler passera de 52 % à 58 % à l'horizon 2035. Cette transition démographique se caractériserait par une augmentation de la population qui peut être économiquement productive et générer des revenus, un accroissement des recettes budgétaires et un allègement de la charge constituée par les dépenses budgétaires au titre de services tels que les services de santé et d'éducation. Ces effets pourraient avoir un important impact sur la croissance. Selon les estimations présentées dans une récente étude (Drummond *et al*, 2014), une augmentation d'un point de pourcentage de la population en âge de travailler entraînerait un accroissement du taux de croissance du PIB réel par habitant de 0,5 point de pourcentage.

12. Mais le «dividende de croissance» pourrait rester hors d'atteinte si les taux de fécondité continuaient de diminuer modérément ou si le marché du travail ne parvenait pas à absorber les nouveaux arrivants dans des activités productives. Si les taux de fécondité de l'UEMOA ne diminuent pas par rapport aux niveaux élevés auxquels ils se trouvent actuellement, la proportion de la population en âge de travailler demeurera constante, et ni la transition démographique ni le dividende de croissance correspondant ne se matérialiseront à moyen terme. Ce scénario ne serait en outre pas sans effet sur la croissance: par suite de sa rapide augmentation, la population continuera en effet d'exercer des pressions considérables sur des services publics et des infrastructures qui sont déjà insuffisants pour les effectifs de population actuels (Guengant et May, 2013). De surcroît, même si les taux de fécondité diminuent, il est possible que l'augmentation de la proportion de la population en âge de travailler ne procure aucun avantage en termes de croissance. Selon de récentes données (Fox et Thomas, 2013), il semblerait qu'il existe des limites à la rapidité avec laquelle le secteur manufacturier et le secteur des services peuvent absorber de nouveaux travailleurs, ce qui force la main-d'œuvre excédentaire à rechercher des emplois informels dans une agriculture à faible productivité (souvent de subsistance) (voir encadré 3), ou à se retrouver

au chômage. Ces deux situations posent des risques pour la croissance de la productivité globale, les niveaux de pauvreté et la cohésion sociale.

13. Les responsables de l'action publique souhaitant promouvoir la transformation structurelle ne peuvent pas faire abstraction de ces défis démographiques. L'arrivée d'un grand nombre de travailleurs supplémentaires pourrait être très favorable pour la transformation structurelle et la diversification, car les jeunes sont probablement plus enclins que les travailleurs en place à participer à de nouvelles activités économiques. Les politiques devraient donc viser à assurer la réalisation de la transition démographique, en gérant les taux de fécondité (par exemple en encourageant un recours accru à la contraception), et à exploiter les avantages procurés en termes de croissance par la transition en assurant les services d'éducation nécessaire pour que les nouveaux arrivés sur le marché du travail aient les compétences nécessaires pour pouvoir être pleinement employés dans des activités à forte valeur ajoutée.

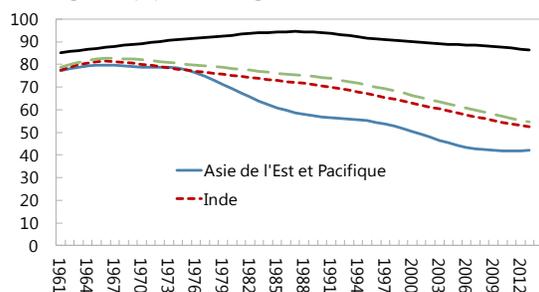
Encadré 4. UEMOA : le dividende démographique

Le dividende de croissance due à la transition démographique provient de deux sources (Mason et Lee, 2006, et FMI, 2015). La première est la forte croissance de la population en âge de travailler suivie par une baisse des taux de fécondité, qui se traduit par une diminution des taux de dépendance économique. La deuxième fait sentir ses effets plus tard: les parents ont moins d'enfants et accumulent une épargne pour leurs vieux jours. Étant donné le grand nombre de jeunes qui, selon les projections, devraient arriver sur le marché du travail au cours des prochaines décennies dans l'UEMOA, l'Union pourrait bénéficier du premier dividende si les taux de fécondité diminuent.

Le dividende démographique est important dans plusieurs pays. Dans le cas de l'Inde, Aiyar et Mody (2011) estiment que 40 à 50 % de la croissance par habitant est imputable au dividende démographique depuis les années 70. En Asie de l'Est, la transition démographique a probablement contribué pour un quart à deux cinquièmes à un taux de croissance du PIB par habitant qui s'est établi aux environs de 6 % entre 1965 et 1990 (Bloom *et al.*, 2003). Toutefois, même lorsque le ratio de la population en âge de travailler à la population totale augmente, les effets sur la croissance du dividende démographique ne sont pas automatiques. L'évolution démographique doit être complétée par des investissements dans l'éducation pour assurer l'arrivée sur le marché du travail d'une main-d'œuvre productive et mieux rémunérée.

Taux de dépendance, 1961-2013

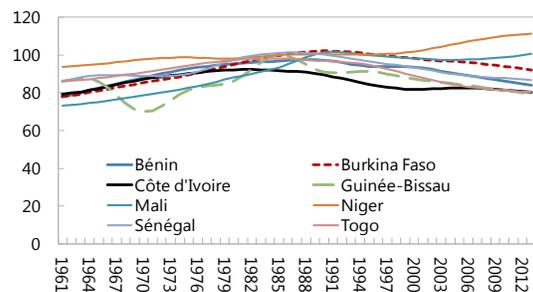
(Personnes âgées de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans en pourcentage de la population en âge de travailler)



Sources: WDI, Perspectives démographiques mondiales de l'ONU

Taux de dépendance, 1961-2013

(Personnes âgées de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans en pourcentage de la population en âge de travailler)

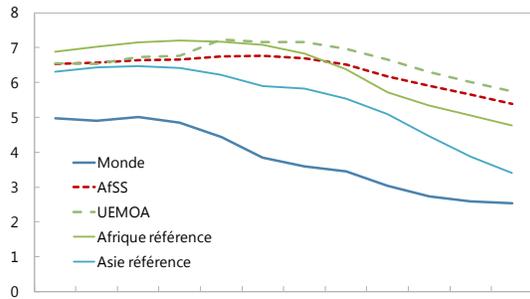


Sources: WDI, Perspectives démographiques mondiales de l'ONU

Graphique 7. UEMOA: Situation démographique

Les taux de fécondité dans l'UEMOA sont parmi les plus élevés du monde et n'ont que légèrement diminué au cours des dernières décennies..

Taux de fécondité
(Nombre d'enfants par femme)

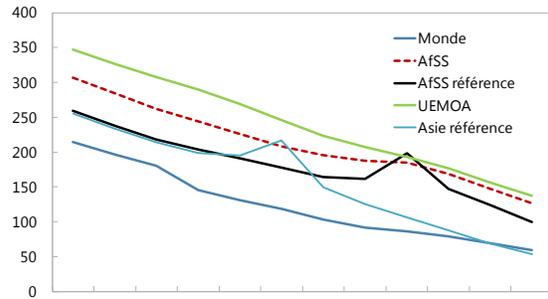


Sources: projections démographiques de l'ONU, 2012

.. malgré une rapide baisse des taux de mortalité infantile et juvénile..

Mortalité infantile et juvénile

(Décès des enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes)



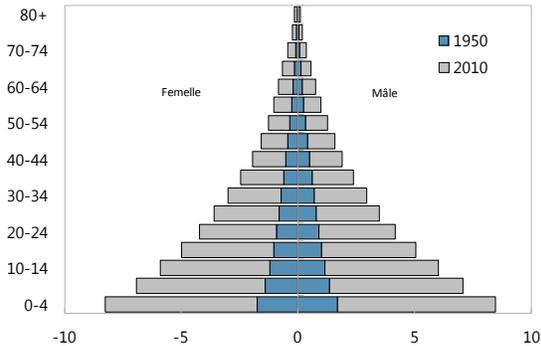
Source: Projections démographiques de l'ONU

La population est donc très jeune, puisque la moitié d'entre elle a moins de 24 ans....

... et la population active devrait compter environ 1,3 million de travailleurs de plus chaque année jusqu'en 2035

Pyramide des âges- UEMOA

(Millions)

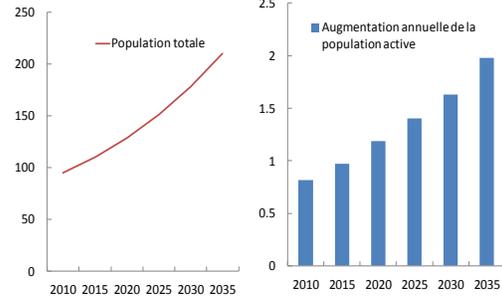


Sources: projections démographiques de l'ONU, 2012

Une baisse des taux de fécondité serait extrêmement favorable à la population en âge de travailler et permettrait de tirer de l'évolution démographique un «dividende de croissance».

Projections démographiques pour l'UEMOA

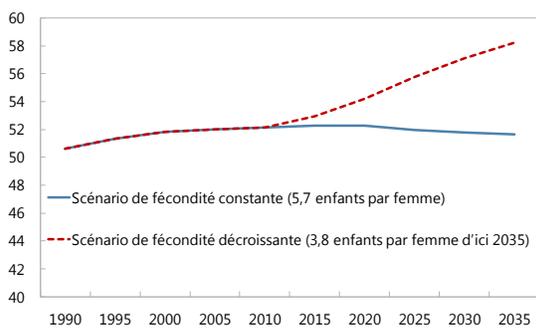
(In Millions)



Sources: Projections démographiques de l'ONU, 2012
Note: Basées sur les taux de participation actuels

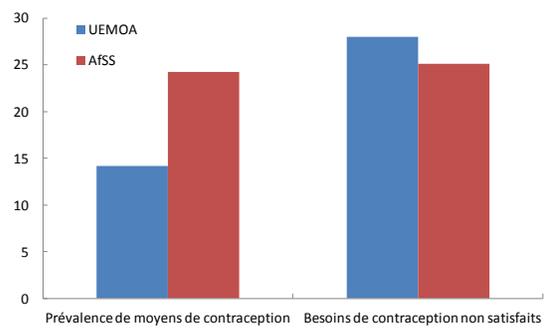
Il sera difficile de faire baisser le taux de fécondité, mais les politiques menées en ce domaine pourraient viser à accroître le recours à des moyens de contraception par les femmes qui le souhaitent.

Proportion de la population en âge de travailler (15-64)
(Pourcentage de la population totale)



Sources: Projections démographiques de l'ONU, 2012

Prévalence de la contraception et besoins non satisfaits
(Pourcentage des femmes de 15 à 49 ans)



Sources: WDI

Références

- Aiyar, Shekhar and Ashoka Mody (2011): The Demographic Dividend: Evidence from the Indian States. IMF WP/11/38.
- Bloom, E., D. Canning, and J. Sevilla, (2003), "The Demographic Dividend. A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change," RAND, MR-1274.
- Dabla-Norris, Era, Giang Ho, Kalpana Kochhar, Annette Kyobe, and Robert Tchaidze (2013): "Anchoring Growth: The Importance of Productivity-Enhancing Reforms in Emerging Market and Developing Economies". IMF SDN/13/08
- Dabla-Norris, Era, Jim Brumby, Annette Kyobe, Zac Mills, and Chris Papageorgiou (2011): "Investing in Public Investment Efficiency". IMF WP/11/97.
- Drummond, Paulo, Vimal Thakoor and Shu Yu (2014): Africa Rising: Harnessing the Demographic Dividend. IMF WP/14/143.
- Guengant, Jean-Pierre and May, John F. (2013): African Demography. Global Journal of Emerging Market Economies 5 (3) 215-267.
- Louise Fox, Cleary Haines, Jorge Huerta Munoz and Alun H. Thomas (2013): Africa's Got Work to Do: Employment Prospects in the New Century. IMF WP/13/201
- Henn, Christian, Chris Papageorgiou, and Nikola Spatafora (2013): Export Quality in Developing Countries. IMF WP/13/108.
- IMF (2014a): Sustaining Long-Run Growth and Macroeconomic Stability in Low-Income Countries—The Role of Structural Transformation and Diversification—Background Notes.
- IMF (2014b): West African Economic and Monetary Union. Staff Report on Common Policies for Member Countries.
- IMF (2015): Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa, Spring, forthcoming.
- McMillan, Margaret and Dani Rodrik (2011): Globalization, Structural Change and Productivity Growth. NBER Working Paper 17143.

IMPACT DES TARIFS EXTÉRIEURS COMMUNS DE LA CEDEAO SUR LE COMMERCE ET LES RECETTES DES PAYS MEMBRES DE L'UEMOA¹

Cette note quantifie les effets macroéconomiques du remplacement du tarif extérieur commun (TEC) de l'UEMOA par le TEC de la CEDEAO dans les pays membres de l'UEMOA. Il présente des faits stylisés sur le système tarifaire actuel et le commerce dans la région, estime l'impact des modifications du tarif sur le commerce et les recettes de chaque pays de l'UEMOA et quantifie les effets dynamiques du changement tarifaire sur le commerce et le PIB réel. Les résultats suggèrent que la modification du tarif accroîtrait les importations de l'UEMOA provenant des autres pays de la CEDEAO mais diminuerait les importations du reste du monde. Les effets sur les recettes de l'État sont très variables et vont d'une perte dans la plupart des pays à hauteur de 2½ % des recettes courantes à une augmentation dans quelques pays à hauteur de 3%. Les changements ont aussi un impact dynamique sur le commerce et le PIB.

A. Introduction

1. Le tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO a été adopté lors du Sommet des chefs d'État en octobre 2013 à Dakar et est entré en vigueur en janvier 2015. Sous l'effet du TEC, les pays de l'UEMOA, un sous-groupe de pays de la CEDEAO, sont soumis à une nouvelle structure tarifaire : actuellement les pays de l'UEMOA (tous membres de la CEDEAO) imposent des tarifs qui vont de zéro à 20 % sur les biens provenant de tous les pays hors UEMOA, y compris les pays de la CEDEAO, moyennant un tarif d'importation simple moyen d'environ 12 %. Après l'adoption du TEC, les pays de l'UEMOA élimineront les tarifs sur les biens provenant de tous les pays de la CEDEAO, mais les tarifs sur les produits provenant des pays qui ne sont pas membres de la CEDEAO augmenteront. L'impact de cette modification de la politique sur les recettes pourrait être significatif, car nombre de pays de l'UEMOA s'appuient lourdement sur les droits d'importation (Graphique 1, courbe 3).

2. La présente note. La littérature sur les accords commerciaux en Afrique de l'Ouest a beau être fournie, les effets de la mise en œuvre du TEC sur les recettes n'ont pas été quantifiés. Cette note apporte sa contribution aux études en cours en estimant l'impact sur les recettes de la mise en œuvre du TEC de la CEDEAO sur les pays membres de l'UEMOA. Premièrement, la note fait le point sur la structure tarifaire actuelle de l'UEMOA, les flux commerciaux actuels au sein de la CEDEAO et à l'extérieur et décrit les modifications de la structure tarifaire du TEC de la CEDEAO. Deuxièmement, elle estime l'élasticité de la demande d'importations des pays individuels de l'UEMOA. Enfin, à l'aide d'un cadre d'équilibre partiel, elle évalue l'impact potentiel de la modification tarifaire sur les échanges et les recettes.

¹ Préparé par William Gbohoui (Université de Montréal), Karim Barhoumi, Larry Cui et Monique Newiak (tous AFR).

3. Réserves. En raison des données limitées, cette note met l'accent sur les effets agrégés à l'aide d'hypothèses simplifiées des réponses de l'offre et de la consommation. Elle exclut les effets de l'activité informelle dans l'analyse empirique. Des études additionnelles, telles que des simulations utilisant des catégories de produits et la comptabilisation de l'économie informelle, pourraient donner une image très différente des effets des modifications de la politique. L'impact d'un marché unique éventuel regroupant les pays de la CEDEAO, dont pourraient tirer parti les pays de l'UEMOA, n'est pas quantifié dans cette note.

B. Faits stylisés relatifs au commerce et aux droits de douane au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO

4. Le commerce entre les pays de l'UEMOA et le reste de la CEDEAO est assez limité. Le commerce intrarégional de l'UEMOA et le commerce avec le reste de la CEDEAO restent atones et présentent quelques variations selon les pays. Le Burkina Faso, la Guinée-Bissau et le Mali sont les seuls pays de l'UEMOA dans lesquels les importations au sein de l'UEMOA représentent plus d'un cinquième de la valeur totale des importations et seuls la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal importent 10% ou plus des pays de la CEDEAO qui ne font pas partie de l'UEMOA (Graphique 1, courbe 1). Les balances commerciales entre l'UEMOA et le reste de la CEDEAO restent donc peu importantes, la Guinée-Bissau étant la seule à afficher un excédent commercial de près de 7% de son PIB avec le reste de la CEDEAO.

5. Les pays de l'UEMOA sont en général très tributaires des droits d'importation (Graphique 1, courbe 3). Les droits d'importation constituent une source substantielle de recettes pour les pays de l'UEMOA, les droits d'importation représentant au moins 8% du total des recettes de l'État dans n'importe quel pays de l'UEMOA pour la période qui va de 2000 à 2013. En 2013, les droits d'importation représentaient au moins 13% du total des recettes de l'État dans tous les pays de l'UEMOA, la part la plus importante étant celle du Bénin à 34%. À l'exception de la Côte d'Ivoire, plus de la moitié des importations vers tout pays de l'UEMOA se voit imposer un tarif de 10 à 20%.

Tableau 1: UEMOA: Structure du TEC de la CEDEAO et de l'UEMOA²

Catégorie	Description	Taux de droit de l'UEMOA (en %)	Taux de droit de la CEDEAO (en %)
0	Biens sociaux essentiels	0	0
1	Biens de première nécessité, matières premières et intrants spécifiques	5	5
2	Intrants et biens intermédiaires	10	10
3	Biens de consommation finale	20	20
4	Biens spécifiques pour le développement économique	-	35
-	Moyenne	11.93	12.27

Source: Ofei et al. (2014) et Commission de l'UEMOA.

² La structure du TEC de la CEDEAO, telle qu'elle figure dans la version convenue par les ministres de la région à Praia en mars 2013 ; les détails sur les bandes tarifaires appliquées à chaque ligne tarifaire sont présentés dans la Réglementation de l'UEMOA 23/2002/CM/UEMOA.

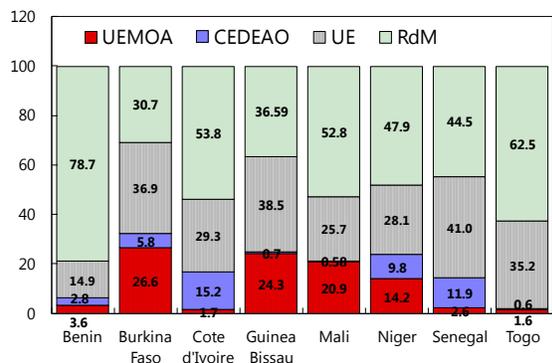
6. L'introduction du TEC de la CEDEAO éliminerait les tarifs sur les importations de l'UEMOA provenant des autres pays de la CEDEAO, mais relèverait les tarifs sur les importations du reste du monde. Le TEC de la CEDEAO est organisé en cinq bandes. Les quatre premières bandes sont prises dans le TEC de l'UEMOA (voir Tableau 1). Toutefois, le TEC de la CEDEAO inclut une cinquième bande tarifaire de 35 % pour les biens spécifiques destinés au développement économique, qui entraîne une augmentation de l'impôt douanier pour les pays de l'UEMOA et une réduction pour les pays de la CEDEAO qui ne font pas parti de l'UEMOA, tels que le Nigéria et la Guinée.

Graphique 1. UEMOA : Faits stylisés: échanges au sein de la CEDEAO

Les importations vers l'UEMOA provenant des autres pays de la CEDEAO sont actuellement faibles...

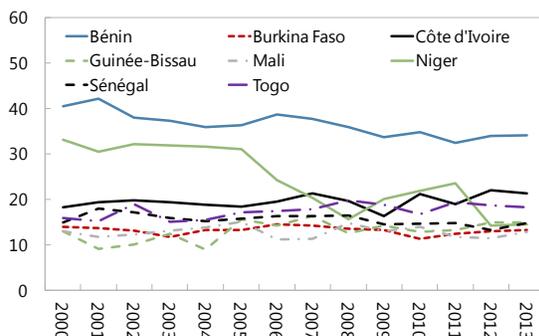
Importations par origine, 2013

(en % du total des importations)



Les droits d'importation constituent une part importante des recettes de l'État dans l'UEMOA, la part la plus importante étant celle du Bénin.

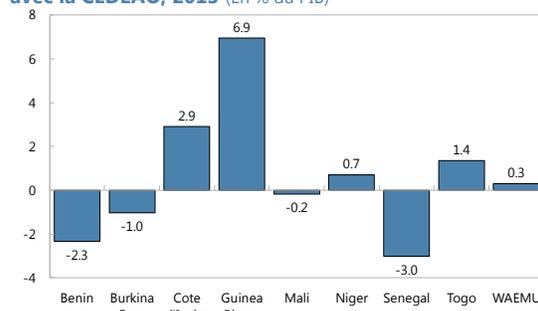
Évolution des droits d'importation (En % des recettes de l'État)



Sources: Autorités du pays et estimations des services du FMI.

... et la balance commerciale de l'UEMOA avec les autres pays membres de la CEDEAO est peu importante.

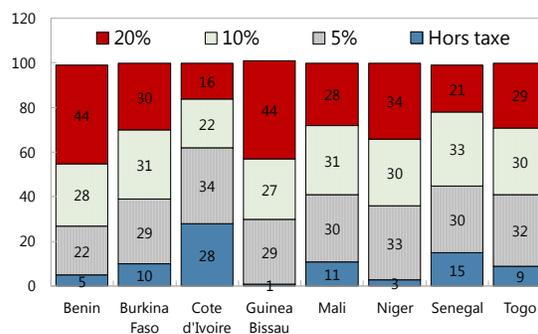
Balance commerciale des pays membres de l'UEMOA avec la CEDEAO, 2013 (En % du PIB)



Source: Direction des statistiques commerciales.

La majorité des importations sont axées dans les bandes tarifaires les plus élevées.

Valeur des importations par bande tarifaire (En % du total des importations, 2010)



Source: Facilité en ligne d'analyse de tarifs de l'OMC.

C. Effets des modifications de la structure des droits de douane sur l'équilibre partiel

Réactivité des importations aux variations de prix au sein de l'UEMOA

7. Pour quantifier la réaction des importations de chaque pays membre de l'UEMOA aux variations des prix et des tarifs, on commence par estimer l'élasticité des prix par rapport au volume des échanges. Pour ce faire, on pose comme postulat une fonction d'importation dans laquelle la quantité des importations dépend de leur prix, du prix des autres produits intérieurs consommables et du revenu intérieur. Pour contrôler les autres facteurs des importations, on estime économétriquement la relation suivante

$$\ln(M_t) = \beta_0 + \beta_1 \ln \frac{P_t^m}{CPI_t} + \beta_2 \ln(GDP_t) + \beta_3 \ln(TAXM_t) + \varepsilon_t,$$

dans laquelle dans chaque année t , M_t est l'indice de volume des importations, $\frac{P_t^m}{CPI_t}$ est le ratio

entre l'indice des prix à l'importation et l'indice des prix à la consommation, $TAXM_t$ est le niveau des droits d'importation et GDP_t est le niveau GDP_t (du PIB) réel (prix constants de 2005). β_0 , β_1 , β_2 , β_3 , et ε_t représentent une constante, l'élasticité des prix par rapport à la demande d'importations, l'élasticité des revenus par rapport à la demande d'importations, l'élasticité des importations par rapport aux recettes de droits recouverts et le terme d'erreur, respectivement. Les élasticités estimées par rapport à la demande d'importations sont présentées aux Tableaux 2 et 3.

Tableau 2. UEMOA:Élasticités-prix des importations — Pays individuels

	Bénin	Côte d'Ivoire	Mali	Togo
Ratio prix à l'importation-IPC	-2.43***	-0.22*	-0.87**	-0.63***
PIB	-4.00***		1.19***	
Droits d'importations	1.11***	0.25**	0.35**	
PIB-exportations		1.08***		0.71**
Volume des exportations		0.86***		1.12***
Constante	33.91***	-10.65**	-4.32**	-5.58**
Pvalue-Ftest	0	0	0	0

***, **, * important au niveau de 1, 5 et 10%, respectivement.
Hétérokedasticité corrigée de l'estimateur de White (1980).
Corrélation corrigée de l'estimateur de Cochrane-Orcutt (1949).

Tableau 3. UEMOA : Élasticité-prix des importations — UEMOA

	UEMOA
Ratio prix à l'importation-IPC	-0.39***
PIB réel	0.73***
Droits d'importation	0.46***
Constante	-0.79

***, **, * important au niveau de 1, 5 et 10%, respectivement.

Erreurs types corrigées panel (contrôle pour hétérokedasticité/dépendance entre sections)

Corrélation entre séries corrigée par l'estimateur Prais Winsten (1954) avec coefficient panel spécifique α_1 .

8. L'élasticité des prix par rapport à la demande d'importations varie fortement selon les pays de l'UEMOA. Les résultats indiquent que la diminution en pourcentage de la demande d'importations imputable à une variation de 1 % du prix à l'importation s'établit d'environ 0,2 % (en Côte d'Ivoire) à 2,4 % (au Bénin), avec une moyenne d'environ 0,4 % pour la région de l'UEMOA dans son ensemble. L'élasticité importante au Bénin s'explique par les réexportations informelles du

Bénin au Nigéria, dont on estime qu'elles représentent 50 % des importations qui passent par le Port de Cotonou (voir encadré 2).

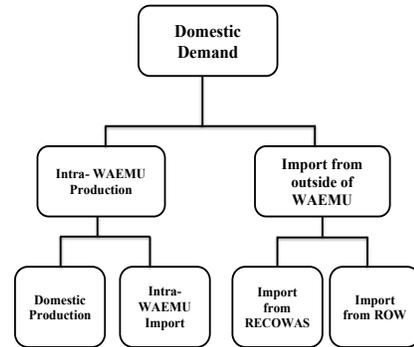
9.

10. La modification de la structure tarifaire devrait accroître les importations de l'UEMOA à partir des autres pays de la CEDEAO, mais diminuer ses importations en provenance du reste du monde. Les effets sur le commerce sont estimés à l'aide de la méthodologie décrite dans l'Encadré 1. À l'exception du Togo, pour lequel la part des importations hors CEDEAO dans le total est très élevée, on estime que la création d'échanges est supérieure à la réorientation des échanges dans tous les pays de l'UEMOA. Dans les autres pays de l'UEMOA, la modification tarifaire devrait entraîner une augmentation des importations en provenance des pays de la CEDEAO hors UEMOA d'environ 6%, l'augmentation la plus importante de 52 % revenant au Bénin (Graphique 3, courbe 1). On estime que l'augmentation du tarif moyen pour les pays hors CEDEAO réduit légèrement les importations des pays de l'UEMOA en provenance du reste du monde, ces importations baissant de moins de 0,2% pour la plupart des pays de l'UEMOA ; l'effet le plus marqué est une baisse de $\frac{3}{4}$ % au Bénin (Graphique 3, courbe 3).

11. Les effets estimés sur le commerce de l'élimination des tarifs seront probablement les plus difficiles à obtenir. Comme pour les effets suivant l'introduction du TEC de l'UEMOA, la création des échanges sera éventuellement inférieure en raison des barrières non tarifaires qui resteront en place après la mise en œuvre du TEC de la CEDEAO. La réorientation du commerce peut aussi être inférieure car quelques exportations de l'UEMOA en provenance de pays hors CEDEAO n'ont pas de substituts dans les autres pays de la CEDEAO, si bien que la diminution des importations en provenance des pays hors CEDEAO pourrait être inférieure à l'effet estimé dans la présente note.

Encadré 1. UEMOA : hypothèses et cadre analytique

Hypothèses. Le monde est divisé en trois blocs sources d'importations des pays de l'UEMOA: les pays de l'UEMOA, les autres pays de la CEDEAO qui ne sont pas membres de l'UEMOA (le reste de la CEDEAO) et le reste du monde. L'offre de produits vers l'UEMOA a une parfaite élasticité de l'offre (l'offre globale de produits vers les pays de l'UEMOA est infinie à un prix donné). Dans chaque pays de l'UEMOA, les consommateurs locaux effectuent un remplacement imparfait des produits de ces régions, mais tous les produits provenant de ces trois différentes sources peuvent être remplacés. On suppose que l'élimination des tarifs au sein de la CEDEAO a des effets négligeables sur la concurrence entre les exportations de l'UEMOA vers un pays donné de l'UEMOA.



On entend par **création du commerce** la substitution de la production intérieure par des importations du reste de la CEDEAO suite à l'élimination des tarifs. La création du commerce entre un pays i de l'UEMOA et le reste de la CEDEAO est

$$TC_{i,RECOWAS} = -M_{i,RECOWAS} \eta_i^m \left[\frac{\tau^{WAEMU}}{1 + \tau^{WAEMU}} \right],$$

où $M_{i,RECOWAS}$ est la valeur des importations du reste de la CEDEAO par le pays i , τ^{WAEMU} est le tarif moyen du TEC de l'UEMOA et η_i^m est l'élasticité de la demande d'importations.

La réorientation des échanges correspond à la substitution des importations du reste du monde par des importations du reste de la CEDEAO, sous l'effet de l'élimination des tarifs entre les pays de l'UEMOA et du reste de la CEDEAO. Elle se définit comme suit :

$$TD_{i,RECOWAS} = \frac{TC_{i,RECOWAS}}{GDP_i} M_{i,ROW}.$$

Autres effets sur les échanges. Le TEC de la CEDEAO perçu sur les pays qui ne font pas partie de la CEDEAO est plus élevé que les tarifs appliqués initialement au titre du TEC de l'UEMOA aux pays qui ne font pas partie de la CEDEAO. La mise en œuvre du TEC de la CEDEAO par l'UEMOA élimine donc leurs tarifs sur les autres pays de la CEDEAO mais accroît leurs tarifs sur les pays qui ne font pas partie de la CEDEAO. Cela peut donc se traduire par une perte d'échanges au sein des pays de l'UEMOA et avec le reste du monde. Cet autre effet sur les échanges est la modification de la demande du pays i de l'UEMOA d'importations en provenance du pays j qui ne fait pas partie de la CEDEAO, en raison de l'augmentation du tarif associé à l'adoption du TEC de la CEDEAO. Cet autre effet peut prendre la forme suivante :

$$OTE_{i,ROW} = M_{i,ROW} \eta_i^m \left[\frac{\tau^{ECOWAS} - \tau^{WAEMU}}{1 + \tau^{WAEMU}} \right],$$

où $M_{i,ROW}$ est la valeur des importations du reste du monde par le pays i , τ^{ECOWAS} est le tarif moyen du TEC de la CEDEAO, τ^{WAEMU} est le TEC moyen de l'UEMOA et η_i^m est l'élasticité de la demande d'importations du pays i .

L'effet global net sur les échanges peut être calculé de la manière suivante

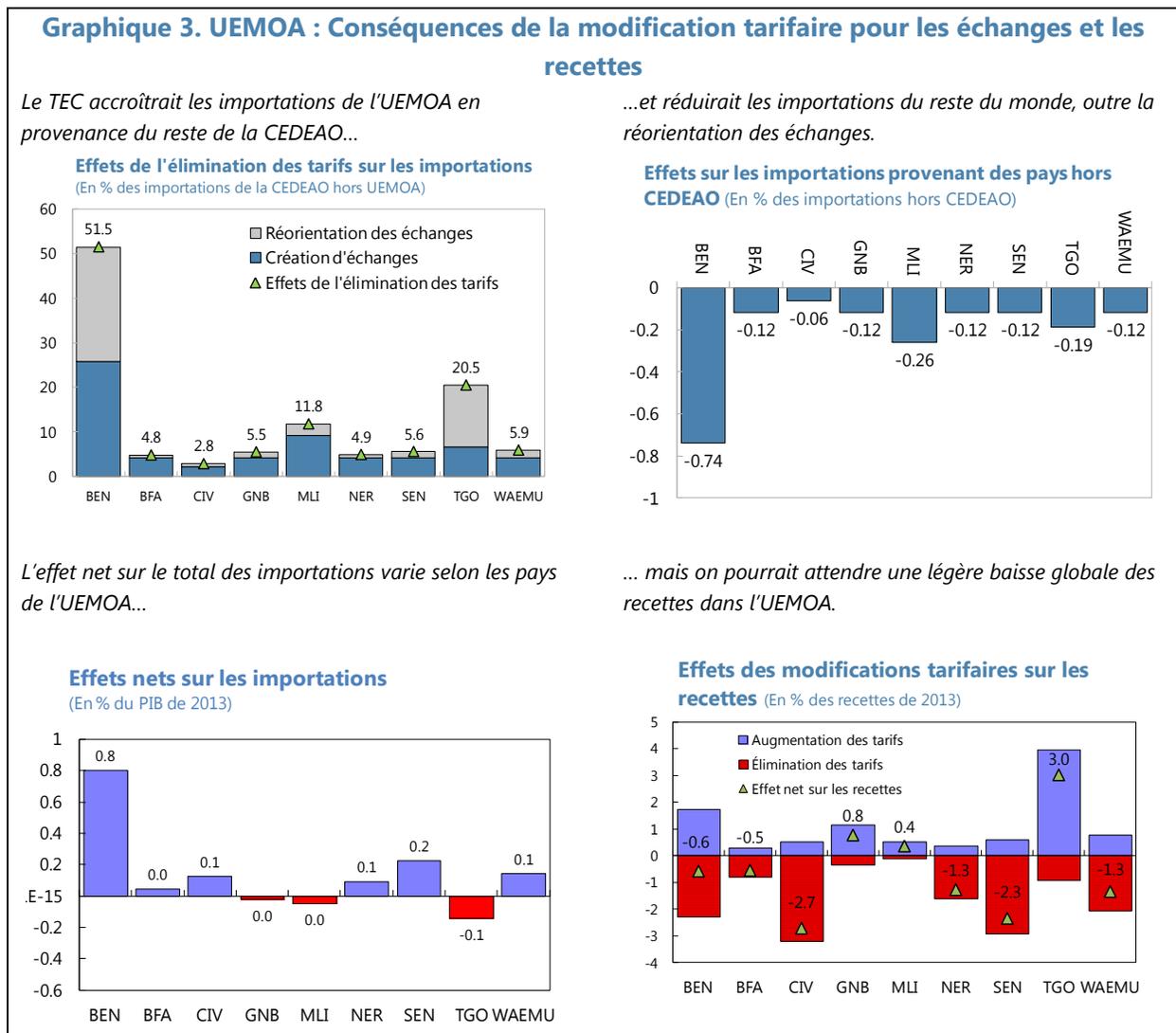
$$NTE_i = TC_{i,RECOWAS} + TD_{i,RECOWAS} + OTE_{i,ROW}.$$

Conséquences de modifications tarifaires sur les recettes

12. Sur la base des projections des effets sur les échanges, on estime les conséquences au niveau des recettes. Le changement de recettes au sein de l'UEMOA serait le résultat combiné des changements dans les recettes tarifaires des importations des pays hors CEDEAO (tarifs plus élevés ou valeur inférieure des importations) et dans les recettes tarifaires provenant des pays de la CEDEAO hors UEMOA (tarifs inférieurs ou valeur supérieure des importations) :

$$\Delta R_i = [M_{i,ROW} - TD_i][\tau^{ECOWAS} - \tau^{WAEMU}] - [M_{i,RECOWAS} + TD_{i,RECOWAS}]\tau^{WAEMU}$$

Dans cette équation, $M_{i,ROW}$ et $M_{i,RECOWAS}$ représentent la valeur des importations des pays hors CEDEAO et de la CEDEAO hors UEMOA par le pays i , respectivement. $TD_{i,RECOWAS}$ est la réorientation des échanges en provenance des pays hors CEDEAO vers les pays de la CEDEAO hors UEMOA. τ^{ECOWAS} et τ^{WAEMU} sont les tarifs moyens du TEC de la CEDEAO et du TEC de l'UEMOA, respectivement.



13. Les modifications tarifaires pourraient avoir des effets ambigus sur les recettes dans tous les pays de l'UEMOA. L'élimination des tarifs sur les importations en provenance des autres pays de la CEDEAO ferait baisser les recettes de l'État. Toutefois, l'augmentation des tarifs pour les produits provenant des pays hors CDEAO pourrait avoir un impact positif sur les recettes. Sur la base des hypothèses de l'Encadré 1 du précédent paragraphe, les recettes du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Sénégal pourraient baisser de ½ à environ 2½% par rapport à leur niveau de 2013 (Graphique 3, courbe 4). Toutefois, les recettes pourraient augmenter de ½ à 3 % en Guinée-Bissau, au Mali et au Togo, ce qui correspond au profil actuel des échanges qui présente une faible part d'importations en provenance des pays de la CEDEAO hors UEMOA.

14. Les données limitées empêchent de comptabiliser les échanges informels au sein de l'UEMOA. La baisse des recettes de l'État peut être plus marquée dans certains pays si le commerce informel est pris en compte. Par exemple, cela pourrait être le cas du Bénin où l'on estime que les réexportations informelles vers le Nigéria contribuent aux recettes budgétaires à hauteur de 2 % du PIB (Encadré 2). Il est probable que la mise en œuvre du TEC de la CEDEAO entraînera une chute plus prononcée des importations aux fins de la réexportation et donc des réexportations, ce qui implique une perte de recettes de droits d'importation de même que des recettes de TVA. En raison des restrictions de la politique commerciale, les importateurs béninois ne peuvent entrer sur le marché nigérian qu'en déclarant les biens importés pour la consommation intérieure, en payant la TVA et en réexportant les biens de manière informelle vers le Nigéria.

Encadré 2. UEMOA : impact sur les recettes au Bénin

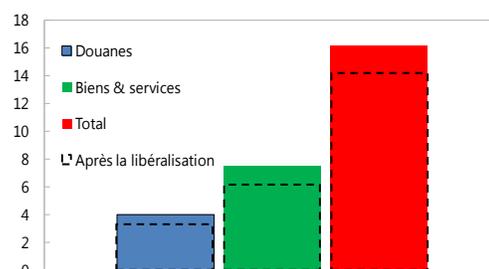
On estime que l'impact lié à la libéralisation des échanges sur les recettes est beaucoup plus marqué au Bénin que dans les autres pays de l'UEMOA en raison des schémas commerciaux uniques du Bénin qui sont dominés par le commerce informel avec le Nigéria voisin. Cet encadré offre davantage de détails sur ce type de commerce et l'impact éventuel sur les recettes.

Les échanges du Bénin avec le Nigéria prennent principalement la forme de réexportations informelles vers le Nigéria en raison des restrictions commerciales sur certains produits. La proximité du Nigéria et une frontière relativement poreuse ont fait du Bénin la plate-forme privilégiée pour l'importation de certains biens que le Nigéria interdit par le biais soit d'interdictions soit de tarifs prohibitifs. Ces produits incluent la volaille congelée, le riz, les voitures d'occasion et les textiles. On estime qu'environ 50 % des importations qui passent par le Port de Cotonou sont destinées au Nigéria. Globalement, au moins 20 % du PIB du Bénin provient du commerce informel (Banque mondiale, 2014).

Ces activités de réexportation sont une source significative de recettes fiscales pour le Bénin. Les autorités béninoises ont conclu un accord avec le gouvernement nigérian afin que certains produits ne soient pas réexportés, si bien que les importateurs béninois ont accès au marché nigérian uniquement en déclarant d'abord les biens importés pour la consommation intérieure, en payant la TVA puis en réexportant les biens de manière informelle au Nigéria. Selon Geourjeon *et al.* (2008), les recettes fiscales supplémentaires obtenues grâce à cette activité pourraient être équivalentes à 2 % du PIB, soit 14 % du total des recettes fiscales, respectivement. Cela met en exergue le fait que le budget du Bénin est tributaire des activités informelles de réexportation avec le Nigéria.

La libéralisation des échanges au Nigéria se traduirait donc par des pertes importantes de recettes au Bénin. Sur la base des données douanières de 2009 à 2012, on estime que l'impact d'un scénario de libéralisation totale des échanges au Nigéria se traduirait par une perte de recettes d'au moins 2 % du PIB (Sola *et al.*, 2013, mission d'assistance technique du Département des finances publiques).

Conséquences d'une libéralisation totale du régime commercial du Nigéria sur les recettes¹ (2011, en % du PIB)



¹Pour estimer les recettes fiscales après la libéralisation, on suppose que les pertes potentielles imputables à une libéralisation complète du régime commercial du Nigéria sont réparties à 1/3 pour les recettes douanières et à 2/3 pour les recettes fiscales des biens et des services.

Sources: Estimations du FMI et autorités béninoises.

Références

World Bank (2014), "Benin Diagnostic Trade Integration Study (DTIS) Update: From rents to competitiveness".

Geourjon, A-M, Chambas, G and Laporte, B, 2008, "République du Bénin. Modernisation du système fiscal. Orientations et stratégie de réformes", IMF, September.

Sola, S., Parent, G., Russell, J., Ould Boilil, A and Barker, G., 2013, "République du Bénin. Bilan des réformes et poursuite du renforcement de l'administration douanière "FAD, June.